**REPUBLIQUE DU NIGER**

**REGION DE DOSSO**

**DEPARTEMENT DE DONGONDOUTCHI**

**COMMUNE RURALE DE KIECHE**

**PLAN DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE KIECHE**

**2017-2021**

**Version finale**

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2746  Une commune à forte potentialité agricole | P1020155  Atelier de formation des membres du comité d’élaboration |
| Assemblée villageoise d’information/sensibilisation | IMG_2738  Pénibilité du travail salarial des femmes |

**Elaboré par :**

|  |  |
| --- | --- |
| Le conseil municipal de avec l’appui technique et méthodologique de :  **Dr. Saidou Abdoulkarimou**  Assisté de **Mr. Mamoudou Amadou** | Avec l’appui financier du **Programme d’Appui à la Mise en œuvre des Entités Décentralisées dans la région de Dosso Phase 2 (PAMED2)** |

**Sommaire**

[Sigles et abréviations 5](#_Toc477972927)

[Préface de Madame la maire de la commune rurale de 6](#_Toc477972928)

[Liste des tableaux, cartes et graphiques 8](#_Toc477972929)

[Fiche signalétique de la commune rurale de 10](#_Toc477972930)

[Résumé du PDC 11](#_Toc477972932)

[Introduction 16](#_Toc477972933)

[I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE 18](#_Toc477972934)

[1.1 La phase préparatoire 19](#_Toc477972935)

[1.2 La phase d’analyse-diagnostic 19](#_Toc477972936)

[II. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE 21](#_Toc477972937)

[2.1. Situation Géographique 21](#_Toc477972938)

[2.2 Superficie et densité 22](#_Toc477972939)

[2.3 Situation administrative 22](#_Toc477972940)

[2.4 Population 23](#_Toc477972941)

[2.5 Caractéristiques institutionnelles 23](#_Toc477972942)

[2.6 Principales activités économiques 23](#_Toc477972943)

[2.7 Zonage 24](#_Toc477972944)

[III BILAN DIAGNOSTIC 26](#_Toc477972945)

[3.1 Caractéristiques biophysiques 26](#_Toc477972946)

[3.1.1 Le climat 26](#_Toc477972947)

[3.1.2 Le relief 26](#_Toc477972948)

[3.1.3 Cadre géologique et hydro-géologique 27](#_Toc477972949)

[3.1.4 La végétation 27](#_Toc477972950)

[3.1.5 Les sols 29](#_Toc477972951)

[3.1.6 Les ressources en eau 30](#_Toc477972952)

[3.1.7 Les ressources fauniques 32](#_Toc477972953)

[3.1.8 Problématique de gestion des ressources naturelles 32](#_Toc477972954)

[3.2 Etude du milieu humain et social 33](#_Toc477972955)

[3.2.1 Historique du peuplement 33](#_Toc477972956)

[3.2.2 Caractéristiques démographiques 34](#_Toc477972957)

[3.2.3 Etat civil 36](#_Toc477972959)

[3.2.4 Religions 36](#_Toc477972960)

[3.2.5 Mouvements migratoires 38](#_Toc477972961)

[3.2.6 Organisation sociale, les us et coutumes 38](#_Toc477972962)

[3.2.7 Vie associative 39](#_Toc477972963)

[3.2.8 Les secteurs sociaux de base 40](#_Toc477972964)

[3.2.8.1. Education 40](#_Toc477972965)

[3.2.8.2 Secteur de la santé 47](#_Toc477972966)

[3.2.8.3 Secteur hydraulique 53](#_Toc477972967)

[3.2.8.4 Hygiène et assainissement 53](#_Toc477972968)

[3.2.8.5. Formation professionnelle et emplois 54](#_Toc477972969)

[3.2.8.6. Jeunesse, sport/culture/loisirs 55](#_Toc477972970)

[3.2.8.7. Analyse de la situation de la Femme 55](#_Toc477972971)

[3.3 Etude des activités économiques 58](#_Toc477972972)

[3.3.1 Agriculture 58](#_Toc477972973)

[Les Cultures pluviales 58](#_Toc477972974)

[3.3.2 Elevage 61](#_Toc477972975)

[3.3.3 Environnement 63](#_Toc477972976)

[3.3.4 Commerce et transport 64](#_Toc477972977)

[3.3.5 Communication 64](#_Toc477972978)

[3.3.6 Artisanat et petits métiers 65](#_Toc477972979)

[3.3.7. Mine, carrières et énergie 65](#_Toc477972980)

[3.4 Organisation et fonctionnement de la commune 65](#_Toc477972981)

[3.4.1 Organisation politico-administrative 65](#_Toc477972982)

[3.4.2 Organisation institutionnelle 65](#_Toc477972983)

[3.4.3 Gouvernance 66](#_Toc477972984)

[3.4.4 Les ressources humaines, matérielles et financières de la commune 66](#_Toc477972985)

[3.4.4.1 Les ressources humaines 66](#_Toc477972986)

[3.4.4.2 Les ressources matérielles 66](#_Toc477972987)

[3.4.4.3 Les ressources financières de la commune 66](#_Toc477972988)

[3.5 Problématique de développement de la Commune 68](#_Toc477972989)

[Bibliographie 103](#_Toc477972990)

[IV Axes stratégiques et objectifs de développement 104](#_Toc477972991)

[4.1 La vision de développement de la commune 104](#_Toc477972992)

[4.2 Les axes stratégiques de développement de la commune 104](#_Toc477972993)

[4.3 Les objectifs de développement de la commune 105](#_Toc477972994)

[4.4 Articulation des axes et objectifs du PDC avec les politiques sectorielles nationales et internationales 106](#_Toc477972995)

[V) Programme d’actions et d’investissement 110](#_Toc477972996)

[5.1 Plan d’actions pluriannuel (PAP) 110](#_Toc477972997)

[5.2 Plan d’investissement pluriannuel (PIP) 111](#_Toc477972998)

[5.3 Plan d’investissement annuel (PIA) 2017 112](#_Toc477972999)

[VI) Cadre institutionnel de mise en œuvre 113](#_Toc477973000)

[Conclusion 115](#_Toc477973001)

[Annexes **.**](#_Toc477973002)

# Sigles et abréviations

AEP : Adduction d’eau potable

ANFICT : Agence nationale de financement des collectivités territoriales

AME : Association des mères des élèves

APE : Association des parents d’élèves

AGR : Activités génératrices de revenus

ASC : Agents de santé communautaire

BC : Banque céréalière

BAB : Banque d’aliments bétail

BCO : Boutique coopérative

BIA : Banques d’intrants agricoles

CS : Case de santé

CEG : Collège d’enseignement général

CES : Complexe d’enseignement secondaire

CSI : Centre de santé intégrée

CFM : Centre de formation aux métiers

CGDES : Comité de gestion des établissements de l’enseignement secondaire

CRENAM : Centre de récupération des enfants malnutris

GPS : Global position system

I3N : les nigériens nourrissent les nigériens

IDE : Infirmier diplômé d’Etat

IC : Infirmier certifié

IGNN : Institut géographique nationale du Niger

INS : Institut National de la Statistique

MAT/DC : Ministère de l’Aménagement du territoire et du Développement Communautaire.

ONG : Organisation non gouvernementale

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation mondiale de la santé

PAMED 2 : Programme d’Appui à la Mise en œuvre des Entités Décentralisées dans la région de Dosso (phase 2)

PDC : Plan de développement communal

PDES : Plan de développement économique et social

RGPH : Recensement Général de la Population et de l’Habitat

RNA : Régénération Naturelle assistée

SIG : Systèmes d’Information géographique

# Préface de Madame la maire de la commune rurale de kiéché



Avec l’appui financier du Programme d’Appui à la Mise en œuvre des Entités Décentralisées dans la région de Dosso Phase 2 (PAMED2), la commune rurale de a lancé officiellement depuis le mois d’avril 2016 le processus de réactualisation de son Plan de Développement Communal.

La démarche de mise en œuvre des activités que nous avons conseillé à l’équipe de réactualisation du PDC a été participative, responsabilisante, inclusive et formative. Toutes les couches sociales de notre territoire communal ont été impliquées dans toutes les étapes de cet exercice. En tant qu’administration communale l’un de nos rôles est de coordonner l’effort social collectif auquel participent tous les acteurs internes et externes concernés par le développement de notre commune.

Après l’atelier de lancement des travaux et les différentes formations organisés par l’expertise en charge de l’appui méthodologique, un diagnostic participatif a été conduit dans les 37 villages administratifs de la commune. Parallèlement, un diagnostic technique nous a permis de collecter auprès des services techniques déconcentrés les données secondaires dont ils disposent.

Les ateliers zonaux et l’atelier de synthèse, ont été des moments forts du processus. Ils ont permis de débattre des difficultés et contraintes des la commune. Les débats ont été riches et constructifs et partout, lors de l’établissement du bilan diagnostic, le consensus a prévalu. C'est donc un travail collectif qui a été mené et dont les résultats sont directement opérationnels sur le plan technique.

L’analyse de toutes les informations recueillies a permis d’identifier les forces (potentialités, opportunités) et les faiblesses (contraintes ou risques) de la commune et de proposer ainsi des actions pour augmenter les productions, protéger les systèmes agro-sylvo-pastoraux, renforcer les capacités des populations, faciliter l’accès aux services sociaux de base, combattre l’insécurité alimentaire et enfin réduire la pauvreté des ménages.

Le présent document intitulé «Plan de Développement Communal 2016-2020» résulte de la mise en commun des résultats de ce dialogue. C'est désormais notre principal instrument de navigation et de négociation avec nos partenaires nouveaux et traditionnels.

Il s’inspire des orientations et directives des principaux documents de politique publique nigérien notamment le Plan de développement économique et social (PDES), l’initiative 3 N (les nigériens nourrissent les nigériens) et des autres politiques sectorielles. Il se base également sur les conventions internationales signées par le Niger comme par exemple les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ce PDC constitue le seul et unique document de référence de la commune de en matière de développement durable. J’exhorte tous les services techniques de l’Etat, les partenaires au développement, les organisations de la société civile, le secteur privé, la diaspora et tous les intervenants à le respecter scrupuleusement afin de garantir un avenir meilleur à notre population.

J’invite tous les acteurs à participer activement à la mise en œuvre du Plan de Développement Communal ainsi élaboré. En outre, le Conseil Municipal et l’ensemble des acteurs concernés doivent œuvrer pour que ce document soit un outil de travail afin de rappeler aux populations les défis à relever et les exhorter à consentir des efforts.

Je ne saurais terminer mes propos sans remercier très sincèrement, tous les membres de l’équipe en charge de l’élaboration du PDC, les chefs de villages, de tribus et les populations de qui n’ont ménagé ni leur temps et ni leurs efforts pour la réussite de la mission. Enfin, mes remerciements s’adressent à Mr. Oumarou Mahamadou, Directeur Départemental du Développmement Communautaire et de l’Aménagement du Territoire de Dogondoutchi, à l’expert en charge de l’appui-conseil et méthodologique de la réactualisation du PDC, Dr. Saidou Abdoulkarimou, et son assistant Mr. Mamoudou Amadou, pour l’engagement, le sérieux, et les conseils combien nécessaires qu’ils ont apporté aux comités d’élaboration.

# Liste des tableaux, cartes et graphiques

**Liste des tableaux**

Tableau N°1 : Les villages des trois zones agro-écologiques de la commune de

Tableau N°2 : Superficie des zones agro-écologiques

Tableau N°3 : Pluviométrie de 2008 à 2012

Tableau N°4 : Répartition de la population

Tableau N°5 : Projection de la population

Tableau N°6 : Effectifs des élèves des écoles maternelles et communautaires

Tableau N°7 : Effectifs des enseignants des écoles maternelles et communautaires

Tableau N°8 : Situation scolaire au niveau primaire

Tableau N°9 : Evolution des effectifs des écoles primaires publiques

Tableau N°10 : Effectifs des enseignants des écoles primaires publiques

Tableau N°11 : Situation des infrastructures des écoles du niveau primaire

Tableau N°12: Effectifs des élèves des écoles primaires franco-arabes

Tableau N°13 : Effectifs des enseignants des écoles primaires franco-arabes

Tableau N°14 : Evolution des infrastructures des écoles primaires franco-arabes

Tableau N°15 : Situation de l’école au niveau secondaire

Tableau N°16 : Effectifs des enseignants au niveau secondaire

Tableau N°17 : Situation des centres d’alphabétisation

Tableau N°18 : Situation des malnutris en 2016

Tableau N°19 : Evolution du personnel de la santé de 2011 à 2015

Tableau N°20 : Les maladies fréquentes

Tableau N°21 : Morbilité-Mortalité –SASDE (chez les enfants de 0-59 mois)

Tableau 22 : Recouvrement des coûts

Tableau N°23 : Indicateurs de santé de

Tableau N°24 : Les besoins en personnel de santé

Tableau N°25 : Infrastructures sanitaires

Tableau N°26 : Situation des latrines scolaires

Tableau N°27 : Situation du centre de formation professionnelle

Tableau N°28 : Calendrier saisonnier des femmes

Tableau N°29 : Production céréalière

Tableau N°30 : Production des cultures de rente

Tableau N°31 : Estimation des besoins alimentaires de 2013 à 2017

Tableau N°32 : Situation des boutiques d’intrants de la commune

Tableau N°33 : Situation d’autres infrastructures agricoles

Tableau N°34 : Effectifs du cheptel vacciné de la commune

Tableau N°35 : Situations artisans et petits métiers

Tableau N°36 : Situation du personnel de la commune

Tableau N°37 : Budget de la commune

**Liste des cartes et graphiques**

Carte N°1 : Commune de à l’intérieur du département de Dogondoutchi

Carte N°2 : Les villages administratifs de la commune de

Carte N°3 : Les zones agro-écologiques de la commune de

Carte N°4 : Le réseau hydrographique

Carte N°5 : Les lieux de cultes

Carte N°6 : Localisation des infrastructures scolaires

Carte N°7 : Localisation des infrastructures sanitaires

Carte N°8 : Localisation des infrastructures socio-économiques

Graphique N° 1 : Tranches d’âge de la population

Graphique N°2 : Projection de la population de la commune de

# Fiche signalétique de la commune rurale de kiéché

**Position Géographique** : La commune rurale de Kiéché est localisée dans la partie Sud du Département de Dogondoutchi. Elle est limitée au Nord par la commune Urbaine de Dogondoutchi, au Sud par la commune rurale de Koré Mairoua, à l’Ouest par la commune rurale de Tombon Koirey 2 dans le Département de Dosso, à l’Est par la commune rurale de Dankassari et le Nigeria. Le village de qui constitue le chef lieu de la commune a pour coordonnées géographiques[[1]](#footnote-2) : (coordonnées décimales) Longitude 4,0118 et latitude 13,48097.

**Statut :** la commune rurale de Kiéché est une collectivité territoriale. Elle a vu le jour grâce à la loi n°2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs lieux. Le village de est chef lieu de la commune.

**Superficie :** la superficie de la commune est estimée à 535,35 km².

**Population et Densité : S**elon les projections du recensement général de la population et de l’habitat de 2012, la population de la commune est de 52.969 habitants en 2015. Au cours de la même année, la densité est La densité est de 98.9 habitants au km².  .

**Ethnies :** la commune est peuplée majoritairement d’ethnie Haoussa composée de Maouris, de Gobiraoua, Goubawa, de kourfayawa. Il existe également des ethnies minoritaires telles que les Peulh et les Zarma.

**Unité territoriale :** Au plan administratif, la commune est subdivisée en 37 villages administratifs auxquels sont rattachés une centaine de hameaux.

**Composition du conseil :** le conseil communal est composé de 15 conseillers dont 13 élus et 2 membres de droit. Sur les 13 conseillers élus on dénombre seulement deux femmes. La commune Kiéché est dirigée depuis les dernières élections locales de 2011 par une femme dynamique, madame, Hadabi Haoua.

**Principale activités économique :** L’agriculture et l’élevage constituent les principales activités économiques exerçaient par les habitants de la commune. Le commerce, l’artisanat, et la pêche sont également pratiqués par les populations.

**Zonage :** A partir de critères agro-écologiques et socio-économiques, le territoire de la commune a été divisé en trois zones homogènes. La zone des plateaux qui compte 8 villages, la zone du Dallol avec 19 villages et la zone dunaire qui totalise 10 villages.

# Résumé du PDC

La commune rurale de Kiéché est localisée dans la partie Sud du Département de Dogondoutchi. Elle est limitée au Nord par la commune Urbaine de Dogondoutchi, au Sud par la commune rurale de Koré Mairoua, à l’Ouest par la commune rurale de Tombon Koirey 2 dans le Département de Dosso, à l’Est par la commune rurale de Dankassari et le Nigeria. Le village de qui constitue le chef lieu de la commune a pour coordonnées géographiques[[2]](#footnote-3) : (coordonnées décimales) Longitude 4,0118 et latitude 13,48097. C’est une collectivité territoriale qui a vu le jour grâce à la loi n°2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs lieux. Le village de est chef lieu de la commune. La superficie du territoire communale est estimée à 535,35 km², ce qui fait de cette commune

La commune est peuplée majoritairement d’ethnie Haoussa composée de Maouris, de Gobiraoua, Goubawa, de kourfayawa. Elle compte en 2015, 52.969 habitants repartis dans 37 villages administratifs pour une densité de 98,9 habitants au km². La commune est dirigée depuis les dernières élections locales de 2011 par une femme dynamique, madame, Hadabi Haoua.

L’agriculture et l’élevage sont les principales activités économiques pratiquées par les populations de la commune. A celles-ci s’ajoutent des activités secondaires telles que : le commerce, l’artisanat, et dans une moindre mesure la pêche.

La réactualisation du PDC s’inscrit dans le cadre normal de dotation des collectivités territoriales du Niger d’un outil de planification de leur développement économique, social, environnemental et culturel.

Dans le cadre de la réalisation de l’étude, la commune a été subdivisée en trois zones agro-écologiques : la zone des plateaux comprend 8 villages administratifs, la zone du Dallol Maouri totalise 19 villages et la zone dunaire compte 10 villages.

Les caractéristiques du milieu biophysiques sont marquées par :

- **Un climat** de type soudano-sahélien avec des précipitations relativement abondantes et une une moyenne annuelle (entre 2010 et 2015) estimée à 564 mm. Ces précipitations sont variables d’une année à l’autre. En 2016, la commune a bénéficié d’une pluviométrie exceptionnelle dépassant les 800 mm.

Les températures et l’évapotranspiration restent élevées. Vent chaud et sec, l’harmattan contribue à la détérioration du potentiel productif.

- **Le relief** de la commune de kiéché appartient à un vaste ensemble géologique appelé bassin des Iullemenden. Avec une toposéquence irrégulière, le relief est fortement marqué par la présence du Dallol Maouri. Vallée fossile, le Dallol Maouri et un paleo-affluent du fleuve Niger constituant le seul élément permanant du réseau hydrographique du département de Dogondoutchi. La partie la plus humide du Dallol Maouri se caractérise par un écoulement temporaire en saison de pluie et le maintien d’un chapelet de mares en saison sèche.

A cause des potentialités agricoles et sylvicoles dont elle regorge, on note une forte occupation humaine à l’intérieur et aux alentours de la vallée du Dallol Maouri.

Dans la partie Est et Sud-est, on observe la présence de chaîne de plateaux cuirassés qui constituent le domaine privilégié des parcours pastoraux.

Dans la partie Nord et Nord Ouest de la commune on distingue nettement une zone dunaire occupée par les activités agro-sylvo-pastorales.

Le couvert végétal se distingue nettement en fonction de la topo séquence. C’est ainsi qu’on observe sur les plateaux dénudés et les versants des espèces dominées par les combretacées. Sur les sols profonds de la vallée on dénombre des espaces arborées et herbacées composées de piliostigma reticulatum, acacia seyal, anona senegalensis, cassia seberiana, balanites aegyptiaca, faidherbia albida, guiera senegalensis.

Il faut noter qu’il n’existe pas de massif forestier dans la commune . Toutefois, il faut rappeler que l’intervention du projet Gao dans la commune a favorisé le développement d’un important parc d’acacia albida (Gao) qui reste très dense tout au long de la vallée et même sur la zone dunaire (le long de la route bitumée).

Les ressources en eau restent importantes dans la vallée du Dallol Maouri ou la nappe phréatique affleure par endroit autorisant la pratique de culture irriguée pendant la saison sèche.

Concernant les sols, on note la présence de sols sablonneux et sols de plateaux. Les sols des plateaux sont marqués par la faiblesse de leur profondeur. L’importance de la pierrosité et de l’encroûtement rend ces sols impropres à l’agriculture. L’ensoleillement, l’érosion éolienne et hydrique créent de larges bandes de glacis qui empêchent l’infiltration et accélèrent le ruissellement des eaux.

Dans la zone dunaire et celle du Dallol, on rencontre majoritairement des sols sablonneux (ferrugineux tropicaux) lessivés, épuisés par la pratique d’une agriculture minière (sans apport de matière organique). Ces sols sont envahis par des espèces peu appétées (sida cordifolia par exemple) ou indicateurs de pauvreté de sols (Striga hermontica).

La commune dispose des atouts et potentialités importants qui doivent être mis à contribution pour son développement. Sans être exhaustif, le tableau qui fait un résumé des atouts et potentialité de la commune rurale de Kiéché.

Tableau des atouts et potentialités par secteur

|  |  |
| --- | --- |
| **Domaines** | **Atouts et potentialités** |
| Domaine agro-sylvo-pastorale et halieutique | Existence du Dallol Maouri |
| Existence des mares semi-permanentes |
| Existence d’une mare empoissonnée et de pêcheurs |
| Existence des terres cultivables |
| Existence de terres irrigables |
| Existence d’une nappe phréatique affleurante |
| Existence de Banques céréalières |
| Importance de la main d’œuvre |
| Existence de seuil d’épandage |
| Existence sites maraîchers aménagés et non aménagés |
| Existence de périmètre maraîcher fruitier |
| Existence des coopératives agricoles |
| Existence de magasins de stockage |
| Femmes très actives dans l’agriculture |
| L’existence du Dallol Maouri et des mares favorables aux activités halieutiques et piscicoles |
| Existence de bas-fonds |
| Existence des sites à récupérer (glacis ; zone très peu boisée et les versants) |
| Possibilité de créer des bois de village ou parcs arborés |
| Expériences en matière de récupération des terres |
| Main d’œuvre pour la production des plants de la récupération des terres. |
| Existence de parc de vaccination |
| Existence d’abattoirs |
| Existence de marchés à bétail aménagés |
| Sous produits agricoles importants et disponible. |
| La facilité d’écoulement des produits d’origine animal |
| La disponibilité d’eaux de surface et souterraines |
| Domaine des infrastructures sociales de base (santé, éducation, hydraulique) | Existence de jardins d’enfants publics |
| Existence de écoles médersas |
| Existence des écoles primaires |
| Existence de CEG |
| Existence de CES |
| Disponibilité des jeunes en âge d’aller à l’école |
| Existence d’associations de parents d’élèves |
| Disponibilité des enseignants formés à l’Ecole Normale |
| Existence de CSI type 1 et 2 |
| CSI |
| Cases de Santé |
| Salle de soin privé |
| Existence de dépôts |
| Existence des tradipraticiens |
| L’existence du personnel soignant |
| La proximité de Doutchi pour les évacuations |
| AEP |
| Mini AEP |
| forages |
| puits modernes |
| puits villageois |
| Puits pastoraux |
| Mares semi-permanantes |
| Autres domaines (artisanat, communication, sport) | Existence de structure organisationnelle des artisans |
| Maîtrise du savoir faire en artisanat |
| Existence d’un centre de formation professionnelle et technique |
| Existence d’un site historique |
| Existence de routes latéritiques |
| existence des associations féminines |
| existence des partenaires |
| activisme des ONG et Associations |
| expériences des femmes au sein des GF en termes d’épargne/crédit, des AGR, etc. |
| Emergence du leadership féminin |
| existence de cadre de concertation |
| existence de l’encadrement |
| Existence d’un comité local de protection de l’enfant |
| Existe des lois et textes qui protègent les droits des enfants |
| Existence d’ONG et Associations de protection de l’enfant |
| Des espaces et de terrains disponibles pour la pratique du foot-ball |

En dépit de l’existence de ces atouts et potentialités, la commune est confrontée à de nombreuses contraintes et difficultés qui entravent son développement.

Avec les sécheresses successives, les vents de sable, les fortes averses, la coupe abusive du bois de chauffe et les mauvaises pratiques de défrichage, le surpâturage, la pression démographique, les terres agricoles ont perdu de leur capacité productive. La fertilité a baissé, des glacis sont apparus et des ravinements se sont formés dans les exploitations agricoles. Les espaces pastorales se rétrécissement et sont envahies par des espèces peu appétées par les animaux.

Des efforts ont été certes fournis par l’Etat et ses partenaires pour doter les villages et hameaux d’infrastructures sociales de base nécessaires à leur épanouissement. En dépit de ces efforts, ces infrastructures restent insuffisantes pour couvrir les besoins des populations.

Les contraintes majeures au développement de la commune de peuvent être résumées comme suit :

* Une dégradation accélérée du potentiel agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
* Une insécurité alimentaire de plus en plus chronique ;
* Des besoins en service sociaux de base insuffisamment couverts.
* Des secteurs économiques peu performants
* Une faible participation des groupes vulnérables notamment des femmes, des jeunes et des handicapés au développement de la commune.
* Une gouvernance peu efficace.

Sur la base de ces contraintes, des axes stratégiques et des objectifs de développement ont été définis.

Après l’analyse des contraintes (causes et conséquences), des potentialités à valoriser et des opportunités à saisir, des axes stratégiques d’intervention et des objectifs de développement ont été identifiés. Ainsi, pour la période 2017-2021, le développement de la commune s’organisera autour des cinq (5) axes suivants :

Axe I : Amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Axe II : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Axe III : Amélioration de la participation des femmes, des jeunes et des handicapés aux actions de développement

Axe IV : Redynamisation des secteurs économiques

Axe V : Renforcement de la gouvernance

Sur la base des objectifs de développement, des actions prioritaires ont retenues et budgétisées sur la période du PDC.

**Budget du PDC et plan de financement**

C’est ainsi que le coût global de la mise en œuvre du présent PDC s’élève à **9 156 235 000 F CFA.**

Il est réparti comme suit :

* Contribution de la commune : **623 800 000 FCFA**, soit 7 % ;
* Contribution des communautés : **86 000** **000** FCFA, soit 1 %;
* Contribution des partenaires techniques et financiers **: 8 445 935 000** FCFA, soit 92%.

Pour assurer une mise en œuvre efficace et efficiente du PDC, un dispositif institutionnel sera mis en place. Un comité de pilotage veillera à la mise en œuvre du PDC. Ce comité est composé de conseillers municipaux, de cadres des services techniques municipaux et déconcentrés de l’Etat et des membres des OSC sera créé par arrêté du Maire.

Il revient également au comité de pilotage d’assurer la fonction de suivi et évaluation des actions et activités inscrites dans le PDC.

# Introduction

La réactualisation du PDC de la Commune rurale de Kiéché s’inscrit dans le cadre normal de dotation des collectivités territoriales du Niger d’un outil de planification de leur développement économique, social, environnemental et culturel. En effet, l’ordonnance N°2010-54 portant code général des collectivités territoriales dispose à son article 79 « en sa qualité d’organe exécutif de la commune, le maire est chargé d’élaborer et de mettre en œuvre le plan de développement de la commune.

Le PDC de Kiéché est un cadre d’orientation stratégique qui traduit la vision, les attributions, les préférences et la volonté politique du conseil communal ou municipal, l’organe chargé de la gestion du développement communal. Le Plan est un ensemble de dispositions pratiques et techniques qui permettent à la commune de d’atteindre, par phases successives, ses objectifs de développement. Il résulte d’une réflexion concertée entre les différents acteurs du développement agissant sur le territoire de la commune : élus, populations (hommes/femmes), organisation de la société civile, opérateurs économiques, services déconcentrés de l’Etat, partenaires au développement.

De ce fait, la réactualisation du PDC s’inscrit dans une logique où tous les efforts de développement doivent converger et fédérer vers une vision commune : celle d’un développement intégré, harmonieux et durable de la commune rurale de .

Pour rappel, il faut noter que le premier PDC de la commune de Kiéché fut élaboré en 2008 et avait couvert la période 2008-2012. Les tentatives de réactualisation de ce PDC en 2013 n’ont pas réussi. De 2013 à ce jour, la commune de a manqué d’un outil d’aide à la décision, un outil de planification spatial de son développement. Il fallait attendre 2016 pour que les efforts des responsables de la commune de et du projet PAMED II aboutissent finalement à la réactualisation du présent PDC.

La méthodologie de réactualisation du PDC s’inspire du guide révisé élaboré en 2011 et mis à la disposition des communes du Niger par le Ministère de l’Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Notons que ce guide a été révisé pour prendre en compte des thématiques et problématiques telles : le genre, les changements climatiques, l’intercommunalité, les droits humains etc.

Avant la formulation du PDC proprement dit du PDC de Kiéché , il est prévu dans la démarche la rédaction du bilan diagnostic.

L’établissement du bilan diagnostic consiste à décrire et analyser la situation de la commune dans son ensemble en vue de porter une appréciation, un jugement, un tant soit peu objectif sur celle-ci mais reposant sur des données tangibles et vérifiables.

La synthèse qui découlera de l’analyse permet de fournir au bilan diagnostic des bases beaucoup plus solides. Elle est d’autant plus utile que la réalité que l’on entend connaître est souvent complexe. Le diagnostic doit s’attacher surtout à identifier les inter-relations, les relations de cause à effets, les liens, les mécanismes. Cela suppose de dresser un état des lieux de la commune dans la perspective de proposer, des actions pertinentes, répondant bien aux problèmes essentiels qui se posent pour promouvoir un développement cohérent qui correspond aux aspirations de la population.

En outre, l’analyse diagnostique doit mettre en exergue les disparités spatiales à travers différents critères physiques, humains, économiques.

Ainsi, face aux immenses et pressants besoins des populations et avec des moyens très limités, la mission de l’équipe dirigeante de la commune, pour assurer aux citoyens de meilleures conditions de vie s’avère exaltante et délicate.

Pour parvenir à cet enrichissement économique et social, des choix doivent être opérés sur la base de priorités définies par les préoccupations formulées par les citoyens. Pour la commune, il est important de déterminer un programme de développement pertinent et cohérent qui prend en compte tous les acteurs aussi bien du secteur public que du secteur privé.

L’établissement du bilan diagnostic se fonde sur les données primaires directement collectées par les délégués villageois dans les 37 villages administratifs de la commune. En plus, des données secondaires ont été collectées auprès des services techniques déconcentrés, des ong et projets de développement. Les données ont été approfondies et validées par des ateliers zonaux et un atelier communal de synthèse.

Le présent rapport diagnostic est structuré autour de quatre parties :

* La première partie fait une présentation sommaire de la commune ;
* La deuxième partie traite des caractéristiques du milieu biophysique ;
* La troisième partie décrit et analyse les caractéristiques du milieu humain ;
* La quatrième partie est relative à l’étude des activités économiques de la commune ;
* La cinquième traite successivement des caractéristiques institutionnelles et organisationnelles et de la gouvernance.

Pour chaque partie, nous avons effectué une description de la situation à l’aide de données quantitatives et qualitatives et procédé à une analyse plus approfondie des éléments et composantes du secteur concerné.

# I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Parmi les actions que mène le PAMED II figure en bonne **place l’appui à la planification et à la programmation des actions de développement** à travers l’élaboration des Plans de Développement Local (PDC). Ainsi, la nécessité pour les communes de disposer d’un document de planification communale de qualité devient une exigence légale avant même l’exécution de toute activité liée aux investissements locaux.

Le PDC est un cadre d’orientation stratégique qui traduit la vision, les attributions, les préférences et la volonté politique du conseil communal ou municipal, l’organe chargé de la gestion du développement communal. Le Plan est un ensemble de dispositions pratiques et techniques qui permettent à une commune d’atteindre, par phases successives, des objectifs pour la mise en œuvre de projets. Il résulte d’une réflexion concertée entre les différents acteurs du développement agissant sur le territoire de la commune : élus, populations (hommes/femmes), organisation de la société civile, opérateurs économiques, services déconcentrés de l’Etat, partenaires au développement.

Le Plan de Développement Communal (PDC) de Kiéché constitue de ce fait un guide pour les actions de développement et donne des informations détaillées sur les activités à mener au cours des cinq années suivantes.

Le dernier PDC de la commune rurale de Kiéché a expiré depuis 2012 et devait être réactualisé en 2013. Avec le concours financier du PAMED, la commune a engagé en 2016 le processus de réactualisation de son PDC. Un consultant assisté par deux experts a été recruté par le PAMED et a eu pour mission d’apporter au comité d’élaboration du PDC mis en place par les autorités communales un appui technique et méthodologique.

Les termes de référence de la mission indiquent clairement que la réactualisation du PDC de doit se faire sur la base de la version révisée (de 2011) du guide national d’élaboration des PDC élaboré en 2011 par le Ministère de l’Aménagement du territoire et du Développement Communautaire (MAT/DC). Ce guide révisé intègre des nouvelles thématiques et problématiques transversales telles que : le genre, les changements climatiques, l’environnement, l’intercommunalité, les droits humains.

Dans le cadre de cette réactualisation, l’insécurité alimentaire demeure un problème fondamental à prendre en compte parce qu’elle constitue une contrainte majeure au développement socio-économique des populations de .

La réalisation de l’étude diagnostique constitue une étape cruciale dans le processus de réactualisation du PDC de . Le but visé par l’étude diagnostique est de dresser un état des lieux de la situation actuelle de la commune dans tous les secteurs d’activités dans la perspective de proposer, des actions pertinentes, répondant bien aux problèmes essentiels qui se posent pour promouvoir un développement cohérent correspondant aux aspirations des populations de la commune.

Les principes de base qui ont guidé l’approche méthodologique sont :

* l’adoption d’une approche participative impliquant toutes les parties prenantes ;
* la pleine responsabilisation de la commune à travers le pilotage du processus par les autorités communales ;
* le renforcement des capacités des acteurs communaux et locaux en vue de l’appropriation de la démarche et des outils de réactualisation du PDC ;
* le principe de la triangulation qui permet de recueillir au moins trois points de vue différents sur une question ou problématique donnée. Ce principe a nécessité la création de focus groupes (adules, jeunes, femmes) lors des ateliers zonaux.

Au stade actuel, le processus de réactualisation du PDC a été conduit à travers les phases suivantes:

## 1.1 La phase préparatoire

Au cours de cette phase, une réunion de cadrage méthodologique a été tenue à Dosso au siège du PAMED II. Ont pris part à cette réunion, madame le maire de la commune de et les responsables du PAMEDII.

De retour à Kiéché, le maire a rédigé un arrêté de nomination des membres du comité d’élaboration composé de 11 personnes comprenant des élus locaux, des agents des services techniques déconcentrés et des représentants de la société civile. Ces membres ont été formés sur le guide révisé d’élaboration du PDC, les outils et les rôles et responsabilités de chaque acteur à chaque phase. Une stratégie de communication a été élaborée afin de faciliter les échanges entre les membres du comité de pilotage et l’ensemble des acteurs impliqués dans le processus.

Un zonage de la commune a été effectué. Sur la base de critères agro-écologiques et socio-économiques trois zones nettement distinctes ont été délimitées. Il s’agit de la zone du Dallol Maouri avec 19 villages, de la zone des plateaux avec 8 villages et de la zone dunaire avec 10 villages.

Un atelier de lancement des travaux de réactualisation du PDC a été présidé par le Préfet de Dogondoutchi en présence des représentants de chefs traditionnels, de différentes catégories socio-professionnelles, des services techniques déconcentrés, des ONG, projets, et de la société civile.

Une campagne d’information et de sensibilisation a été conduite dans les 37 villages administratifs de la commune. Cette compagne a permis non seulement d’informer et de sensibiliser les populations de la commune sur les objectifs et enjeux du PDC mais aussi d’identifier les délégués villageois chargés de collecter les données primaires.

La phase préparatoire a été bouclée avec la formation à des délégués villageois. Cette formation a permis à ces délégués de maîtriser les outils de collecte des données primaires.

## 1.2 La phase d’analyse-diagnostic

Au cours de cette phase, chaque délégué villageois a procédé, à l’aide d’un questionnaire élaboré par le consultant, à la collecte des données primaires de son village.

Parallèlement à la collecte des données primaires, le consultant de son coté, a engagé la collecte des données secondaires. Dans le cadre de cette collecte, il a tenu deux réunions techniques : une à Doutchi avec les services techniques départementaux et une à avec les services techniques communaux. Ces réunions ont été présidées respectivement par le Préfet de Dongondoutchi et madame le maire de Kiéché.

Dans le cadre du processus de réactualisation du PDC, il est prévu l’élaboration de cartes thématiques et ceci pour donner une importance à la dimension spatiale de l’étude. La cartographie permet une meilleure analyse des disparités et inégalités liées à la localisation géographique des activités, des infrastructures et équipement économiques, sociales, environnementales et culturelles. Le consultant a sillonné les 37 villages de la commune pour relever à l’aide d’un GPS les coordonnées géographiques des établissements (les villages administratifs) et des infrastructures socio-économiques. Après la collecte des coordonnées géographiques, le consultant a sous-traités avec un expert en SIG et télédétection de l’Institut Géographique National (IGNN) la réalisation des cartes thématiques à l’aide du logiciel Arc-Gis.

Avec l’appui des élus locaux, le consultant a effectué le bilan de mise en œuvre des activités du PDC précédent. Les activités programmées sur l’ancien PDC ont été identifiées et reconduites dans le cadre du nouveau PDC.

Trois ateliers zonaux ont été tenus respectivement, à Bakin Tapki pour la zone du Dallol Maouri, à pour la zone dunaire et à Jougala pour la zone des plateaux. Chaque village a été représenté par six participants (un représentant du chef du village, un représentant des agriculteurs, un représentant des éleveurs, une représentante des femmes, un représentant des jeunes, un collecteur des données primaires). Ces ateliers zonaux ont été des lieux d’échanges sur les besoins et aspirations des populations et sur les contraintes au développement des villages de la commune de .

Le diagnostic de la situation a été bouclé par la tenue à d’un atelier de synthèse. Ont participé à cet atelier, deux représentants par village et des représentants des services techniques communaux et départementaux. Au cours de cet atelier les diagnostics zonaux ont été passés en revue et validés.

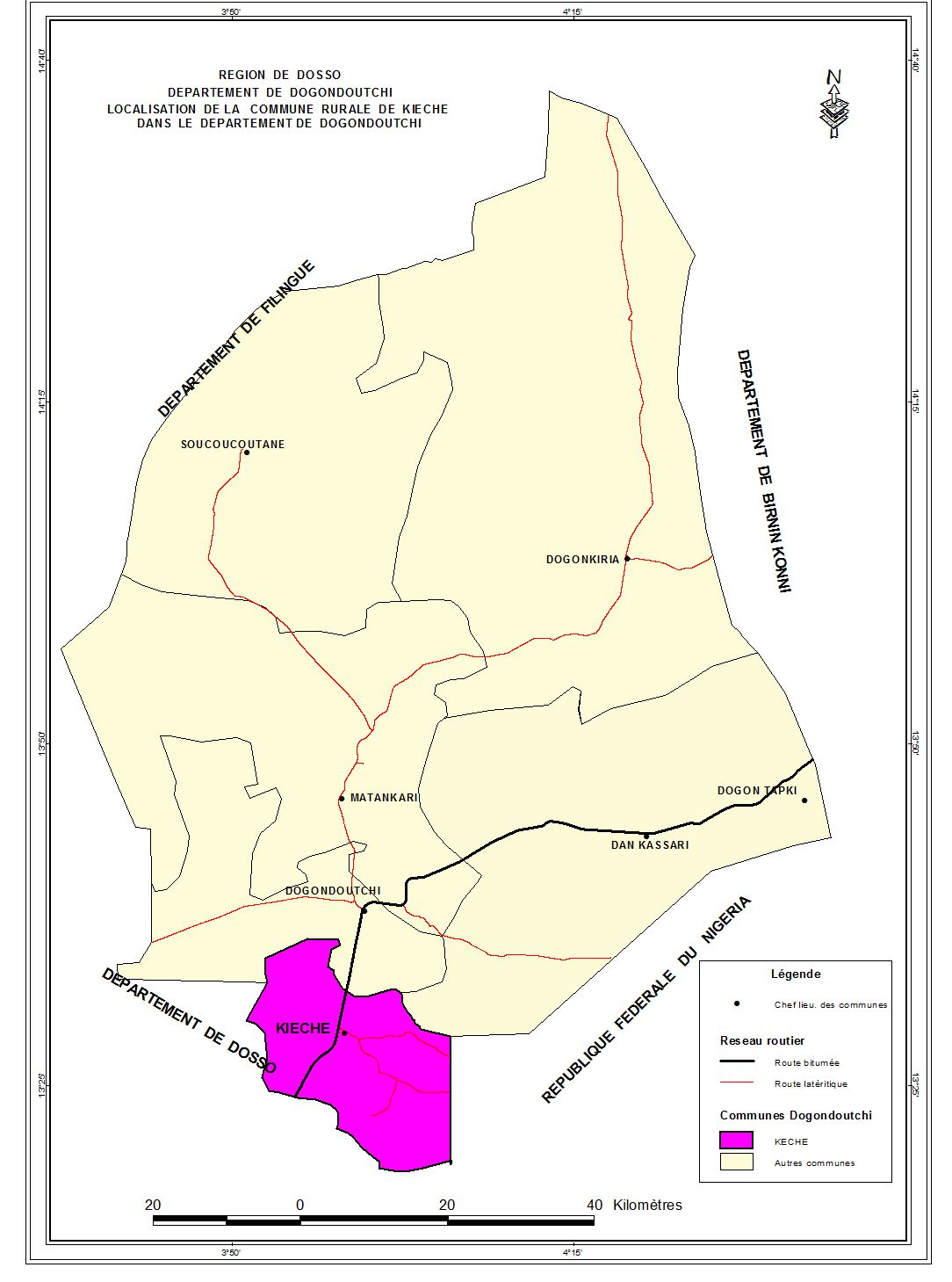
Des difficultés majeures ont entaché le bon déroulement du diagnostic et entraîné du coup un prolongement de la durée de la réactualisation du PDC. Le refus des délégués villageois à collecter gratuitement les données primaires pour le compte de la commune a entraîné un blocage des activités. Ce même problème a été rencontré lors de la collecte des données secondaires avec certains services techniques communaux dont les responsables ont demandé le paiement de frais de mission pour collecter les données sur le terrain.

La qualité d’un PDC est fortement liée à la qualité des données mise à la disposition du comité d’élaboration et du consultant dont la mission n’est pas de produire de nouvelles données mais de s’appuyer sur celles existantes pour faire le travail.

# II. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

## 2.1. Situation Géographique

La commune rurale de Kiéché est localisée dans la partie Sud du Département de Dogondoutchi. Elle est limitée au Nord par la commune Urbaine de Dogondoutchi, au Sud par la commune rurale de Koré Mairoua, à l’Ouest par la commune rurale de Tombon Koirey 2 dans le Département de Dosso, à l’Est par la commune rurale de Dankassari et le Nigeria. Le village de qui constitue le chef lieu de la commune a pour coordonnées géographiques[[3]](#footnote-4) : (coordonnées décimales) Longitude 4,0118 et latitude 13,48097. Le village de Takaré qui est situé dans la partie septentrionale de la commune a pour coordonnées géographiques : Longitude 4,06378 et Latitude 13,5139. Le village de Dogon Gao qui est situé dans la partie la plus occidentale de la commune a pour coordonnées (degré décimal) : Longitude 4,05475 et Latitude 13,32538. La carte ci-dessous montre la position géographique de la commune de à l’intérieur du département de Dogon Doutchi.

Carte n°1 : La commune de Kiéché à l’intérieur du département de Doutchi 

Source : Dr. Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC de

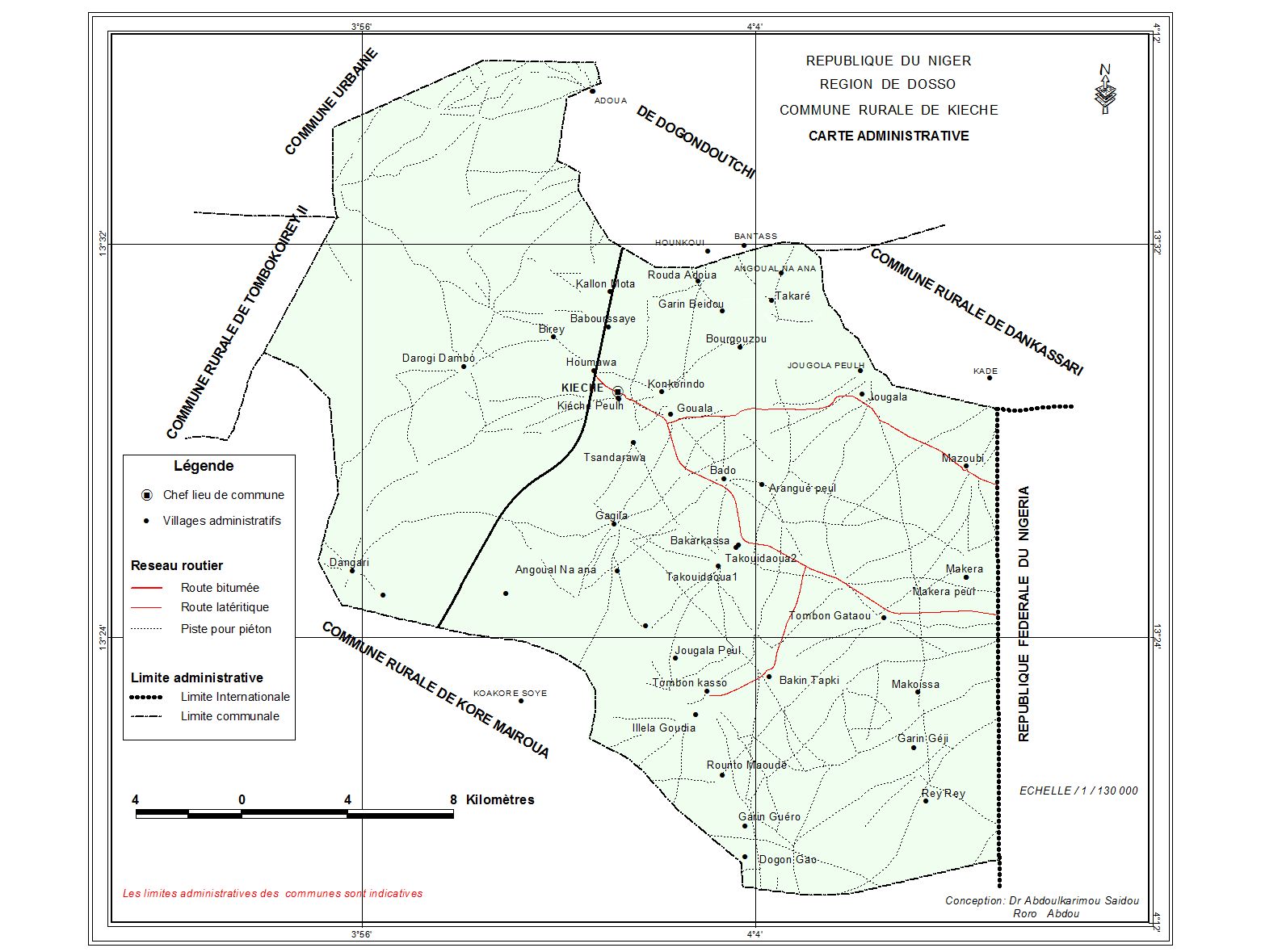
## 2.2 Superficie et densité

Selon le Document de référence commandité par l’ANFICT, la superficie de la commune rurale de est de 535,5 km²[[4]](#footnote-5). D’après les relèves des coordonnées géographiques des 37 villages administratifs et des infrastructures socio-économiques et des cartes élaborées à l’aide d’un logiciel SIG (Arc-Gis) effectués par le consultant en charge de la réactualisation du PDC, la superficie de la commune de Kiéché est estimée à 511,5 Km². Au regard de ces données, dispose de la plus petite superficie des communes du département de Dogondoutchi.

## 2.3 Situation administrative

La commune rurale de Kiéché compte trente sept (37) villages administratifs et 136 hameaux. Le village de, siége de la commune est situé à environ 17 km à l’Ouest de la ville de Dogondoutchi. Elle est reliée à la ville de Doutchi par la route nationale N°1.

Carte n°2 : villages administratifs de la commune rurale de

****

Source : Dr Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC 2.4 Population

Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l’Habitat effectué en 2012 par l’Institut National de la Statistique (INS), la population totale de la Commune rurale de Kiéché est estimée en 2012 à 48.980 habitants dont 24.335 hommes et 24.645 femmes soit une densité moyenne de 109 habitants au km2. Cette densité qui cache des disparités entre les différentes zones agro-écologiques montre une forte occupation de l’espace notamment dans la zone du Dallol ou la densité dépasse les 160 habitants au Km².

2.5 Caractéristiques institutionnelles

La Commune rurale de Kiéché a été créée par la loi N°2002-14 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant leur chef-lieu. La commune rurale de Kiéché est dirigée par un Maire, Madame Hadabé Haoua, chef de l’exécutif communal et président du conseil municipal. Elle est assistée par un adjoint. Le conseil municipal est composé de seize (16) membres : Treize (13) élus dont deux (2) femmes et onze (11) hommes,

Trois (3) conseillers de droit (le chef de canton, le chef de groupement, le député). Le conseil compte également trois commissions spécialisées : finance, développement rural et affaires sociales.

2.6 Principales activités économiques

Les principales activités pratiquées dans la commune sont :

* ***L’agriculture****;*

Elle constitue la principale activité économique pratiquée par les populations de la commune. Les cultures pluviales constituées de mil, de sorgho, d’arachide, de niébé, de voandzou, sont dominantes. Elles se pratiquent sur les différentes zones agro-écologiques. Les cultures irriguées ne sont visibles que dans la zone du Dallol Maouri et dans quelques dépressions (vallées) de la zone des plateaux. Le chou, la tomate, le poivron etc., sont les principales cultures de contre-saison.

* ***L’élevage ;***

C’est la deuxième activité exercée par les habitants de . Il est pratiqué à la fois par les éleveurs nomades et semi-nomades notamment les Peulh et les Touareg et mais aussi par les sédentaires. On rencontre différents types d’élevage : l’embouche, l’élevage de case et l’élevage transhumant.

* ***Le Commerce****;*

C’est une activité largement pratiquée à la fois par les hommes et les femmes mais reste dominée par son caractère informel. L’essentiel des échanges se font avec le Nigéria.

* ***La pêche***

Cette activité est pratiquée uniquement dans la mare de Jougala. L’eau trouble de cette mare ne permet que la production de quelques espèces de poisson notamment les silures.

2.7 Zonage

Dans le cadre de la réactualisation du PDC, la commune a été divisée en trois zones agro-écologiques. Le zonage est une démarche qui consiste à opérer une délimitation physique d’un espace donnée en sous-zone homogène à l’aide de critères pertinents définis à l’avance.

Ce sont des critères agro-écologiques qui ont servi de base au zonage. Ces critères sont : le type de végétation, le type de sol, les ressources en eau et la forme du relief. Sur la base de ces critères, trois zones agro-écologiques nettement distinctes et homogènes au plan biophysique ont été identifiées : la zone des plateaux comprend 8 villages administratifs, la zone du Dallol Maouri totalise 19 villages et la zone dunaire compte 10 villages.

Le tableau qui suit donne la liste des villages par zone :

**Tableau N°1 : Les villages des trois zones agro-écologiques**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Zone du Dallol Maouri**  **Avec Bakin Tapki comme chef lieu de zone** | **Zone dunaire avec comme lieu de zone** | **Zone des plateaux avec Jougala comme chef lieu de zone** |
| Rouda Adoua | Darogi Dambo | Takaré |
| Garin Beidou | Kallon Mota | Jougala |
| Bourgouzou | Babourssaye | Mazoubi |
| Gouala | Houmawa | Makera |
| Tsandarawa |  | Makera peul |
| Takouidaoua1 | Peulh | Makoissa |
| Takouidaoua2 | Birey | Garin Géji |
| Arangué peul | Gagila | Rey Rey |
| Konkorindo | Angoual Na ana |  |
| Bado | Dangari |  |
| Bakarkassa |  |  |
| Tombon Gataou |  |  |
| Bakin Tapki |  |  |
| Tombon Kasso |  |  |
| Jougala Peul |  |  |
| Illela Goudia |  |  |
| Rounto Maoudé |  |  |
| Garin Guéro |  |  |
| Dogon Gao |  |  |

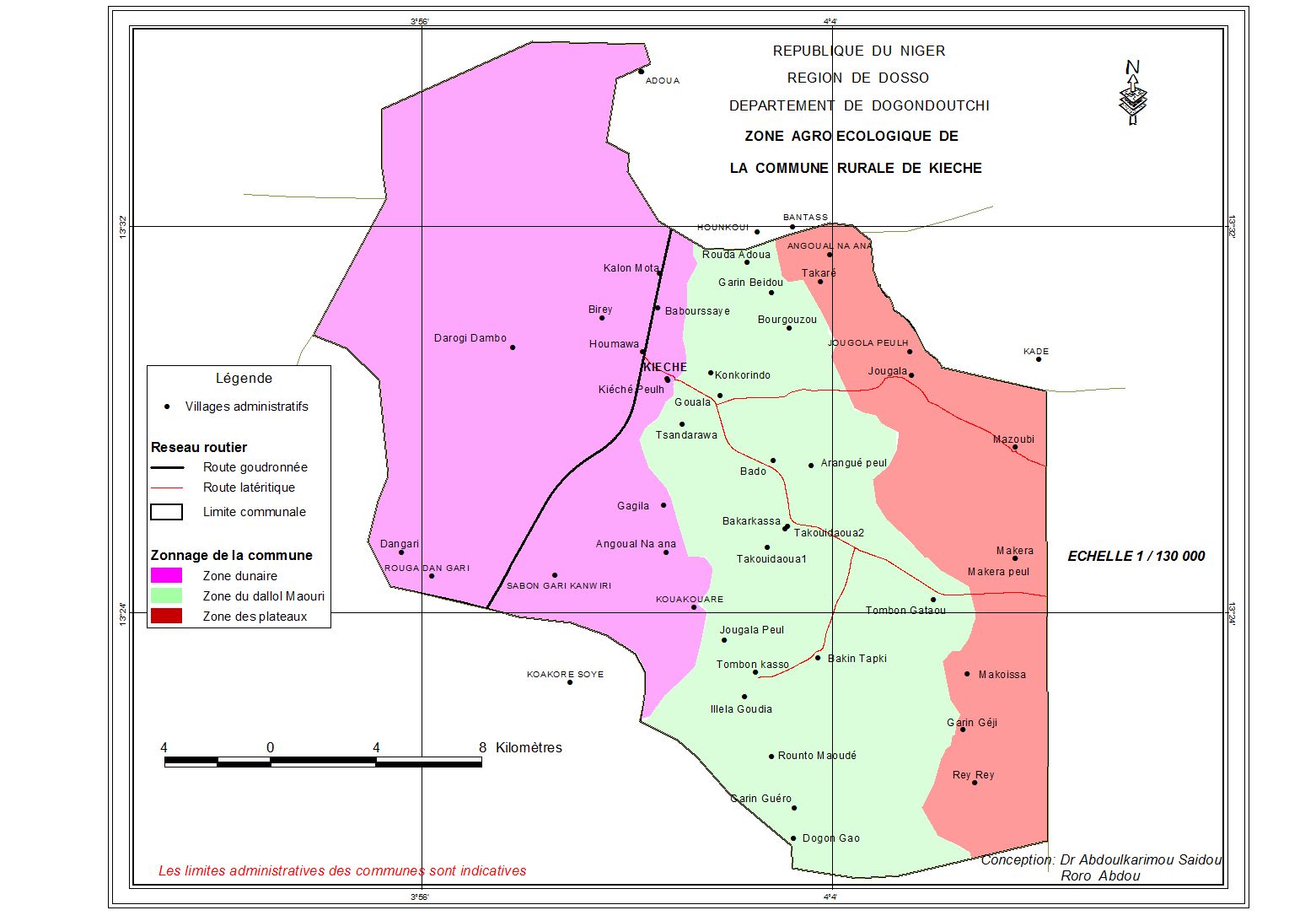
Une estimation de la superficie de chacune de ces zones a été effectuée par le consultant. Elle a été faite à partir des images satellites et des relevés par GPS des coordonnées géographiques des villages administratifs. Toutefois elle reste approximative parce que la forte densification de l’espace rend parfois un peu plus difficile la délimitation physique entre Dallol et zone dunaire. Le tableau suivant donne les superficies des zones.

**Tableau N°2 : superficie des zones agro-écologiques**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Zones | Dallol Maouri | Zone dunaire | Zone des plateaux | Total |
| Superficie | 185,64 km² | 236,86 km² | 86 km² | 511,5 |

Source : étude réactualisation PDC de 2016

**Carte des zones agro-écologiques**



Source : Dr. Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC de

# III BILAN DIAGNOSTIC

## 3.1 Caractéristiques biophysiques

### 3.1.1 Le climat

Le climat de la commune rurale de Kiéché appartient à l’ensemble sahélo-soudanien. Ici les précipitations sont abondantes avec des variations dans l’espace et dans le temps. On note la réduction substantielle des précipitations du Sud vers le nord, ou d’Est en Ouest.

Les pluies s’observent en général de mai à septembre (très rares en octobre). Les hauteurs maximales des précipitations sont atteintes au mois de juillet et août.

Les températures moyennes varient fortement au cours de l’année. Elles sont maximales en avril-mai (40 à 42 degré pour les maxima, près de 30 pour les minima). Les plus basses sont enregistrées en décembre et janvier (moins de 35 °C pour les maxima, et entre 15 et 20°C pour les minima).

Vent chaud et sec, l’harmattan souffle d’octobre à avril. La mousson souffle de manière modéré mais parfois violente. La détérioration du potentiel productif est liée à ces vents.

Tableau 3 : Pluviométrie de 2010-2015

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Année | Hauteur de pluie | Nombre de jours |
| 2010 | 548,2 | 37 |
| 2011 | 450 | 34 |
| 2012 | 533 | 32 |
| 2013 | 524 | 39 |
| 2014 | 518 | 28 |
| 2015 | 814,4 | 35 |
| Moyenne annuelle | 564,6 | 34 |

Source : CDA

La pluviométrie des six dernières années fait ressortir une pluviométrie moyenne annuelle de 564 mm en 34 jours, comme l’indique le tableau ci-dessus.

L’évapotranspiration potentielle est estimée en moyenne entre 250 et 260 mm/an à la station météorologique de Doutchi pendant la période de 1950 à 1990. Le minimum se situe au mois d’août (80 à 90 mm) et le maximum aux mois d’avril et octobre (300 à 330 mm). Le régime thermique est caractérisé par des températures moyennes élevées avec deux maximums en mai et octobre et deux minimums en janvier et août.

### 3.1.2 Le relief

A l’image des certaines communes du département de Dogondoutchi, la commune rurale de Kiéché appartient à un vaste ensemble géologique appelé bassin des Iullemenden. La commune est traversée par le Dallol Maouri qui est une vallée fossile, un paleo-affluent du fleuve Niger constituant le seul élément permanant du réseau hydrographique du département de Dogondoutchi. La partie la plus humide du Dallol Maouri se caractérise par un écoulement temporaire en saison de pluie et le maintien d’un chapelet de mares en saison sèche.

Le profil géomorphologique présente une toposéquence irrégulière avec un Dallol qui se présente comme une grande vallée fossile de direction Nord-sud, en partie comblée par les ergs sablonneux du quaternaire. La vallée est bordée dans sa partie Est par des plateaux greso-argileux du continental terminal.

Dans les environs de Takaré et Angoual Na Anna, le relief est dominé par des plateaux cuirassés entaillés par des vallées anciennes dont le drainage s’effectue vers le Nord et le Nord-Ouest, mais également vers le Sud. Visibles plus dans les villages Jougala et Rey Rey, ces plateaux sont parfois coiffés d’édifices sableux couverts par la végétation.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2707  Une vue du plateau de Rey Rey | IMG_2615  Une vue des plateaux érodés de Mazoubi |

Sur la partie Est, Nord et Nord-Ouest (villages de Darogi Dambo et Dangari) de la commune, s’étend une plaine dunaire. Contrairement à la zone de la vallée du dallol Maouri la nappe phréatique est profonde. Cette situation peut expliquer la faible occupation humaine de cet espace.

### 3.1.3 Cadre géologique et hydro-géologique

Schématiquement, le Dallol Maouri se présente comme une grande vallée fossile qui se dirige direction Nord-sud, en partie comblée par les ergs sablonneux du quaternaire. Elle est bordée de part et d’autre par des plateaux greso-argileux du continental terminal, plus ou moins ensevelis eux-mêmes par les mouvements de sables éoliens du quaternaire. Cette vallée s’achève au Sud contre les alluvions récentes du fleuve Niger.

A ce soubassement géologique, se superposent des sols à pédogenèse fossile plus ou moins rajeunis : squelettiques, steppiques, ferrugineux, ferrallitiques, et hydromorphes.

Dans la vallée du Dallol Maouri, la géologie est caractérisée par des sables alluvionnaires plus ou moins grossiers, parfois argileux[[5]](#footnote-6). La profondeur de la nappe phréatique diminue du Nord au Sud passant d’une vingtaine de mètres à moins d’un mètre dans certaines dépressions où elle alimente certaines mares permanentes.

Au plan hydrogéologique, la vallée du Dallol Maouri est l’une des vallées ou la disponibilité en eau permet d’envisager un bon développement des cultures irriguées après la saison des pluies et avant l’arrivée des grandes chaleurs des mois d’avril et mai.

### 3.1.4 La végétation

Le couvert végétal se distingue nettement en fonction de la toposéquence**.** C’est ainsi qu’on observe sur les plateaux dénudés et les versants des espèces dominées par les combretacées. Les espèces dominantes des plateaux[[6]](#footnote-7) sont : le combretum nicranthum, le combrethum nigricans et l’acacia nilotica.

La zone de la vallée dispose d’une végétation arborée et arbustive plus dense ou prédominent les espèces suivantes : piliostigma reticulatum, acacia seyal, anona senegalensis, cassia seberiana, balanites aegyptiaca, faidherbia albida, guiera senegalensis.

La zone dunaire dispose aussi d’une végétation relativement abondante composée de : guiera senegalensis, de faidherbia albida, balanites aegyptiaca, d’acacia nilitica

Il n’y a pas de massif forestier dans la commune de Kiéché. Toutefois, il faut rappeler que l’intervention du projet Gao dans la commune a favorisé le développement d’un important parc d’acacia albida (Gao) qui reste très dense tout au long de la vallée et même sur la zone dunaire (le long de la route bitumée). En plus des espèces citées plus haut, on note également dans la vallée, la présence de palmiers doums (Hypheane Tabaica) dont la commercialisation des fruits et des feuilles apportent des revenus non négligeable aux ménages.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2442  Parc d’acacia albida dans les environs de Babourssaye | IMG_2748  Peuplement d’Hépheane thebaica dans les environs de Tombon Gataou |

S’agissant du tapis herbacé, on note en fonction des zones agro-écologique la présence des espèces suivantes :

Sur les plateaux : *Mitracarpus scaber, Eragrotis tremula, Loudetia togoensis, Wathéria indica, Zornia glochidiata*

Sur la zone dunaire : *Cenchrus biflorus, Cassia mimosoides, Wathéria indica, Alysicarpus ovalifolius, Eragrotis tremula, Andropogon gayanu*

Dans la vallée : *Cenchrus biflorus , Cassia mimosoides, Eragrotis tremula, Alysicarpus ovalifolius, Commelina forskalaei, Merremia pinneta, Cassia mimosoides, Digitaria horizontalis, Commelina benghalensis, Tribulus terrestris.*

On constante une grande diversité des espèces herbacées sur les différentes unités agro-écologiques. Cette diversité reste toutefois limitée sur le plateau bien qu’il constitue la principale zone de parcours des animaux en saison hivernale. Sur les plateaux comme dans toutes les zones de parcours des animaux, on note la prolifération du sida cordifolia. Cette espèce est entrain de coloniser tous les espaces pastoraux.

Dans les champs, surtout dans les zones dunaires et les abords de la vallée (dans les environs de Takouidaoua1 et 2 et Bado), on également la prolifération du striga hermontica, signe de l’appauvrissement des terres de culture.

Les récits des anciens et les études réalisées pendant la période coloniale et même pendant la période post-coloniale prouvent que la commune rurale de était couverte par une végétation abondante Des inventaires forestiers réalisées en 1969[[7]](#footnote-8) montraient que les plateaux étaient couverts par des brousses tigrées à tachetées. La zone dunaire et la vallée étaient boisées avec un tapis herbacé dense. De nombreuses espèces arborées et herbacées ont disparu à cause de l’occupation humaine des terres et des changements climatiques.

### 3.1.5 Les sols

La nature des sols varie en fonction du relief et de la toposéquence. Les sols des plateaux sont marqués par la faiblesse de leur profondeur. L’importance de la pierrosité et de l’encroûtement rendent ces sols impropres à l’agriculture. Les sols encroûtés présentent en surface de minces couches de pellicules battantes qui empêchent l’infiltration et accélèrent le ruissellement. Cependant à cause de la forte pression humaine dans la vallée, on note la présence de champs sur cette unité paysagère.

Sur les talus et les versants des plateaux, on note la présence de sols bruns rouges durcis. Ces sols sont impropres à l’agriculture et reste très sensibles à l’érosion éolienne et hydrique.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2715  Sols érodés du plateau cuirassé du village de Rey-Rey | IMG_2717  Versant sablonneux du plateau de Rey-Rey |

Les sols de la plaine du Dallol sont entièrement sableux et présente un aspect analogue à celui de la zone dunaire. Cependant, la présence de la nappe phréatique dans les dépressions favorise l’apparition de *sols de mare*. Ce sont des sols noirs, argilo-sableux, plus ou moins hydromorphes et humides, plus durs à travailler.

Traversée par le Dallol Maouri, dans la bande centrale de la commune allant du village de Rouda Adoua, en passant Bourgouzou, Bakin Tapki et Dogon Gao, on note la présence de ces types de sols. Compte tenu de leur teneur en matière organique et en sel minéraux, ces sols sont favorables à la pratique de cultures irriguées de contre-saison. D’ailleurs, la plupart de ces sols sont aménagés et exploités par les populations pendant la saison froide (de novembre à fin février).

A coté de ces sols agricoles, on rencontre majoritairement dans la commune des sols sablonneux (ferrugineux tropicaux) lessivés, épuisés par la pratique d’une agriculture minière (sans apport de matière organique).

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2778 (1)  Sols fortement lessivés des environs de Takouidawa | IMG_2776 (1)  Champs colonisés par le striga hermontica |

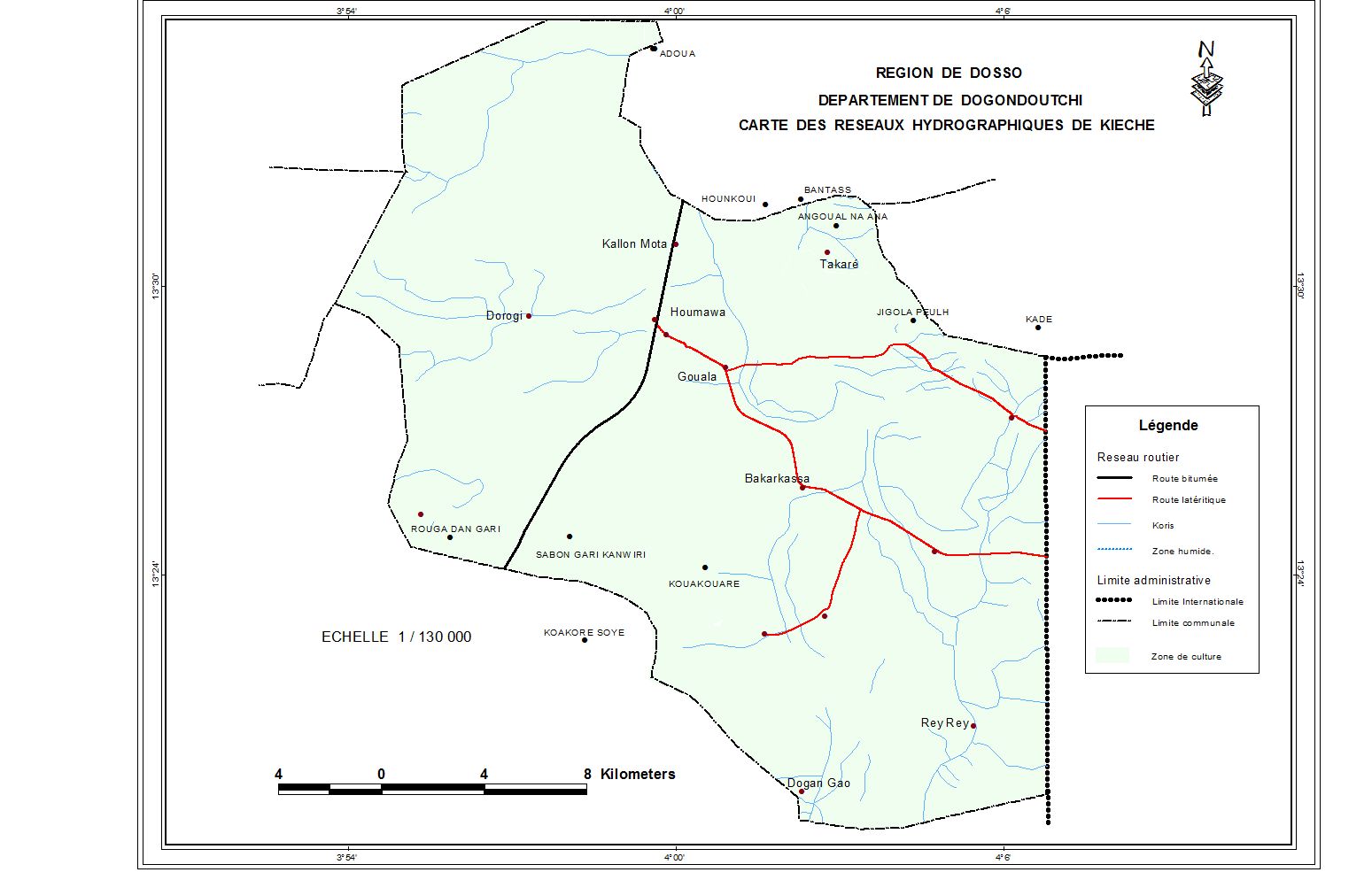
Signalons enfin, qu’en plus de ces sols, on rencontre au bas des pentes des falaises et des talus des sols qui sont enrichis en élément argileux par lessivage oblique et qui constituent de bonnes terres agricoles.

Tous les sols décrits plus haut sont très sensibles à la moindre variation de la pluviométrie et de la nappe phréatique. Ils s’épuisent très vite et donnent de faibles rendements.

### 3.1.6 Les ressources en eau

Les ressources en eau de la commune sont constituées des eaux de surface et des eaux souterraines. Les eaux de surface proviennent du bassin versant du Dallol Maouri. Pendant la saison des pluies, les eaux des plateaux cuirassés et celles venant du Nord (plus en amont du dallol) coulent à travers des koris et se perdent très vite dans les zones d’épandages et forment des mares très souvent temporaires. On note également sur les plateaux cuirassés la formation de quelques mares de faible durée. Dans cette zone, l’alimentation en eau potable des populations et du bétail est un problème fondamental.

La carte ci-dessus du réseau hydrographique montre un espace communal traversé par de nombreux koris dont les eaux sont temporaires. **Carte du réseau hydrographique**



Source : Dr. Saidou Abdoukarimou, consultant réactualisation PDC

La commune dispose de mares semi-permanentes dont les plus importantes sont celles de Takaré et de Jougala. Concernant cette dernière, comme le montre les photos ci-dessous, la mise en place d’un seuil d’épandage a rendu possible la retenue des eaux sur une longue période de l’année.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2592  Le seuil d’épandage de Jougala | IMG_2593  Mare de Jougala pendant la saison des pluies |

Concernant les eaux souterraines, les populations utilisent les eaux peu profondes de la nappe phréatique située dans le lit du Dallol Maouri. En fonction de la topographie, la profondeur de la nappe est très variable en fonction des zones agro-écologiques. Si les eaux de la nappe phréatique affleurent (parfois moins de 1 mètre dans la vallée), elle peut atteindre jusqu’à 25 mètres au niveau de la zone dunaire. Il existe également des nappes profondes notamment celle artésienne du continental terminal qui est capté par des forages.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2452 (1)  Le forage du village de Kallon Mota | IMG_2702  Forage du village de Tombon Gataou |

### 3.1.7 Les ressources fauniques

A cause de la forte anthropisation de l’espace communal, la faune a pratiquement disparu. Cependant on note la présence de quelques animaux sauvages sans grande importance en terme de protection. Des écureuils, des serpents, des lièvres, sont les seuls rescapés d’une faune jadis abondante.

### 3.1.8 Problématique de gestion des ressources naturelles

La commune de est confrontée depuis des décennies à une dégradation continue de son potentiel productif. Les causes profondes de cette dégradation sont d’origine naturelle et anthropique. Les aléas climatiques avec les sécheresses récurrentes et l’érosion hydrique et éolienne sont les principaux facteurs de dégradation des ressources naturelles.

Les eaux de ruissellement et la topographie jouent un rôle primordial dans la dégradation des ressources naturelles des plateaux, du Dallol et de la zone dunaire. Le bassin versant est caractérisé par une dégradation des terres et du réseau hydrographique. Cette dégradation du réseau hydrographique est plus accrue en amont du côté des plateaux cuirassés où on observe le surcreusement des ravines et le sapement des berges de koris*.*

L’état de dégradation des ressources naturelles varie cependant en fonction des unités géomorphologiques. C’est surtout sur les plateaux et versants que cette dégradation est plus marquée. En effet, sur *les plateaux*, on assiste à un phénomène de glacification des terres causé par l’érosion hydrique. Les actions de récupération des terres dégradées sur les plateaux et les versants restent timides.

S’agissant des causes anthropiques, elles sont essentiellement dues à la forte pression démographique sur les ressources naturelles. Les actions des hommes ont contribué à accélérer le processus de dégradation des ressources naturelles (sols, eaux, végétation). En défrichant et en mettant en culture les terres fragiles des plateaux, les populations amplifient l’érosion hydrique et contribuent à la glacification des terres. La coupe abusive des arbres et la mise en culture des terres des versants fragilisent le système dans son ensemble. De même, au fil des années des ravines apparaissent et s’élargissent. Les paysans observent d’ailleurs depuis quelques années des phénomènes d’envasement et d’inondation des champs.

Malgré les appuis multiformes qu’elle a reçue au fil des années, l’agriculture connaît une situation préoccupante dont les principaux signes sont la faible productivité du système de production agricole (faible fertilisation, sols pauvres, insuffisance du matériel agricole), la dégradation du capital productif (ravinement, ensablement et glacification des terres de culture), la pression démographique. Compte tenu de ces contraintes, les systèmes de production agricole n’arrivent plus à satisfaire les besoins d’une population toujours croissante et davantage exposée à une insécurité alimentaire devenue chronique.

## 3.2 Etude du milieu humain et social

### 3.2.1 Historique du peuplement

Les habitants de sont majoritairement Maouri. Les Maouris sont des haoussas venus du Bornou et installés dans le centre et le Nord du bassin du Dallol Maouri.

Outre leur légende et coutume très originales, les Maouris se distinguent des autres haoussas, par leurs marques faciales avec 2 cicatrices de la bouche à l’oreille sur chaque joue.

Les habitants de seraient venus des anciens gros villages du canton Matankari et Togone. Son peuplement est donc récent et favorisé par les mouvements migratoires de certaines populations en quête de terres et de gibiers.

Bien que de tendance fétichiste au début, l’islam s’est largement répandue dans tous les villages Maouri.

Traditionnellement, c’est un peuple de cultivateur confiant ses bovins a la garde des peulhs. Il existe d’ailleurs un solide lien de cousinage entre Peulh et Maouri.

Le pouvoir traditionnel est symbolisé par le chef de canton, le chef de secteur, le chef de village, le chef de tribu, le chef de quartier et les chefs de ménages. La commune dispose de deux (2) chefs de secteurs représentant respectivement le chef de canton de l’Aréwa et le chef de groupement peulh. Sous leurs autorités se trouvent les chefs de villages et de tribus, lesquels s’appuient sur le pouvoir des chefs de quartiers, les chefs de familles et de ménages.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| IMG_2482  Chef du village de | IMG_2538  Chef du village de Jougala Peul | IMG_2733  Chef du village de Garin Geji (a droite) , consultant à gauche) |

En plus de haoussas et des peuls, la commune compte des Touregs, des Kanuri et des djermas.

La structure sociale des villages n’est pas uniforme. On note l’existence d’une stratification sociale avec la cœxistence entre une minorité de personnes aisées ou riches et une majorité de population pauvres (les talakas). En effet, les gens aisés sont soit, des membres des grandes familles traditionnelles occupant diverses fonctions (chefs de canton, de villages, de tribu etc.), soit des commerçants ou des fonctionnaires en service ou à la retraite. Leur richesse se manifeste à travers leur niveau de vie (logement et nourriture) et leur patrimoine (possession de terres et du bétail). Les Talakas par contre, disposent de lopins de terre et vendent parfois leur force de travail.

### 3.2.2 Caractéristiques démographiques

Estimé à 48.980 par le Recensement Général de la population effectué en 2012, la population de atteindra 62.150 habitants en 2021. La composante femme représente 50,72% de cette population et la taille moyenne des ménages est 7,13 personnes par ménage. Cependant, cette population est caractérisée par sa jeunesse (57,85% de la population ont moins de 20 ans) et sa croissance très élevée. Cela n’est pas sans conséquence sur les ressources naturelles : pression démographique sur l’environnement, rareté des ressources naturelles, conflits ruraux.

**Tableau n°4 : répartition de la population résidente (2012)**

**par tranche d’age selon le sexe.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Tranche d’âge | Homme | Femme | Ensemble |
| [0-4] | 5084 | 4 287 | 8 618 |
| [5-9] | 4331 | 2 896 | 5 977 |
| [10-14] | 4 331 | 2 446 | 4 562 |
| [15-19] | 3 081 | 2 238 | 4 742 |
| [20-24] | 2 116 | 1 782 | 3 410 |
| [25-29] | 2 504 | 1370 | 2601 |
| [30-34] | 1 628 | 1079 | 1963 |
| [35-39] | 1 231 | 819 | 1530 |
| [40-44] | 884 | 621 | 1197 |
| [40-49] | 711 | 470 | 977 |
| [50-54] | 576 | 402 | 841 |
| [55-59] | 507 | 339 | 688 |
| [60-64] | 439 | 241 | 559 |
| [65-69] | 349 | 209 | 450 |
| [70-74] | 318 | 177 | 332 |
| [75-79] | 241 | 88 | 173 |
| [80-84] | 155 | 168 | 263 |
| [84-89] | 85 | 241 | 332 |
| [84 et plus] | 95 | 168 | 263 |
| Total | 24 335 | 24 654 | 48 980 |

*Source : document de référence de la commune rurale*

*de commandité par l’ANFICT*

La pyramide des âges montre une population très jeune puisque la tranche d’âge comprise entre 0 et 14 représente à elle seule 50,40% de la population totale. Celle située entre 15 et 39 ans représente 35,27% alors les personnes dont l’âge est compris entre 60 et 90 ans ne représentent de 5,03% de la population totale. Ces chiffres prouvent que l’espérance de vie de cette population reste faible. Le graphique ci-dessous présente les tranches d’âge de la population de la commune rurale de Kiéché.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Graphique N°1 : Tranches d’âge de la population de** Kiéché | | | | |
| |  | | --- | |  | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

La projection de la population jusqu’en 2021, sur la base des résultats du RGP/H de 2012 et du taux d’accroissement censitaire de la région de Dosso qui est de 2,7% donne les résultats suivants :

Tableau  N°5 : projection de la population de la commune de

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Année** | **Population** |
| 1 | 2012 | 48 900 |
| 2 | 2013 | 50 220 |
| 3 | 2014 | 51 576 |
| 4 | 2015 | 52 969 |
| 5 | 2016 | 54 399 |
| 6 | 2017 | 55 868 |
| 7 | 2018 | 57 376 |
| 8 | 2019 | 58 925 |
| 9 | 2020 | 60 516 |
| 10 | 2021 | 62 150 |

Source : données réactualisation PDC

Graphique N°2 : Projection de la population de la commune de Kiéché



### Source : données réactualisation PDC 3.2.3 Etat civil

La Commune rurale de Kiéché dispose d’un service d’état civil animé par un seul agent. Le service reçoit les déclarations des événements : naissance ; mariage ; décès. Les déclarations sont reçues au niveau de 41 centres d’état civil opérationnel (dont 39 centres et auprès de 2 CSI). Au niveau de ces centres, il a été enregistré au cours de l’année 2015, 1600 naissances, 25 mariages et 30 décès.

Ces chiffres montrent bien que très peu d’habitants de la commune partent déclarer les éventements auprès de ces centres. C’est pourquoi la mairie doit envisager l’organisation de campagnes de sensibilisation et des campagnes foraines au cours desquelles des extraits d’acte de naissance et des extraits de jugement supplétif seront établis aux populations.

Le secteur de l’état civil est confronté à des difficultés dont entre autres : le manque de fiabilité des données démographiques, l’insuffisance des déclarations des évènements (naissances, mariages, décès) au niveau des centres, la non informatisation des données en dépit de l’existence de matériel informatique au niveau de la commune. Concernant la fiabilité des données, nous avons constaté des différences énormes entre les données démographiques du service de l’état civil et celles du RGP/H de 2012. A titre illustratif, selon le service de l’état civil, la population en 2016 est de 47.608 habitants dont 34.585 hommes et 12.186 femmes. Ces données sont très loin de la réalité c’est la raison pour laquelle, nous n’avons pas voulu les prendre en compte.

### 3.2.4 Religions

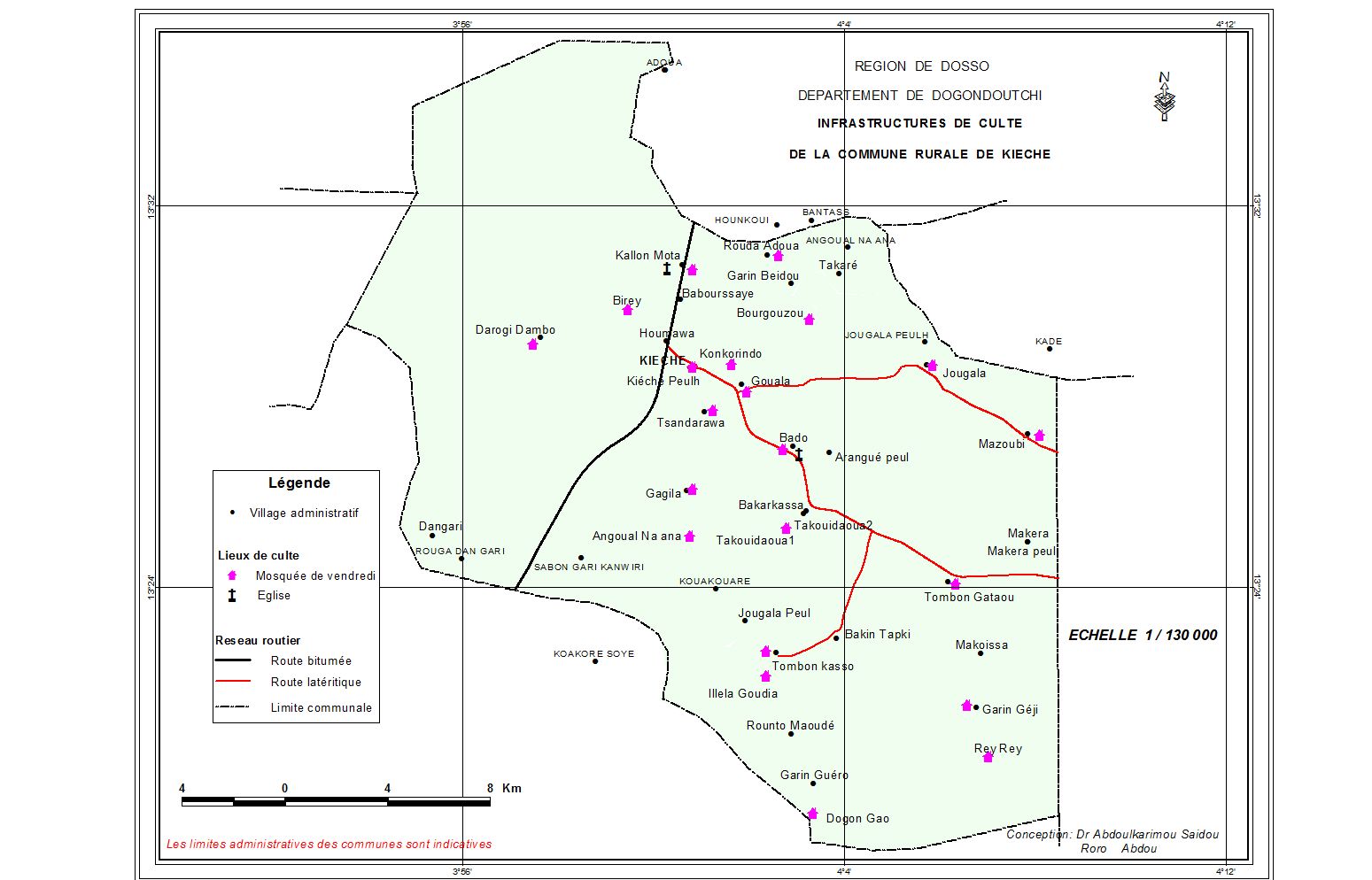
La religion la plus pratiquée est l’Islam. Elle joue un rôle très important dans la société. Dès son jeune âge, l’enfant doit normalement être initié à l’apprentissage des versets du Saint Coran. Cet enseignement est donné dans les écoles coraniques traditionnelles tenues par des marabouts. Les enfants ayant atteint un certain âge se retrouvent régulièrement avec les adultes sous la conduite de certains marabouts attitrés. Ces lieux d’apprentissage aident les jeunes à approfondir leurs connaissances juridiques, et rituelles mais aussi à perfectionner la lecture du Coran. On trouve également dans la commune les cultes animistes et chrétiens.

Sur l’ensemble de la commune, on dénombre cent trente cinq (135) mosquées dont vingt une (21) destinées à la prière de vendredi. Bien que la population soit musulmane.

Dans le cadre de la présente étude, toutes les mosquées de vendredi ont été géoréférencées et cartographiées. La commune compte plus d’une centaine de mosquées ordinaires dans lesquelles l’islam est pratiqué au quotidien. En plus de ces mosquées, 21 mosquées de vendredi ont été identifiées. Sur l’espace de la commune, il n’existe qu’une seule église se trouvant dans le village de Kallon Mota.

La carte ci-dessous donne la localisation géographique des lieux de culte notamment des : mosquées de vendredi et de la paroisse de Kallon Mota.

Carte des lieux de cultes (mosquées de vendredi)



Source : Dr Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC

La plupart des mosquées ont été construites grâce à la diaspora ou à l’appui financier des partenaires issus de pays arabes. Ces infrastructures de culte musulman montrent très bien la vivacité de la pratique de cette religion dans la commune de Kiéché.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| IMG_2518  Mosquée de vendredi de Tombon Kasso | IMG_2603  Mosquée de vendredi de Jougala | IMG_2455  Paroisse de Kallon Mota |

### 3.2.5 Mouvements migratoires

On observe deux types de mouvements migratoires dans la commune :

* la migration intérieure ou l’exode ;
* et la migration internationale ou l’émigration.

***La migration intérieure ou l’exode***

Chaque année, l’absence ou l’insuffisance d’occupation après l’hivernage, pousse les bras valides à l’exode à la recherche d’emplois. Les premières destinations sont les villes proches comme Doutchi, Dosso, Konni, Niamey. La migration intérieure est importante mais faute de données, il est difficilement quantifiable. Elle contribue à l’accélération des phénomènes d’urbanisation. Pendant la réactualisation, les populations ont fait cas d’exode massif de jeunes vers les nouveaux sites aurifères du Nord du Niger.

***Les migrations internationales***

Selon les enquêtes, les bras valides partis en exode, constituent un soutien de poids à leurs familles par le transfert des devises. Il reste entendu que certains de ces exodants reviennent malades.

***La migration internationale ou l’émigration***

La migration internationale est surtout orientée vers les pays de la sous région (Nigéria, Côte d’Ivoire, Ghana, Bénin, etc.). Les motivations sont essentiellement d’ordre économique à cause de la précarité financière et de la période d’inactivité qu’imposent les 7 à 8 mois de saison sèche. En effet, l’agriculture pluviale n’occupe les populations que sur une courte période. Bien que certains jeunes s’adonnent à la pratique de la culture sur les sites aménagés, la majorité considère cette activité pénible et préfèrent tenter leur chance à l’extérieur. Ce cycle migratoire est repris presque chaque année.

***Les retombées économiques***

Il n’existe d’études ou des statistiques sur l’exode et les migrations de façon générale. Toutefois, les habitants de la commune reconnaissent l’utilité de l’exode au plan économique et social. Les bras valides partis en exode, constituent un soutien de poids à leurs familles par le transfert des devises. Grâce à l’exode, les ménages arrivent à surmonter les périodes de soudure dans les localités ou les productions agricoles sont chroniquement déficitaires. De ce fait on peut dire que l’exode contribue à la sécurité alimentaire des ménages.

Toutefois lors des ateliers zonaux, beaucoup de femmes se sont plaint des maris qui partent en exode et qui n’envoient rien à la famille les obligeant à vendre leur force de travail dans les champs pour subvenir aux besoins alimentaires et vestimentaires d’elles-mêmes et de leurs enfants.

### 3.2.6 Organisation sociale, les us et coutumes

La famille demeure l’unité centrale de l’organisation sociale traditionnelle et fonctionne comme unité de production, de reproduction et d’échange. A l’instar de la famille traditionnelle africaine, la cellule familiale, en plus du noyau, constitué par le père, la mère et leurs enfants comprend aussi les grands-parents et/ou d’autres personnes prises en charge. La famille ainsi définie s’identifie en principe à un clan totémique.

La société est régie par le principe du Patriarcat (le père de famille est responsable de la prise de décision dans les ménages). L’autorité de la famille est détenue généralement par le chef de ménage, ce qui montre une hiérarchisation des membres de la famille classant la femme et les enfants en bas de l’échelle. Les mêmes liens de solidarité doivent, en principe, unir les membres d’une famille. Tout ce qui touche l’un d’eux engage normalement tous les autres.

Dans ces relations on met un accent particulier sur le respect des plus âgés par les plus jeunes notamment les parents et les grands-parents, autorité morale que l’on doit considérer avec déférence et à la laquelle on doit obéir. Les plaisanteries entre cousins sont également privilégiées. Les mariages, les baptêmes, les divorces et les funérailles sont régis par la coutume et la religion.

Chaque groupe ethnolinguistique se distingue par sa propre organisation même si on note la présence de pratiques socio culturelles transversales. Ces groupes vivent en parfaite symbiose et, chacun vit en harmonie avec sa culture qui lui est propre et en liaison avec les autres cultures. Si chez les Maouris, la société est plus ou moins égalitaire et l’organisation sociale basée sur une division du travail, chez les peulh par exemple elle est plus stratifiée. Le système social repose sur les us et coutumes et sur les lois de l’islam. Le cousinage à plaisanterie est privilégié dans les rapports inter-claniques ou inter communautaires. Ainsi, les Maouris et les Peulh par exemple entretiennent depuis la nuit des temps des relations de cousinage. L’esprit d’entre-aide est encore vivace dans le terroir de à travers certains travaux communautaires (travaux champêtres, tontine, etc.)

A l’image de toutes les localités du Niger, la commune de Kiéché dispose d’organisations traditionnelles dont certaines restent dynamiques. On peut citer la chefferie traditionnelle et l’association islamique qui jouent toutes les deux un rôle important dans la vie des habitants, l’association des jeunes avec l’éclosion des fadas, l’association des femmes. Outre ces organisations traditionnelles, on compte des organisations dont la création a été suscitée soit par des services de l’Etat ou par des partenaires au développement. A côté de cette organisation sociale traditionnelle, a émergé une nouvelle forme d’organisation dite moderne. Toutes les infrastructures mises en place dans les villages sont gérées par des structures organisées appelées COGES (santé, éducation, hydraulique). Ainsi, la commune de renferme plusieurs types d’organisations sociales structurées telles que : les associations confessionnelles, les associations/groupements féminins, les associations paysannes, les syndicats, les partis politiques, en un mot les organisations de la société civile etc. Il existe des liens fonctionnels entre les structures traditionnelles et les structures modernes intervenant dans le village.

### 3.2.7 Vie associative

En faveur de la démocratisation du pays, on assiste à une dynamisation de la vie associative. A comme partout ailleurs, les différentes catégories socio-professionnelles se sont organisées pour défendre les intérêts individuels et collectifs de leurs membres. C’est ainsi qu’on dénombre 223 groupements de producteurs agricoles, d’éleveurs, d’artisans, des associations de parents d’élèves, des associations islamiques etc.

Ces organisations peuvent être classées en 6 catégories :

* les ONG et les Associations de Développement ;
* les syndicats ;
* les Associations socioprofessionnelles (les femmes, les jeunes, les coopératives, les commerçants, les transporteurs, les parents d’élèves, les agriculteurs, les éleveurs, etc.) ;
* les structures de gestion communautaire constituées des différents comités de gestion (les points d’eau modernes, les écoles, les structures sanitaires, les banques céréalières, etc.) ;
* les partis politiques.

### 3.2.8 Les secteurs sociaux de base

#### 3.2.8.1. Education

A l’image de toutes les communes du Niger, le secteur de l’éducation comprend : le préscolaire, le primaire, le franco-arabe, le secondaire et l’éducation non formelle.

***L’école préscolaire et communautaire***

La commune de compte en 2015, 3 écoles préscolaires (maternelles) et 5 écoles communautaires. Au niveau de ces écoles, on trouve 3 classes maternelles en paillote en 2014 et 2 classes en paillote en 2015. Au cours de l’année académique 2016-2017, 28 écoles maternelles supplémentaires ont été créées.

Le tableau qui suit donne la situation des effectifs des élèves de ces écoles en 2014 et 2015.

**Tableau N°6 : Effectifs des élèves des écoles maternelles et communautaires**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ecoles** | **2014** | | **2015** | |
|  | Filles | Garçons | Filles | Garçons |
| Nombre d’élèves d’écoles maternelles publiques par sexe | 90 | 104 | 146 | 111 |
| Nombre d’élèves d’écoles communautaires | 88 | 105 | 49 | 44 |

Comme l’indique le tableau ci-dessus, la commune compte en 2015 au niveau préscolaire 257 élèves. Ce chiffre reste très faible pour une population estimée au cours de la même année à 52.969 habitants.

Le tableau qui suit donne la situation de l’effectif des enseignants au niveau de ces mêmes écoles.

**Tableau 7 : effectif des enseignants des écoles maternelles et communautaires**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ecoles** | **2014** | | **2015** | |
|  | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Nombre d’enseignants des écoles maternelles | 1 | 2 | 1 | 3 |
| Nombre d’enseignants des écoles communautaires | 1 | 2 | 1 | 2 |

Le nombre d’enseignants en 2015 est de 4 pour 257 élèves soit une moyenne de 64 élèves par enseignants. Ce ratio nous parait correct au regard du contexte actuel.

***L’école primaire***

Selon les statistiques des services de l’éducation, au cours de l’année scolaire 2015-2016, la commune de compte au niveau de l’école primaire, 59 écoles avec 8.052 élèves dont 4.198 garçons et 3.854 filles soit 48 %. Cette situation a évolué au cours de la rentrée académique 2016-2017. Le nombre d’école a passé de 59 à 62 et le nombre d’élève de 8.052 à 8.883 élèves dont 4.625 garçons et 4.258 filles. Bien que le nombre de garçons soit légèrement supérieur au nombre de filles, on peut affirmer que la situation est nettement meilleure par rapport à la moyenne nationale.

**Tableau N°8 : situation scolaire au niveau primaire**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nbre d’école | Nbre d’éleves garçon | Nbre d’éleves filles | Nbre d’enseignants | Nbre de classes | Classes en dur | Classe en banco | Classe en paillotes | Nbre de table-bancs |
| 59 | 4198 | 3854 | 178 | 180 | 87 | 0 | 89 | 1835 |
| Total | 8052 | |  |  | 176 | | |  |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

Ces élèves étudient dans 180 classes dont 89 classes en paillotes soit 49,5%. Ces écoles sont encadrées par 178 enseignants parmi lesquels 56 femmes ,141 contractuels soit 85,45% des effectifs et 24 titulaires. Le mobilier comprend 1835 tables bancs pour 8052 élèves soit un ratio de 4 élèves par table-bancs. Le ratio élèves enseignants est de 45,23 alors que celui de classe élève est de 44,7%.

Selon les responsables communaux de l’éducation, à , le taux brut de scolarisation, est de 75,66% avec 66,91 pour les filles et 84,42 pour les garçons. La même source indique que le taux de déperdition est de 0,52% avec 0,63 pour les filles et 0,43 pour les garçons. Le taux de réussite relevé au niveau de la commune est de 68,33% et où on enregistre 65,99% pour les filles et 70,77% pour les garçons.

Comme l’indique le tableau ci-dessous, en terme d’infrastructures, la commune de compte en 2015, 187 classes dont 96 classes en paillote soit 51,6% et 90 classes en matériaux définitifs.

Les acteurs de l’éducation (enseignants, élèves, AME, APE, CGDES, FC/CGDES) rencontrent d’énormes difficultés et contraintes liées aux classes en paillotes.

De 2011 à 2015, les effectifs des élèves des écoles primaires publiques ont passé de 7.014 à 8.228 élèves soit une évolution moyenne annuelle de 237 élèves.

**Tableau N°9 : Evolution des effectifs des élèves des écoles primaires publiques**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Elèves** | **2011** |  | **2012** |  | **2013** |  | **2014** |  | **2015** |  |
|  | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles |
| Nbre d’élèves | 4101 | 2940 | 3952 | 3385 | 4065 | 3288 | 3953 | 3514 | 4339 | 3889 |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

Toujours de 2011 à 2015, les effectifs des enseignants ont progressé en passant de 155 à 185 enseignants. Les enseignants contractuels représentent respectivement 83% de l’effectif en 2011 et 77% en 2015.

**Tableau N° 10 : Effectifs des enseignants des écoles primaires publiques**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Elèves** | **2011** |  | **2012** |  | **2013** |  | **2014** |  | **2015** |  |
|  | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Nbre d’enseignants titulaires | 20 | 1 | 23 | 2 | 24 | 3 | 39 | 6 | 36 | 6 |
| Nbre d’enseignants contractuels | 85 | 54 | 86 | 52 | 86 | 53 | 84 | 57 | 82 | 61 |
| **Total** | **105** | **55** | **109** | **54** | **110** | **56** | **123** | **63** | **118** | **67** |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| IMG_2495 (1)  Classe en paillote de l’école Médersa de | IMG_2542 (1)  Classe en paillote de l’école de Illéla Goudia | IMG_2506Classe en paillote de l’école de Peul |

Comme le montrent les photos ci-dessus, les infrastructures scolaires et particulièrement les classes en paillote et en banco sont en très mauvais état. Cette situation a des répercussions négatives sur la formation des élèves et la qualité de l’enseignement en général. La période scolaire est fortement réduite. Avec la construction des paillotes, les cours démarrent en retard et finissent tôt avec les premières pluies qui dégradent certains équipements comme les table-bancs et les tableaux.

Comme le montre le tableau ci-dessous, en 2015, la commune de Kiéché compte 59 écoles primaires très bien réparties sur le territoire communal. Ce qui est un atout important puisque chaque enfant de la commune a la chance d’accéder à une école située dans les environs immédiats de son village.

Toujours au niveau primaire, la commune abrite 186 classes dont 51,6% sont construites en paillote et certaines ne disposent même pas de table-bancs.

Des 59 écoles de la commune, seules 4 écoles sont clôturées soit 6,77%. Dans tous les villages enquêtés le manque de clôture au niveau des écoles est considéré comme une contrainte de taille pour l’apprentissage des enfants. Le manque de clôture engendre parfois des conflits liés au domaine foncier des écoles. Des actions doivent être conduites dans ce domaine.

La situation est aussi précaire concernant l’insuffisance des latrines dans les écoles. Seulement 29,3% des écoles de la commune de Kiéché dispose de latrines. Cela veut dire que dans la plupart des écoles, les défécations se font à l’air libre. Ce qui constitue une réelle menace pour la santé et l’hygiène scolaire. Des solutions à court et moyen terme doivent être trouvées.

**Tableau N°11: situation des infrastructures du niveau primaire**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ecole** | **2011** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** |
| Nombre d’écoles primaires publiques | 54 | 56 | 56 | 56 | 58 |
| Nombre de classes primaires en matériaux définitifs | 72 | 73 | 76 | 85 | 90 |
| Nombre de classes primaires publiques en paillote | 78 | 80 | 84 | 88 | 96 |
| Nombre d’écoles publiques avec point d’eau potable | 6 | 6 | 7 | 9 | 9 |
| Nombre d’écoles avec latrines | 9 | 9 | 12 | 15 | 17 |
| Nombre d’écoles clôturées | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

**L’école franco-arabe**

Le tableau ci-dessous présente les effectifs des écoles publiques franco-arabes. Entre 2011 et 2015, ces effectifs ont passé de 206 à 933 élèves. Ces chiffres prouvent un engouement des parents à l’école franco-arabe.

**Tableau N°12 : Effectifs des élèves des écoles primaires publiques franco-arabes**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Elèves** | **2011** | | **2012** | | **2013** | | **2014** | | **2015** | |
|  | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles |
| Nbre d’élèves | 122 | 84 | 158 | 149 | 256 | 231 | 356 | 346 | 470 | 463 |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

Le tableau suivant montre que les 933 élèves franco-arabes sont formés par 14 enseignants qui sont tous des contractuels.

**Tableau N°13 : Effectifs des enseignants des écoles primaires franco-arabes publiques**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Elèves** | **2011** | | **2012** | | **2013** | | **2014** | | **2015** | |
|  | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Nbre d’enseignants titulaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nbre d’enseignants contractuels | 3 | 0 | 4 | 2 | 7 | 5 Kiéché | 13 | 8 | 12 | 14 |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

Concernant les infrastructures, les écoles franco-arabes disposent de 25 classes toutes en paillote.

En dépit de l’engouement des parents, la situation de l’école franco-arabe reste précaire au plan des infrastructures et du corps enseignant.

En dépit du taux important de réussite des élèves de ces écoles franco-arabes, la commune ne dispose pas de CEG. Les élèves fréquentent le CEG de Dogondoutchi où la plupart abandonnent les études par manque de tuteurs. La création d’un CEG franco-arabe à est plus que nécessaire.

**Tableau N°14 : Evolution des infrastructures des écoles primaires franco-arabes publiques**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Infrastructures** | **2011** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** |
| Nbre d’écoles primaires publiques franco-arabes | 2 | 4 | 5 | 9 | 9 |
| Nbre de classes primaires publiques franco-arabes en matériaux définitifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nbre de classes primaires publiques franco-arabes en paillote | 3 | 7 | 19 | 19 | 25 |
| Nbre d’écoles clôturées | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |

Source : service départemental de l’enseignement primaire de Dogondoutchi

**L’école secondaire**

Selon les données de l’inspection secondaire, la commune de Kiéché compte un CES situé dans le village de , et trois CEG localisés dans les villages de Tombon Kasso, Bakin Tapki, et Rey-Rey. Au cours de l’année académique 2016-2017, un nouveau CEG est créé dans le village de Tombon Gataou qui compte 113 èlèves.

A la rentrée académique 2016-2017, la commune compte 2816 élèves dont 2703 élèves pour les CEG et 113 élèves pour le lycée. Sur les 2703 élèves inscrits dans les CEG de la commune de Kiéché, 1218 sont des garçons et 1485 des filles soit 54.9%. Ces chiffres montrent bien que les actions de sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles ont donné de bons résultats dans cette commune et doivent être poursuivies.

La commune compte 57 professeurs dont 54 hommes. Les femmes ne représentent que 5,2% du corps enseignant du secondaire (CEG) de la commune de . Cette situation inacceptable au regard des normes du secteur éducatifs et des politiques publiques doit être corrigée.

Les CEG de la commune compte 57 classes dont 41 classes en paillote soit 71,9% sont construites en paillote. Au niveau de la répartition spatiale, la totalité des classes en matériaux définitifs sont localisées dans les villages de et Bakin Tapki. Les villages de Rey-Rey, de Tombon Gataou et de Tombon Kasso ne dispose d’aucune classe en dur. Cette situation doit être corrigée.

**Tableau N°15 : Situation de l’éducation secondaire de la commune de au cours de l’année académique 2016-2017**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Villages** | **Ecole** | **Nombre d’élèves** | | | **Nombre de classes** | | |
|  |  | **Total** | **Garçons** | **Filles** | **Total** | **Dur** | **Paillote** |
| Bakin Tapki | CEG | 456 | 170 | 286 | 10 | 4 | 6 |
| Rey-Rey | CEG | 318 | 108 | 210 | 7 | 0 | 7 |
| Tombon Gataou | CEG | 180 | 79 | 101 | 3 | 0 | 3 |
| Tombon Kasso | CEG | 481 | 212 | 269 | 10 | 0 | 10 |
|  | CES (CEG) | 1268 | 649 | 619 | 24 | 8 | 16 |
|  | CES (Lycée) | 113 | 93 | 20 | 4 | 4 | 0 |
| Total |  | 2703 | 1218 | 1485 | 54 | 16 | 38 |

Source : Inspection de l’enseignement secondaire de

**Tableau N°16 : Effectifs des enseignants au secondaire**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Villages** | **Nombre d’enseignants** | | |
|  | **Total** | **Hommes** | **Femmes** |
| Bakin Tapki | 10 | 10 | 0 |
| Rey-Rey | 6 | 6 | 0 |
| Tombon Gataou | 1 | 1 | 0 |
| Tombon Kasso | 10 | 10 | 0 |
|  | 30 | 27 | 3 |
|  | - | - | - |
| Total | 57 | 54 | 3 |

Source : Inspection de l’enseignement secondaire de

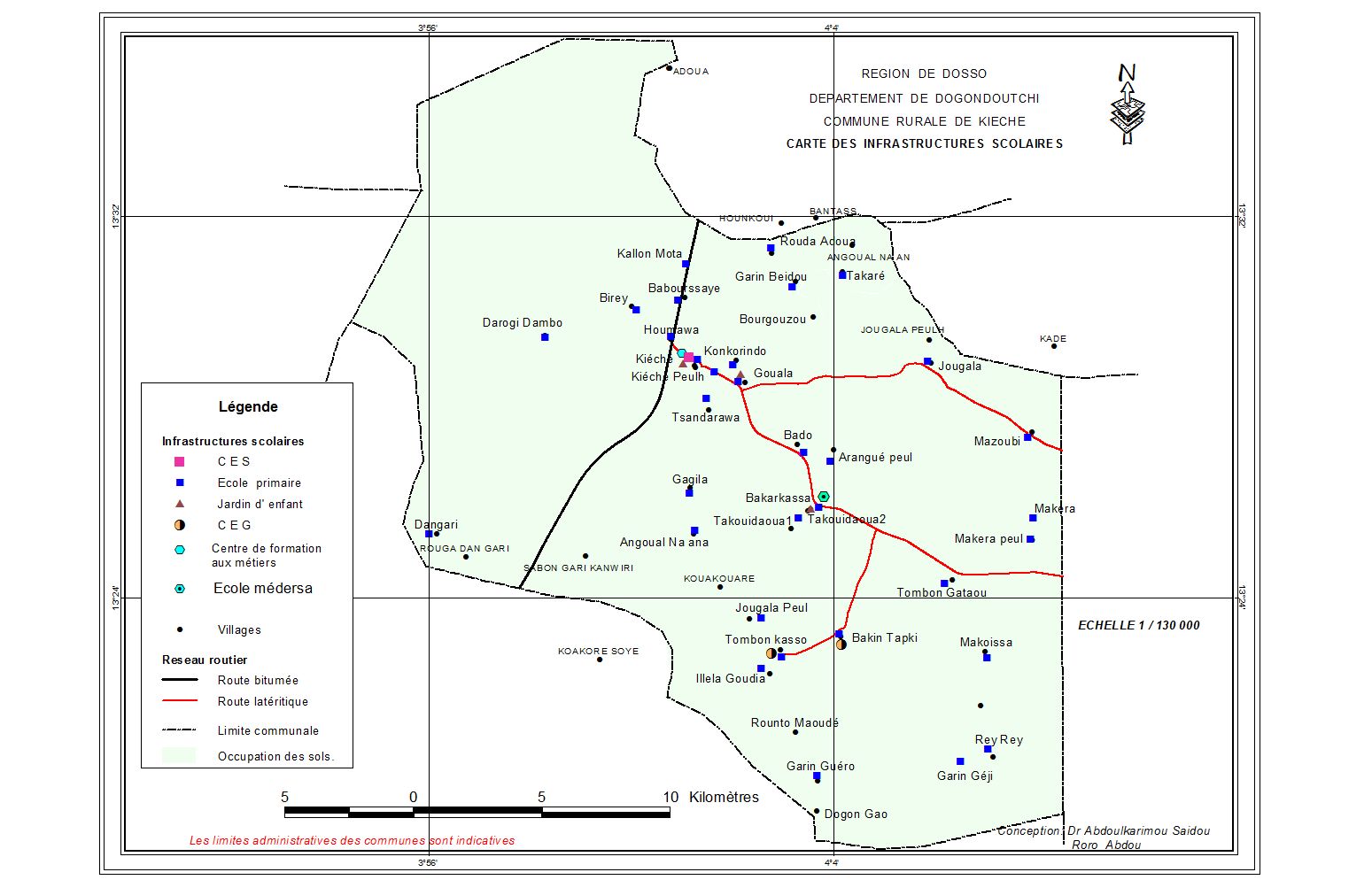
NB : au niveau de , les enseignants du CEG interviennent aussi au lycée.

Le seul lycée de la commune de Kiéché se trouve dans le chef lieu. Il compte 113 élèves dont 93 garçons et 20 filles qui étudient dans 4 classes et ne dispose pas pour le moment de niveau terminal.

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2526  Une classe du CEG de Tambon Kasso | IMG_2474  Une vue du CES de |

La carte ci-dessous montre une très bonne répartition spatiale des infrastructures du niveau primaire. Par contre, elle révèle une très mauvaise répartition spatiale des infrastructures scolaires du niveau secondaire avec une concentration de celles-ci au Sud de la commune. Cette situation occasionne des déplacements importants pour les élèves provenant des villages de l’Est et du Nord de la commune. Il est nécessaire de respecter la carte scolaire pour éviter ces difficultés.

Carte des infrastructures scolaires



Source : Dr. Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC

**Alphabétisation fonctionnelle**

Comme le montre le tableau ci-dessous, la commune de Kiéché comptait en 2013, 11 centres d’alphabétisation avec 275 auditeurs. L’existence de ces centres reste tributaire des financements extérieurs. En 2015 et 2016, aucun centre d’alphabétisation de la commune rurale de n’a fonctionné. Pratiquement tous les centres sont fermés avec le départ des bailleur (c’est le cas d’ARMEF/D par exemple). Pourtant l’alphabétisation est une préoccupation des populations de . Les demandes de création de nouveaux centres sont importantes. Des actions doivent être entreprises pour redynamiser les centres d’alphabétisation de la commune.

**Tableau N°17 : situation des centres d’alphabétisation**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Localités | Nombre d’auditeurs | Partenaires | Fonctionnalités |
| Bakin Tapki | 25 | ARMEF |  |
| Rouda adoua | 25 | ARMEF |  |
| Gagila | 25 | ARMEF |  |
| Gouala | 25 | VEDN | Non fonctionnel |
| Garin beidou | 25 | ARMEF |  |
| Arangué | 25 | LUX DEV |  |
| Rey-rey | 25 | LUX DEV |  |
| Takouidawa1 | 25 | ARMEF |  |
| Tambon kasso | 25 | TARBIA TATALI |  |
| Makéra | 25 | LUX DEV |  |
| Makoiassa | 25 | LUX DEV |  |
| Total | 275 |  |  |

SOURCE : Inspection départementale Alphabétisation Dogondoutchi, 2013

**La vision éducative de la commune rurale de** **Kiéché**

Soucieux du devenir de l’école, les autorités de la commune de Kiéché ont entrepris l’élaboration d’une étude intitulée « vision éducative de la commune rurale de  ». Au-delà de la résolution des problèmes à court et à moyen terme, financiers et économiques, la finalité d’une vision éducative est de permettre aux dirigeants de répondre efficacement aux défis fondamentaux du système éducatif notamment :

* Le développement de l’accès pour tous à l’éducation,
* Le développement et la consolidation de la qualité de l’éducation,
* L’acquisition des capacités d’auto développement,
* L’amélioration permanente du niveau de vie des populations à l’avenir.

La vision éducative de la commune de Kiéché est un cadre communal participatif de référence qui tire ses objectifs au niveau des orientations nationales du système éducatif nigérien. Elle s’articule au tour des points suivants :

* l’évolution du système ;
* l’avenir et le chemin à parcourir;
* le développement du secteur de l’éducation à travers la programmation des actions. Cette programmation a été réalisée à partir de deux ateliers de planification : un atelier de planification stratégique et un atelier de programmation.

Le présent PDC intègre le diagnostic et les actions programmées dans le cadre de l’étude sur la vision éducative de la commune.

#### 3.2.8.2 Secteur de la santé

La commune rurale de Kiéché dispose de deux centres de santé intègré (CSI). Le CSI type II du village de a été créé en janvier 2001. Le CSI type I de Bakin Tapki a vu le jour en 2012 .La commune est divisée en 2 aires de santé : l’aire de santé de avec un CSI type 2 avec 5 cases de santé, celle de Bakin Tapki avec un CSI type 1 et 4 cases de santé.

En 2016, le personnel est composé de 16 agents de santé dont 6 au CSI de et 2 au CSI de Bakin Tapki. A cela il faut ajouter 8 agents de santé communautaires (ASC) qui animent les 9 cases de santé. Tous les villages de l’aire de santé de ne comptent que 5 matrones. Toutefois, on note la présence de guérisseurs traditionnels un peu partout. La commune ne dispose ni de médecin ni de sage-femme. Le CSI de dispose aussi d’un centre de récupération des enfants malnutris (CRENAM et CRENAS), avec un taux de 37,14 % de sortie des enfants admis, alors que 41 enfants en moyenne sont admis chaque mois. De nombreux partenaires travaillent dans le domaine de la nutrition. On peut citer entre autres la croix rouge, word vision, et HKI. Le tableau ci-dessous donne la situation des malnutris de la commune de recensé par le centre en 2016.

Tableau 18 : situation des malnutris en 2016

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Situation des Malnutris** | **Jan** | **Fev** | **Mars** | **Avril** | **Mai** | **Juin** | **Juillet** | **Août** | **sept** | **Oct** |
| Nbre de malnutris (en fin du mois) | 263 | 206 | 237 | 117 | 116 | 176 | 173 | 140 | 122 | 22 |
| Nbre de malnutris modérés-séveres | 63 | 84 | 59 | 33 | 82 | 61 | 61 | - | 57 | 18 |
| Total malnutris pris en charge | 63 | 84 | 53 | 33 | 82 | 61 | 61 | 71 | 37 | 18 |
| Total malnutris sortis | 111 | 47 | 121 | 48 | 39 | 74 | 87 | 87 | 66 | 29 |
| Nbre de Malnutris guéris | 111 | 47 | 121 | 48 | 39 | 74 | 87 | 87 | 66 | 29 |
| Nbre total d’accouchement | 29 | 39 | 37 | 39 | 38 | 38 | 30 | 41 | 38 | 54 |

Source : Centre de santé intégrée de

Le tableau qui ci-dessus donne la situation du personnel de santé de la commune de Kiéché.

**Tableau N°19 : Evolution du personnel de santé de 2011 à 2015**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Personnel** | **Année** | | | | |
|  | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015/2016 |
| Infirmier | 2 | 3 | 4 | 4 | 6 |
| Sage femme | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Médecin | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| ASB |  |  |  |  | 4 |
| IDE |  |  |  |  | 1 |

Source : Centre de santé intégrée de

Comme le montre les tableaux ci-dessous, les maladies les plus fréquentes dans la commune sont : le paludisme, les infestions respiratoires et les diarrhées.

**Tableau N°20 : Maladies (principales morbidités de 2011 à 2015 de la commune de** Kiéché **)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Personnel** | **Année** | | | | |
|  | ***2011*** | ***2012*** | ***2013*** | ***2014*** | ***2015*** |
| Paludisme simple | 12.948 | 18.430 | 14.940 | 10.536 | 13.849 |
| Toux ou Rhume | 9.918 | 9.361 | 6.146 | 4.649 | 9.807 |
| Diarrhée simple | 5.511 | 6.084 | 3.220 | 2.860 | 3.702 |
| Pneumonie | 2.486 | 4.923 | 4.211 | 3.409 | 5.572 |
| Malnutrition Modérée | 2.155 | 1.021 | 1.631 | 1.226 | 1.065 |
| Affections dermatologiques | 1.980 | 1.916 | 2.032 | 2.402 | 1.712 |
| Trauma-plaies-brûlures | 1.166 | 1.177 | 1.601 | 1.328 | 1.070 |

Source : district sanitaire de Dogondoutchi

**Tableau 21 : Morbilité-Mortalité-SASDE (chez enfants de 0-59 mois) au CSI de au cours de l’année 2016**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Maladies** | **Jan** | **Fev** | **Mars** | **Avril** | **Mai** | **Juin** | **Juillet** | **Août** | **sept** | **Oct** | **Nov** |
| Paludisme  Simple | 290 | 226 | 120 | 173 | 128 | 198 | 192 | 923 | 650 | 188 | - |
| Paludisme grave | 47 | 33 | 10 | 8 | 4 | 3 | 74 | 115 | 21 | 13 | - |
| Diarrhées toutes formes | 232 | 246 | 205 | 254 | 263 | 202 | 104 | 98 | 208 | - | - |
| Pneumonie | 243 | 236 | 224 | 103 | 96 | 102 | 96 | 67 | 97 | - | - |

Source : Centre de santé intégrée

En 2015, la situation du recouvrement des coûts du CSI de  se présente comme suit :

* Recettes totales : 8.333.100 F CFA dont 4.172.900 (fonds perçus) et 4.160.200 F (gratuité)

Pour les cases de santé, la situation de recouvrement des coûts est donnée par le tableau ci-dessous.

**Tableau N°22 : recouvrement des coûts des centres de santé de**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Cases de santé** | **Recettes totales** | **Fonds perçus** | **Gratuité** |
| Takaré | 326.700 | 141.700 | 185.000 |
| Mazoubi | 355.200 | 222.500 | 123.700 |
| Jougala | 191.450 | 88.700 | 102.752 |
| Dangari | 195.500 | 121.000 | 74.550 |
| Gazila | 210.900 | 95.800 | 116.500 |

Source : District sanitaire de Dogondoutchi

**Le tableau qui suit donne les indicateurs sanitaires de la commune rurale de** **Kiéché en 2015.**

**Tableau 23 : Indicateurs de santé la commune rurale de Kiéché en 2015**

|  |  |
| --- | --- |
| **Indicateurs** | **Pourcentage (%)** |
| VAR | 82,7 |
| VAA | 82,7 |
| PENTA3 | 95,6 |
| VAT1 | 42,8 |
| VAT2 | 60,5 |
| CPN | 107,9 |
| CN | 107,7 |
| UTILISATION | 73,1 |
| COUVERTURE | 44,7 |

Source : District sanitaire de Dogondoutchi

A l’intérieur de l’enceinte du CSI de , on note 2 blocs de latrine et une chambre d’observation. On note également un dépôt pharmaceutique au chef-lieu de la commune.

Les contraintes liées à la santé au niveau du CSI de se résument comme suit :

* Un manque de logement de sage-femme ;
* Un manque d’incinérateur ;
* Une vétusté du logement du major ;
* Une insuffisance du mobilier.
* La maternité en construction attend d’être achevée.

Au niveau du CSI de Bakin Tapki, les indicateurs suivants ont été relevés :

* + Population couverte par l’aire de sante : 21950
  + Population enfants de 0 à 5 ans : 5004 ;
  + Population dans le rayon de 0 à 5km ,11 545 personnes ;
  + Population dans le rayon de 6 à 15 km, 10 045 personnes ;
  + Nombre de femmes en âge de procréer ,15 à 49 ans : 4755.
  + Les maladies les plus fréquentes sont : le paludisme, les infections respiratoires et la dermatose.

Le personnel est composé d’un infirmier diplômé d’Etat (IDE) et d’un (1) Infirmier certifié(IC) ; à ce personnel il faut ajouter 4 agents de santé communautaire (ASC) qui animent les 4 cases de santé rattachées au CSI. Tous les villages de l’aire de santé de Bakin Tapki ne comptent que 2 matrones.  Conformément à son statut, il n’y a pas de sage-femme et de maternité. Au regard du nombre d’habitants couvert par l’aire de santé, cette circonscription mérite la transformation du CSI type 1 en CSI type 2. Le CSI dispose aussi d’un centre de récupération des enfants malnutris (CRENAM CRENAS), avec un taux de 91 % de dépistage.

Les différents taux relevés au niveau du CSI de Bakin Tapki sont :

Taux de couverture sanitaire 82% ;

Taux de fréquentation 36% ;

Taux de consultation prénatal (CPN1) 104 et CPN4 ; 2,16% ;

Taux de couverture VAR (vaccination anti rougeole) 40,87% ;

Nombre d’accouchement assisté par un personnel qualifié 20%, ce faible taux s’explique par le fait que les cases de santé ne sont pas tenues par un personnel qualifié.

Dans l’enceinte du CSI, on note 6 blocs de latrine et une chambre d’observation, un incinérateur. Cependant on note un problème d’étanchéité au niveau du bâtiment du CSI.

Les contraintes relevées au niveau de ce CSI se résument comme suit :

* Un manque de chauffeur d’ambulance ;
* Un manque de clôture du CSI ;
* Une insuffisance du mobilier ;
* Manque de dépôt pharmaceutique.

Pour une population estimée en 2015 à plus de 52.000 habitants, on retient que la commune de Kiéché ne dispose d’aucun médecin. L’espace communal ne compte que cinq infirmiers diplômés d’état, un infirmier certifié et neuf (9) agents de santé communautaires. Ce personnel est loin de répondre aux normes de l’OMS, qui préconisent, un médecin pour 10 000 patients, une sage-femme pour 5000 femmes en âge de procréer et une infirmière diplômé d’état pour 5000 patients.

En tenant compte des normes nationales et internationales, le tableau ci-dessous donne les besoins réels en personnel de santé de la commune de Kiéché en 2016, la population étant estimée 54.399 habitants.

**Tableau N°24 : les besoins en personnel de santé**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Besoins en personnel de la commune | Nombre actuel | Besoin réel |
| Nombre de médecin | 0 | 5 |
| Nombre d’infirmier | 7 | 11 |
| Nombre de sage-femme | 0 | 7 |
|  |  |  |

Au regard de ce tableau, des efforts doivent être faits par les autorités pour compléter les écarts qui existent entre les besoins réels en personnel et le disponible.

L’approvisionnement en produits pharmaceutiquesdes populations de est assuré par les formations sanitaires et renforcé par l’unique dépôt pharmaceutique communautaire implanté dans le chef lieu de la commune. Toutefois, on relève une prolifération des revendeurs ambulants de produits pharmaceutiques.

Pour se soigner, les populations ont également recours à la pharmacopée traditionnelle et aux pratiques occultes. Il s’agit surtout de l’utilisation des décoctions à base des plantes et des incantations.

Le tableau ci-dessous dresse la situation des infrastructures sanitaires et leur fonctionnalité. Ce tableau montre que la commune compte 2 CSI et 9 cases de santé qui fonctionnent et qui sont en bon état. Chacune de ces infrastructures dispose d’un comité de gestion (COGES) qui fonctionne.

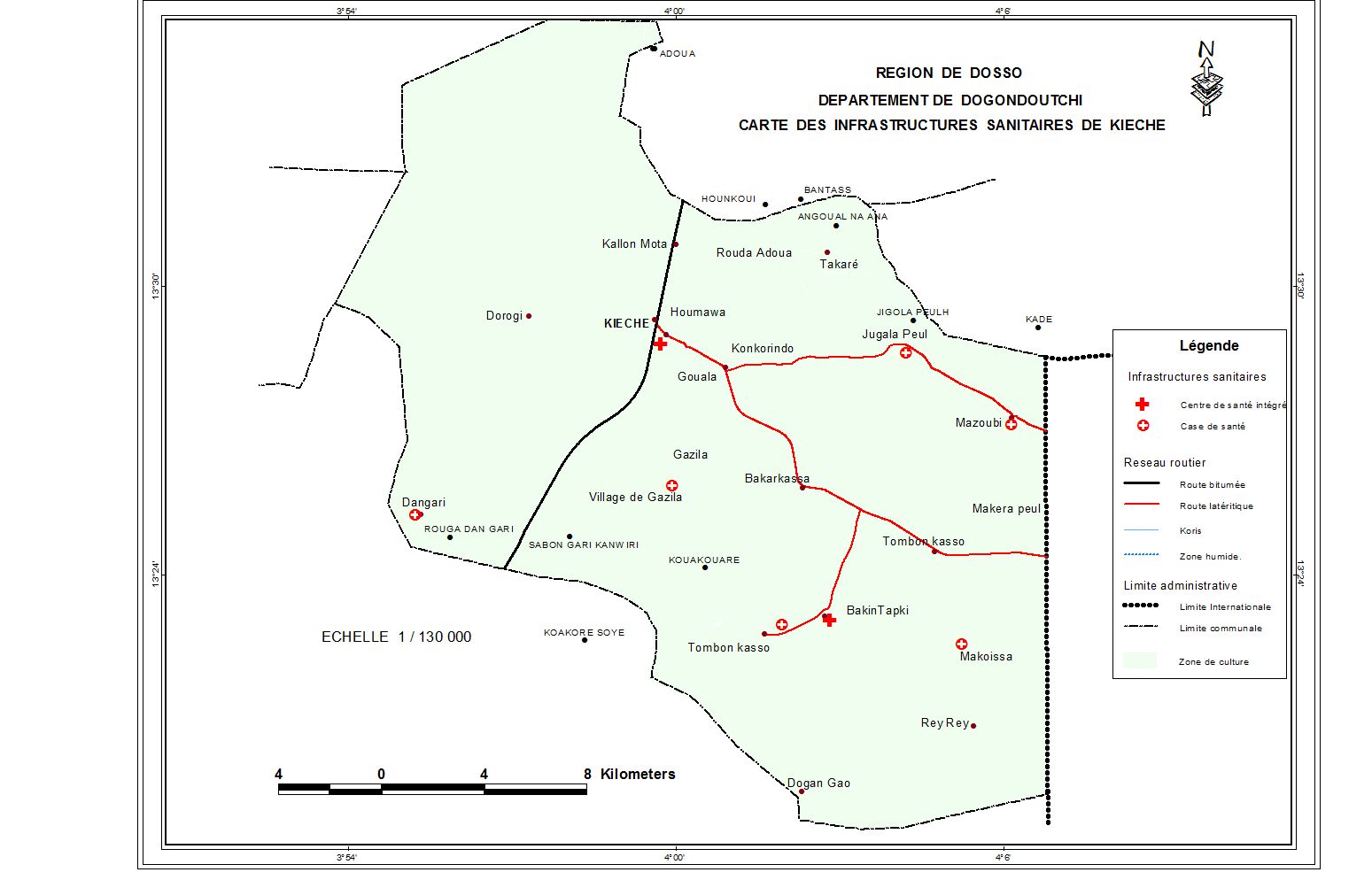
**Tableau N°25 : infrastructures sanitaires**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Localisation | Type infrastructures | | | Etat | Fonctionnalité  Oui/ non | COGES | | |
| CSI  T1 | CSI  T2 | Cases de santé | Existe  Oui/non | Fonctionnel  Oui/non | |
| Bakin Tapki | 1 |  |  | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Dangari |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Gagila |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Jougoula |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
|  |  | 1 |  | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Makoissa |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Mazoubi |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Rey-Rey |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Takaré |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Takouidawa1 |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Tombon kasso |  |  | 1 | Bon | Oui | Oui | | Oui |
| Total | 1 |  | 9 |  |  |  | |  |

Source : District sanitaire de Dogondoutchi, 2016.

La carte des infrastructures sanitaires ci-dessous montre une relative bonne répartition spatiale des infrastructures sanitaires. Toutefois, on note un manque de case de santé dans les villages situés à l’extrême Est (Takaré, Angoual Na Ana, Rouda Adoua) de la commune. Cette disparité qui peut être source de frustration pour les habitants de ces villages doit être corrigée. Le besoin de création de nouvelles cases de santé ou bien de transformation de case de santé en centre de santé intégrée a été largement exprimé par les populations lors du diagnostic.

**Carte des infrastructures sanitaires**

****

Source : Dr. Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC

#### 3.2.8.3 Secteur hydraulique

Selon les données de la Direction départementale de l’hydraulique, en 2016 il existe dans la commune rurale de Kiéché 101 puits cimentés dont 84 fonctionnels ; 43 Pompes à Motricité Humaines dont 27 sont fonctionnels et 5 mini AEP à , Takouidawa1, Tombon Gataou, Rey-Rey, Jougala. Il existe une adduction d’eau potable multi-villages en cours de réalisation dans la commune pour desservir 32 villages et hameaux.

Le pourcentage d’accès à l’eau potable est de 56,18%. pour la commune alors que le département est satisfait à 69,35%. Ce qui montre que, la commune reste confrontée à une insuffisance d’eau potable. Cette insuffisance concerne plus spécifiquement les villages de la zone des plateaux et la zone dunaire.

#### 3.2.8.4 Hygiène et assainissement

Dans la commune rurale de Kiéché , il existe des latrines scolaires et des latrines sanitaires. On utilise aussi des latrines publiques dans les marchés. Il y a aussi des latrines familiales. Le tableau qui suit donne la situation des latrines scolaires dans la commune de Kiéché.

**Tableau N°26 : Situation des latrines scolaires**

**dans la commune de** Kiéché

|  |  |
| --- | --- |
| Localités | Nombre de latrines scolaires |
|  | 9 |
| Gazilawa | 2 |
| Bado | 3 |
| Takouidawa1 | 3 |
| Bakin Tapki | 6 |
| Tombonkasso | 1 |
| Total | 24 |

Source : secteur pédagogique de

Selon les autorités communales, il existe un important programme de construction de latrines familiales dans les villages. A ce jour, il a été dénombré 308 latrine en construction et 187 latrines dans les constructions sont achevées.

La gestion des ordures ménagères, et des déchets plastiques est également une difficulté soulevée par les autorités communales. Les principales contraintes liées à l’hygiène et à l’assainissement sont :

* Insuffisance des latrines à usage familiale dans les villages ;
* Insuffisance de sensibilisation par rapport à la salubrité communautaire ;
* Gestion des déchets plastiques et des ordures ménagères.
* Insuffisance des comités de gestion des points d’eau moderne.

#### 3.2.8.5. Formation professionnelle et emplois

Il existe un centre de formation aux métiers (CFM) au chef-lieu de la commune qui forme les jeunes dans plusieurs filières : couture, activités agro-sylvo-pastorales, mécanique rurale. Le personnel est composé de 4 encadreurs dont 1 titulaire et 3 bénévoles. A la rentrée 2012 -2013 l’effectif des apprenants est de 35, pour se retrouver avec 16 seulement à la fin de l’année. Cet état de fait est dû au manque de soutien aux bénévoles et à l’insuffisance d’une sensibilisation de la population. Ces filières peuvent être étendues à d’autres, notamment, la menuiserie bois.

De sa création à ce jour, le centre de formation professionnel de a formé 32 élèves dans les filières suivantes : économie familiale (couture, broderie), mécanique auto. Ces élèves sont repartis comme suit : 22 en couture, 4 en broderie, 6 en mécanique auto.

Comme le montre le tableau ci-dessus, en 2016, le centre compte 144 élèves dont 96 filles et 48 garçons. Ces élèves sont formés dans 2 classes par 3 enseignants.

**Tableau N° 27 : situation du centre de formation professionnelle de Kiéché**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| CFP (année 2016) | Nbre d’élèves garçon | Nbre d’élèves filles | Nbre d’enseignants | Nombre de classe |
|  | 48 | 144 | 3 | 2 |

Source : centre de formation professionnelle de Kiéché

Les contraintes liées au fonctionnement du centre sont :

* Le centre a une insuffisance de formateurs en mécanique.
* Nécessité d’ouverture de nouvelles filières comme la construction métallique, menuiserie bois, bâtiment.
* Manque de table-bancs.
* Manque de clôture au niveau du centre
* Manque de branchement en eau et en électricité.
* Insuffisance de matière d’œuvre.

#### 3.2.8.6. Jeunesse, sport/culture/loisirs

**Sport**

Le sport moderne, en particulier le football prend de l’ampleur au niveau de la commune en dépit de l’absence d’encadrement et d’infrastructures adéquates. Il n’existe pas d’infrastructures sportives viabilisées sur l’étendue de la commune. Toutefois, il existe au niveau des différents établissements scolaires des terrains de sport de fortune. On note aussi des jeunes qui s’intéressent à la lutte traditionnelle.

**Jeunesse**

Dans la commune rurale de Kiéché, l’exode des jeunes constitue une préoccupation pour les autorités locales. Il est certes reconnu que l’exode apporte des revenus non négligeables aux ménages. Toutefois, l’exode a aussi des inconvénients. Certains jeunes reviennent malades et d’autres adoptent de nouveaux comportements nuisibles à leur santé notamment la consommation de stupéfiants, la délinquance. On constate également des cas de décès dus à l’exploitation des sites aurifères. Des actions d’envergure doivent être initiées au profit des jeunes notamment dans le domaine de la récupération des terres dégradées, l’exploitation des sites maraîchers, et la formation professionnelle.

Les contraintes des jeunes ont été discutées et validées lors des ateliers zonaux. Elles sont résumées comme suit :

* Chômages des jeunes
* Cherté du mariage
* Manque de centres de loisirs pour jeunes
* Manque de fonds pour pratiquer le petit commerce
* Insuffisance de Kit animaux pour les jeunes femmes
* Insuffisance de site maraîcher propre aux jeunes
* Marginalisation des jeunes
* Non prise en compte des avis des jeunes dans les villages
* Exode des jeunes
* Insuffisance des associations des jeunes
* Délinquance des jeunes
* Insuffisance des centres de formation
* Manque d’associations culturelles
* Manque d’infrastructures sportives

#### 3.2.8.7. Analyse de la situation de la Femme

Dans la commune de Kiéché, la femme joue un rôle prépondérant dans la gestion des ménages. Au cours des longues périodes d’absences des hommes, ce sont les femmes qui entretiennent les enfants. Pendant les périodes difficiles, outre les travaux ménagers, beaucoup de femmes vendent leur main d’œuvre en cultivant dans les champs. C’est avec les revenus tirés des travaux champêtres qu’elles arrivent à satisfaire leurs besoins et ceux de leurs enfants. Dans la commune Rurale de , la femme est très active et sa participation au processus de développement est considérable. L’exploitation de son calendrier journalier montre le degré de son occupation. Au niveau des activités génératrices de revenus, elle exerce le petit commerce, l’embouche, l’artisanat, l’extraction de l’huile d’arachide et prend part aux cultures de contre saison. La situation actuelle est caractérisée par une sous-représentation quantitative des femmes parmi les acteurs locaux. Cette participation peut s’apprécier, dans les domaines suivants :

* Les rôles et responsabilités des hommes et des femmes ;
* Les besoins spécifiques des hommes et des femmes ;
* La participation à la prise des décisions des hommes et des femmes ;
* L’accès aux ressources et le contrôle de ces derniers par les hommes et les femmes ;
* L’accès des femmes et des hommes au bénéfice du développement ;
* Et les mesures de discrimination positive pour réduire les disparités.

La sous-représentation quantitative peut s’expliquer, par les contraintes socio-culturelles qui entravent la participation de la femme dans les instances de décision et au contrôle des ressources.

En ce qui concerne la représentation qualitative, il a été constaté que très souvent les quelques femmes élues ne disposent pas de la qualification requise pour influencer les décisions du fait de leur faible niveau d’instruction ou du fait des postes peu influents qu’elles occupent dans les organes de décision.

L’analyse du calendrier saisonnier des femmes montre une surcharge et une pénibilité du travail pour les femmes et ceci quelque soit la communauté ethnique de provenance de celle-ci.

Tableau N°28 : Calendrier saisonnier des femmes

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Période | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept | Oct | nov | Déc | Janv |
| Saison | Saison sèche et chaude | | | Saison des pluies | | | | Saison sèche | Saison froide | | |
| Activités | Travaux ménagers (corvées eaux, bois de chauffe, vente de la force de travail, entretien des enfants, restauration du ménage etc.,  AGR (Petit commerce, embouche, etc.) | | | Travaux ménagers,  Travaux champêtres (champs individuels et familiaux de Mil, Sorgho, Arachide, Voandzou, gombo etc.) | | | | Travaux ménagers et champêtres | Travaux ménagers et  Culture de contre saison | | |

Source : monographie de la commune de 2011

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2665 (1)  Une femme travaillant dans un champ | IMG_2739 (1)  Travail salarial des femmes à Tombon Gataou |

Les contraintes des femmes de la commune de sont les suivantes :

* Insuffisance de fonds pour pratiquer des AGR (activités génératrices de revenus)
* Problème de gestion des moulins par le COGES
* Insuffisance de centres de formation au métier des femmes
* Abandon des femmes et des foyers par les maris
* Insuffisance dans la gestion du matériel (ex décortiqueuses d’arachide)
* Problème de bois énergie (chauffe)
* Insuffisance de formation sur la transformation des produits (savon)
* Insuffisance des centres d’alphabétisation des femmes
* Insuffisance des charrettes (réduire la pénibilité du travail des femmes)
* Problème d’évacuation sanitaire
* Difficultés d’accès au foncier pour les femmes dans certaines localités
* Période de soudure très difficile pour les femmes
* Montant élevé de la dote
* Location des terres par les femmes

## 

## 3.3 Etude des activités économiques

### 3.3.1 Agriculture

L’agriculture constitue la principale activité économique de la commune et occupe plus de 95% de la population active. Il s’agit essentiellement d’une agriculture de subsistance. On distingue au niveau de la commune deux types de pratiques culturales :

* Les cultures pluviales ;
* les cultures irriguées.

#### Les Cultures pluviales

Ce sont des cultures pratiquées pendant la saison des pluies.. Les principales spéculations cultivées sont : le mil, le sorgho, le niébé, le sésame, le gombo, le voandzou, l’arachide. Les exploitations étant de type familial, les travaux champêtres sont effectués par tous les bras valides, hommes et femmes de la famille et sous l’autorité du chef d’exploitation. Néanmoins les femmes disposent d’un lopin de terre qu’elles exploitent pour leur propre compte. Les modes d’accès à la terre sont l’héritage (avec un grand écart entre les hommes et les femmes), le don, les emprunts, le gage, la location et la vente.

Selon les données du service départemental de l’agriculture, en 2015 par exemple, les superficies cultivées de la commune de Kiéché sont estimées à 413.873 ha pour des superficies cultivables évaluées à 790.200 ha.

Le tableau ci-dessous présente la situation des productions céréalières au cours des 3 dernières années.

**Tableau 29: production céréalière**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Année** | | | | | | | | |
| Céréales | 2013 | | | 2014 | | | 2015 | | |
|  | Superf | Rend | Prod | Superf | Rend | Prod | Superf | Rend | Prod |
| Mil | 201.093 | 528 | 122.747 | 205.263 | 590 | 122.747 | 119.965 | 688 | 137.783 |
| Sorgho | 23.271 | 571 | 13.288 | 26.732 | 624 | 16.681 | 47.239 | 661 | 31.225 |
| Mais | 414 | 875 | 362 | 1032 | 668 | 691 | 431 | 715 | 308 |

Source : service départemental de l’agriculture de Dongondoutchi

Le tableau suivant présente les données des cultures de rente des trois dernières années.

**Tableau 30 : Production des cultures de rente**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Année** | | | | | | | | |
| Cultures de rentes | 2013 | | | 2014 | | | 2015 | | |
|  | Superf | Rend | Prod | Superf | Rend | Prod | Superf | Rend | Prod |
| Niébé | 27.099 | 347 | 9.403 | 162.212 | 312 | 50.610 | 132.621 | 385 | 51.059 |
| Arachide | 2.310 | 597 | 1.378 | 3.831 | 489 | 1.873 | 3.083 | 580 | 1.788 |
| Voandzou | 32.141 | 452 | 14.512 | 31.235 | 503 | 15.711 | 29.671 | 510 | 15.132 |

Source : service départemental de l’agriculture de Dongondoutchi

La commune de Kiéché est située dans une zone favorable à la pratique des cultures pluviales. Le cumul moyen annuel des dix dernières années est supérieur à 500 mm. Malgré l’abondance des pluies, les rendements agricoles restent faibles et ceci à cause de plusieurs facteurs : la pauvreté des sols, la mauvaise répartition des pluies dans l’espace et dans le temps, les fortes précipitations accompagnées d’inondations, l’arrêt brusque des pluies, la fréquence des ennemis de culture, l’absence de jachère et la rareté des terres liée à la poussée démographique**.** Cependant, **e**n dépit de la baisse généralisée de la fertilité des sols, en période de bonne pluviométrie comme 2016 qui a enregistré 814 mm par exemple, les récoltes sont importantes. Toutefois, en période de mauvaise répartition des pluies dans le temps et l’espace les récoltes baissent de façon drastique. A titre illustratif, au cours de la campagne hivernale de 2015, la commune a enregistré 14 villages déficitaires et vulnérables.

A ces contraintes, il faut ajouter l’insuffisance de l’encadrement, d’engrais, de semences sélectionnées, de matériels modernes de labours (2tracteurs dans la commune, dont un seul est destiné à la location en raison de 15 000 à 20 000 l’hectare). Aussi devant la poussée démographique et au regard de la modicité des moyens des producteurs, ainsi que la pauvreté du sol, des dispositions idoines doivent être prises pour intensifier les cultures irriguées.

**Les cultures irriguées**

Les cultures irriguées sont essentiellement pratiquées dans la vallée du Dallol Maouri.

Concernant les cultures irriguées, en 2015, la commune compte 23 sites aménagés qui sont des sites communautaires dont 17 opérationnels exploités par 687 exploitants dont 325 hommes et 362 femmes. La superficie ainsi emblavée est estimée à 64,75 hectares. Il existe également 26 jardins de survie dont chacun dispose d’une superficie de 625 m² accompagné d’une charrette asine et quelques petits matériels, d’un kit petit ruminant et d’une latrine. On note aussi la présence de nombreux sites individuels. Les spéculations sont : courges, laitue, oignon, pomme de terre, pastèque, carotte, poivron et piment, moringa, cannes à sucre.

Le tableau ci-dessous a été établi sur la base de 231 kilogrammes de céréales par personne et par an et la population pour un accroissement de 2,3 (taux d’accroissement naturel du département entre 2001-2012). Toutefois, à défaut de données sur les productions, les rendements des différentes cultures, sur le bilan céréalier et les superficies emblavées, on ne peut pas réaliser des analyses détaillées sur la sécurité alimentaire de la commune.

**Tableau N°31 : Estimation des besoins alimentaires de pour les 6 années (2015-2020)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Années | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Population | 52.969 | 54.399 | 55.868 | 57.376 | 58.925 | 60.516 |
| besoin  alimentaire (en tonnes) | 12.236 | 12.566 | 12.906 | 13.254 | 13.612 | 13.979 |

**L’arboriculture fruitière :**

L’arboriculture fruitière est pratiquée dans la vallée du Dallol autour des mares et des puisards. Les espèces les plus cultivées sont les manguiers et les agrumes.

**Infrastructures agricoles**

En 2015, la commune compte 60 banques céréalières dont 20 sont fonctionnelles. (voir tableau des BC en annexe).

On constate que certains villages ont bénéficie de plusieurs BC provenant de partenaires divers d’où la duplication des actions en lieu et place de la synergie. Les structures de gestion n’ont pas été dans leur totalité opérationnelles. Par exemple, le village de a bénéficié à lui seul de 6 Banques Céréalières financées par 4 partenaires dont seulement sont opérationnelles à la date des enquêtes.

**Tableau N°32 : Situation des boutiques d’intrants agricoles de la commune**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Village | Nbre | Etat | Fonctionnel |
|  | 1 | Bon | Non |
| Tombo Gatoua | 1 | Bon | Oui |
| Bakin Tapki | 2 | Mauvais | Non |
| Gazila | 2 | Bon | Oui |
| Kokorindo | 1 | Bon | Oui |
| Makéra 1 | 1 | Bon | Oui |
| Houmawa | 1 | Bon | Oui |
| Total | 9 |  |  |

Source : service de l’agriculture

**Tableau N°33 : Situation d’autres infrastructures agricoles**

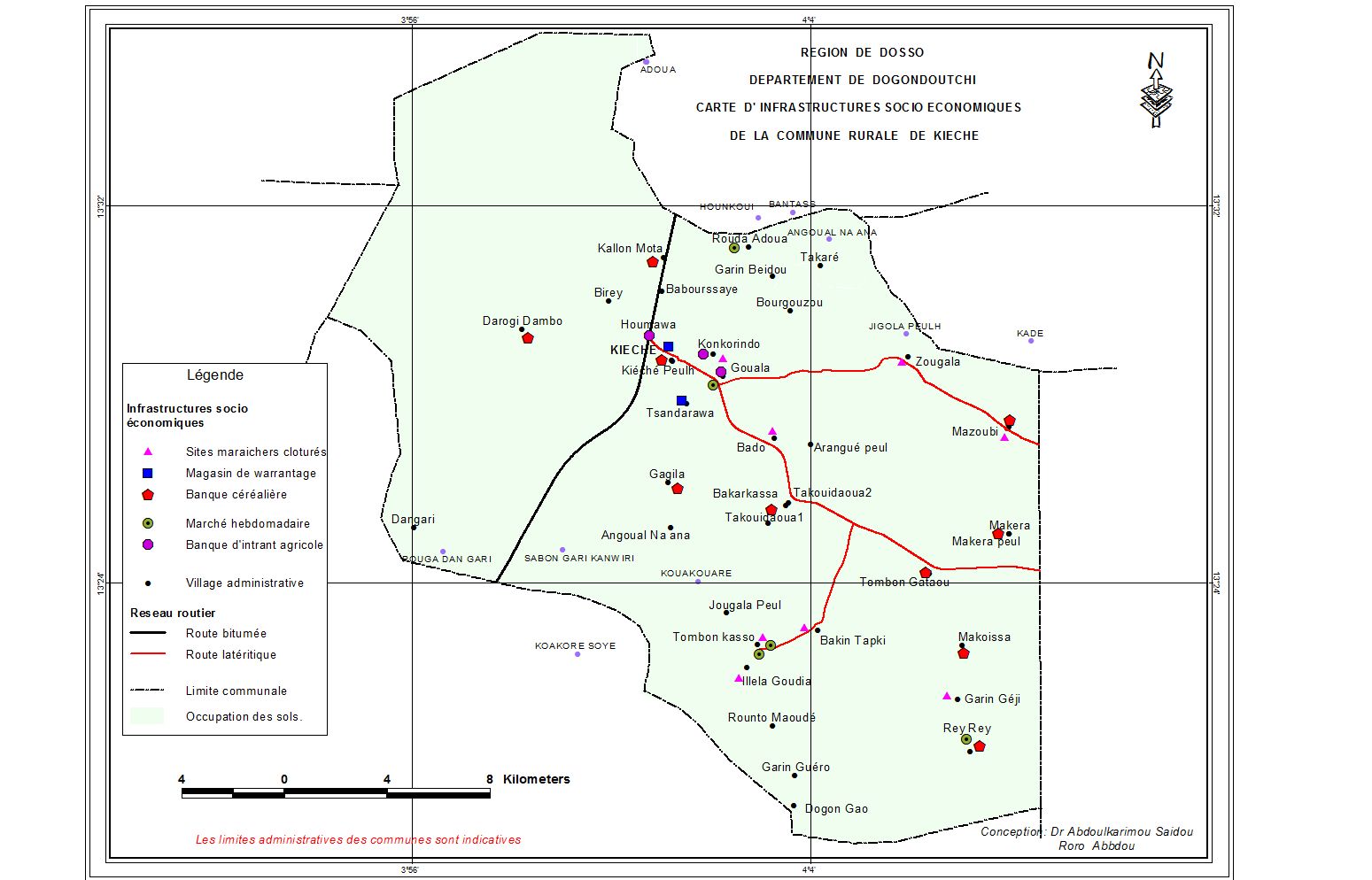
|  |  |
| --- | --- |
| **Infrastructures** | **Nombre** |
| Puits maraîchers | 284 |
| Magasin coopératif | 1 |
| Moto pompe | 70 |
| Sites maraîchers aménages | 23 |
| Magasin de warrantage | 6 (Bado, Tombon Gataou, Gazila, Gouala, Tsandarawa, Konkorindo) |

Source : diagnostic, 2013

En 2016, selon les données primaires collectés par les délégué villageois, la commune de compte 1 boutique coopérative (BCO), 4 banques d’intrants agricoles (BIA), 1 magasin de stockage et de conservation, 287 puits maraîchers, 2 banques d’aliment bétail situées à , Arangué Peul.

La carte ci-dessous présente la localisation géographique des infrastructures socio-économiques de la commune rurale de Kiéché.

Carte N°8 : Localisation des infrastructures socio-économiques

****

Source : Dr. Saidou Abdoulkarimou, consultant réactualisation PDC

### 3.3.2 Elevage

Le service communal de l’élevage ne dispose pas de données chiffrées sur les animaux de la commune. Nous nous sommes contentés des effectifs des animaux vaccinés au cours des trois dernières années. Le tableau ci-dessous donne les effectifs des animaux vaccinés entre 2013 et 2015.

**Tableau N°34 : Effectifs des animaux vaccinés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Cheptel** | 2013 | 2014 | 2015 |
| Bovins | 11.617 | 9.262 | 12.935 |
| Ovins | 82.214 | 7.494 | 9.318 |
| Caprins | 12.288 | 9.754 | 5.747 |

Source : Service communal de l’élevage de Kiéché

Selon les services de l’élevage, ces chiffres représentent 80% de l’effectif de ces animaux. Sur la base de cette hypothèse, en 2015, la commune de Kiéchécompte 15.522 bovins, 11.881 ovins et 6.896 caprins.

Bien que ces chiffres doivent être pris avec précaution, on constate que la commune dispose d’importantes ressources et potentialités pastorales dont l’exploitation et la bonne gestion contribuerait sans aucun doute à son développement. Ce secteur dispose d’opportunités à travers la présence d’un capital bétail, la disponibilité en sous-produits agricoles et la proximité du Nigeria pour le circuit de commercialisation des produits. Après l’agriculture, l’élevage de loin l’activité la plus importante pratiquée par les populations à la fois nomade et sédentaire.

De façon général l’élevage pratiqué par les populations est extensif et traditionnel. On distingue deux types d’élevage dans la commune : l’élevage extensif, intensif, semi-intensif et l’embouche. La plupart des éleveurs pratiquent la transhumance. Les femmes pratiquent l’élevage de type intensif (les petits ruminants, volailles). Les sous-produits d’origine animale, (lait, beurre, fromage) qu’elles produisent, procurent un complément alimentaire important et des revenus substantiels.

Des projets comme le PAMED, la croix rouge, Swissaid, Cadev, PPAO, PAC3, l’Etat appuient le secteur en distribuant des kit de chèvres aux femmes. Dans le cadre de cette opération les partenaires au développement 2.316 chèvres reparties comme suit : PAC3 (800 chèvres), PAMED 2 (280 chèvres), PPAO (151 chèvres), Croix rouge (630 chèvres), Swissaid (80), Cadev (155 chèvres), Etat du Niger (220 chèvres Il existe aussi de nombreux projets qui financent des activités d’embouches ovines.

En terme d’infrastructure, la commune dispose de deux parc de vaccination ( et Makéra Peul), de deux marchés à bétail situés à Gouala et Tombon Kasso, quatre puits pastoraux (Kwakware fada, Samguegue, Jougola Peul, Makéra Peul), deux couloirs de passage des animaux de dimensions internationales, de cinq enclaves pastorales balisées localisées (Samguégué, Makéra Peul, Tsallé) et d’autres non balisées (Jougala, Djougala Peulh, Gandabla et Tombon kasso). Ces enclaves connaissent une dégradation avancée due à la présence du Sida cordifolia. On note la présence de quatre mares où s’abreuvent les animaux dont une est permanente (Takouidawa1). Le tableau joint en annexe donnne la situation de l’état des ressources pastorales de la commune.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| IMG_2642  Village de Makéra Peul | IMG_2653  Aire pastorale de Makéra Peul | IMG_2648 (1)  Puits pastoral de Makéra Peul |

La plupart des aires pastorales et les couloirs de passage des animaux secondaires ne sont pas balisés et cela provoque chaque année un grignotage de ces espaces. Des conflits entre agriculteurs et éleveurs liés au non respect des couloirs de passage sont chaque année enregistrés. Fort heureusement, ces conflits sont bien gérés par les autorités coutumières et ne se dégénèrent pas en conflits violents et meurtriers.

Le secteur de l’élevage est confronté à des contraintes qui ont pour noms :

* Insuffisance de points d’eau pastoraux ;
* Insuffisance des aires de pâturages ;
* Insuffisance d’encadrement des éleveurs ;
* Présence de pathologies ;
* Risques de conflits agriculteurs et éleveurs,
* Insuffisance de parc de vaccination ;

### 3.3.3 Environnement

Les activités liées à l’environnement se limite à la pêche, à la cueillette et à l’exploitation du bois.

La seule mare empoissonnée se trouve à Jougala. Cette mare semi permanente grâce à la création d’un seuil d’épandage dans sa partie amont. La pêche est pratiquée par une centaine de pêcheurs réunion en groupement. Le service communal de l’environnement ne dispose pas de données sur les ressources halieutiques, sur les prises et sur le fonctionnement en général de cette activité.

Même si elle reste une activité timide, la cueillette est pratiquée par les villageois. Elle concerne l’exploitation des fruits de quelques espèces arborées et arbustives comme le Balanites aegyptiaca, le Ziziphus mauritania, l’acacia albida et l’acacia nilotica, annona senegal.

Lors des enquêtes, nous avons identifié dans le Dallol quelques paysans qui exploitent des peuplements d’Hypheane thaibeca. La vente des fruits semble leur procurer des revenus importants.

De façon générale, il n’existe de données chiffrées sur les ressources tirées des activités de cueillette.

Le PAC3 a mis en place la RNA dans 12 villages de la commune. 444 pratiquants ont été identifiés pour une superficie de 2.732 ha.

Il n’existe pas de massif forestier dans la commune de Kiéché. De ce fait, il n’existe aucun marché rural de bois pouvant procurer des revenus aux populations. Pour se procurer du bois de chauffe, les populations exploitent de façon abusive les arbres qu’ils trouvent dans leurs champs ou ceux d’autrui.

Des actions de protection et de régénération de l’environnement sont menées dans des villages. C’est ainsi 50 ha de terres dégradées (demi-lunes) ont été récupérées dans les villages de Tombon Gataou. Des fixations de dunes ont été réalisées à l’aide palissades sur le site de Courssou (Takouidawa). Des actions de traitement biologique ont été également effectuées à travers la plantation de 8.333 plants forestiers. Avec l’appui du projet PAMEDII, des actions d’agroforestérie ont été conduites dans 5 villages conduisant à la plantation de 10.000 plants forestiers. La production des plants forestiers est menée dans les villages de Gouala et Takouidawa par des pépiniéristes locaux formés par les agents de l’environnement.

### 3.3.4 Commerce et transport

Le commerce est une activité pratiquée par toutes les communautés. Il est dominé par son caractère informel. La commune dispose de six marchés hebdomadaires : Gouala, Tombon Kasso, Rey-Rey, Tombon Gataou, Rouda Adoua, Mazoubi . La commune partage sa frontière avec le Nigéria, ce qui facilite et développe le commerce transfrontalier. Les céréales et le bétail constituent les principaux produits d’échange entre les populations de la commune de Kiéché et celles du Nigeria. Les produits manufacturés et de premières nécessités sont vendus dans tous les villages par des tabliers ou boutiquiers. Sur les marchés hebdomadaires, on trouve une diversité des biens produits localement ou importés. Il s’agit entre autre : de l’huile d’arachide, du beurre, de beignets, du savon, du sel, et la petite restauration.

Sur le plan du transport, la commune est relativement bien desservie. Elle est traversée par la RN1 sur 17 km. En plus de cette route bitumée, il existe des routes secondaires, latéritiques, qui relient certains villages reculés au chef lieu de la commune. C’est ainsi qu’on note la présence de trois axes principaux desservie par la route latéritique. Il s’agit : de l’axe Houmawa--Gouala-Bado-Bakarkassa-Tombon Gataou-Frontière Nigéria (22 km), de l’axe Gouala-Jougala-Mazoubi-Frontière Nigéria (13 km) et de l’axe Bankoyam-Bakin Tapki-Tombon Kasso (8 km). La commune totalise 43 km de route latéritique.

Malgré l’existence de ces pistes certaines parties de la commune restent enclavées. Les parties Nord-est (Bourgouzou, Takaré, Angoual Na Anna, Rouda Adoua et Garin Beidou), Ouest (Darogi Dambo, Dangari), Sud-est (Makoissa, Garin Geji et Rey-Rey) et Sud (Rounto Maoudé, Garin Guéro, Dogon Gao) sont mal desservies.

Il existe également des pistes sablonneuses sur lesquelles le transport est assuré par les charrettes, les motos et autres véhicules plus ou moins vétustes.

Il a été noté pendant l’enquête : 546 charrettes bovines, 55 charrettes asines, 179 motos et 26 voitures dans la commune qui constituent le parc roulant pour les populations.

Les contraintes liées au commerce et au transport sont :

* Le manque de financement du petit commerce
* L’enclavement de certaines localités (villages des plateaux et de la zone dunaire)
* Les difficultés d’accès aux marchés, aux infrastructures sanitaires, scolaires et à certains services.

### 3.3.5 Communication

En matière de Médias, la commune est couverte par la radio nationale (voix du sahel sur FM). A cela s’ajoute la couverture télévisuelle nationale et certaines stations privées (Dallol) et certaines chaînes internationales (Sokoto) par le biais des antennes paraboliques. La radio nationale et RFI sont captées à travers la radio privée Dallol.

En outre, dans le domaine de la télécommunication la desserte en téléphonies mobiles est assurée par les compagnies telles qu’AIRTEL, ORANGE, MOOV ET SAHELCOM. Dans la commune, il n’existe pas de professions libérales à proprement parler.

Les enquêtes ont permis de dénombrer 3502 détenteurs de téléphonie mobile.

### 3.3.6 Artisanat et petits métiers

Même s’il reste du domaine de l’informel, l’artisanat est pratiqué dans tous les villages et par de nombreux chef de ménage. Il n’existe pas de données statistiques sur l’artisanat dans la commune de Kiéché.

La collecte des données primaires nous a permis de dresser le tableau ci-dessous. Ce tableau donne des indications sur le nombre d’artisans et de petits métiers pratiqués dans la commune.

L’artisanat est financé par des partenaires comme le Pamed, Cadev, les amis , SAAD Gangami. Ce secteur a besoin d’appuis financiers et matériel.

**Tableau N°35  : Situation des artisans et petits métiers**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Petits métiers dans la commune de** | | | | | |
|  | **Artisans Réparateurs** | **Guérisseurs** | **Garagistes** | **Vulcanisateurs** | **Maçons** | **Menuisiers bois et métallique** |
| Total | 42 | 84 | 25 | 28 | 157 | 27 |
|  | **Coiffeurs** | **Tresseuses** | **Bûcherons** | **Cireurs** | **Cordonniers** | **Bouchers** |
| Total | 126 | 261 | 35 | 51 | 28 | 118 |

### 3.3.7. Mine, carrières et énergie

La commune de Kiéché dispose d’une carrière de latérite. Pour l’énergie domestique, le bois de chauffe reste l’élément essentiel. Une promotion de gaz et du charbon minéral trouve toute sa place dans cette contrée. Toutefois, seul le village de bénéficié d’un réseau électrique moderne. Cependant, des particuliers utilisent des groupes électrogènes et des panneaux solaires.

## 3.4 Organisation et fonctionnement de la commune

### 3.4.1 Organisation politico-administrative

Créée par la loi N°2002-14 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant leur chef-lieu, la commune rurale de est dirigée par le Maire, chef de l’exécutif communal et président du conseil municipal. Le Maire est assisté d’un adjoint qui bénéficie d’une délégation de pouvoir de sa part consacré par une note de service.

Le conseil municipal est composé de quinze (15) membres :

* Treize (13) élus dont deux (2) femmes et onze (11) hommes,
* Deux (2) membres de droit (le chef de canton de l’Arewa et le chef de groupement Peulh) ;

Le niveau d’instruction de ces conseillers élus se présente comme suit :

Deux illettrés, un lettré en arabe, deux de niveau élémentaire, trois de niveau secondaire, cinq de niveau Bac et plus.

### 3.4.2 Organisation institutionnelle

L’instance suprême de la commune reste le conseil municipal qui gère par délibération les affaires de la commune que le Maire exécute. Le conseil municipal est appuyé par trois (3) commissions spécialisées que sont : finance, développement rural et affaires sociales. Ces commissions disposant chacune d’un cahier de charge. Les conseillers élus ont besoin de renforcement de capacités dans les domaines suivants : Rôles et responsabilité du conseiller, processus d’élaboration du budget, gestion du foncier par la municipalité, prévention et gestion des conflits, leadership et gestion des collectivités, etc.

### 3.4.3 Gouvernance

Le PAMED II évalue chaque année la performance en gouvernance des communes de sa zone d’intervention. Pour la commune de Kiéché, les taux de gouvernance sont respectivement de 81% en 2013, 89% en 2014 et 89% en 2015. Au regard de cette évaluation, on peut affirmer que cette commune fait parti des communes les mieux gérées de la région de Dosso.

### 3.4.4 Les ressources humaines, matérielles et financières de la commune

#### 3.4.4.1 Les ressources humaines

La commune rurale de Kiéché compte 13 agents toutes catégories confondues. La situation du personnel de la commune se présente comme suit :

**Tableau N°36 : Situation du personnel de la commune** **rurale de Kiéché**

|  |  |
| --- | --- |
| **Poste** | **Profil/niveau** |
| 1. Maire | Chargé d’enseignement |
| 2. Adjoint au Maire | Enseignant |
| 3. Secrétaire général/Secrétaire permanant COFOCOM | Sociologue |
| 4. Receveur municipal | Contrôleur du trésor |
| 5. Secrétaire municipal | Enseignant |
| 6. Secrétaire | Dactylographe |
| 7. Agent d’état civil (2) | Niveau secondaire |
| 8. Chauffeurs (2) | Illettrés |
| 9. Gardien | Elémentaire |
| 10. Manœuvre (CSI) | Illettré |
| 11. Planton /manœuvre | Alphabétisé |
| 12.Agent technique intercommunal | Bac+3 ans |

Le service de l’agent technique intercommunal est partagé entre deux communes ( et Dogon Kiria). La commune dispose d’un organigramme.

#### 3.4.4.2 Les ressources matérielles

La liste du matériel dont dispose la commune est jointe en annexe. La lecture de cette liste nous permet d’affirmer que la commune est bien dotée en matériels informatiques et de bureau nécessaires à l’accomplissement de ses missions.

Pour le matériel roulant la commune possède de 4 motos mais ne dispose pas de véhicule.

#### 3.4.4.3 Les ressources financières de la commune

Le tableau ci-dessous donne la situation des ressources financières de la commune de 2012 à 2017. A la lecture de ce tableau, on constate qu’il existe un écart très important entre les prévisions et les réalisations financières. Les taux de recouvrement restent faibles. Ils varient de 50 à 39%. En 2015 par exemple, sur une prévision de 56.166.224 F, seulement 21.681.495 F soit 39% ont été recouvrés. En réalité, plus de 90% des recettes de la commune sont consacrées au paiement des salaires et au fonctionnement des structures communales.

Le financement des actions de développement est assuré en grande partie par les projets de développement. A titre illustratif, le financement des investissements par les projets de développement s’élevait en 2015 à 98.895.985 F Le PAMED II, Swissaid, le PAC3, la croix rouge, CADEV, le PASEL, le PAQUE2, CBM, Lux-dev, le PHVP, World Vision, le HKI sont les principaux projets qui financent le développement de la commune. La subvention de l’Etat en 2015 est de 5.000.000 F. L’exploitation de la carrière communale a permis le recouvrement de 2.000.000 en 2015.

Les ressortissants apportent des appuis matériels non négligeables à la commune. Les populations, la coopération décentralisée, le secteur privé n’apportent pratiquement rien au budget communal. Ces chiffres montrent bien la précarité des ressources financières de la commune qui dépendent en grande partie des partenaires extérieurs. De ce fait, des efforts doivent être fournis par la commune pour améliorer ces taux de recouvrement.

**Tableau N°37  : Budget de la commune (6 dernières années)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** |
| Prévisions | 36.854.650 | 42.487.027 | 45.800.954 | 56.166.224 | 46.335.542 | 60.757.680 |
| Réalisations | 18.422.590 | 18.448.375 | 18.416.892 | 21.681.495 | ND | ND |
| Taux de recouvrement | 50% | 43,42% | 40,21% | 39% | ND | ND |
| Contribution des projets et ONG | ND | ND | 33.729.145 | 202.598.527 |  |  |
| Subvention de l’Etat |  |  |  | 5.000.000 |  |  |
| Contribution des populations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## 3.5 Problématique de développement de la Commune

C’est lors des ateliers zonaux et de synthèse que les résultats des diagnostics participatifs thématiques ont été discutés et validés par les représentants de toutes les couches sociales de la commune.

Ces ateliers qui ont enregistré la participation des représentants des agriculteurs, des éleveurs, de la chefferie traditionnelle, des jeunes, des femmes, des délégués villageois ayant collectés les données primaires ont permis de dégager les potentialités mais aussi les contraintes qui entravent le développement de la commune rurale de Kiéché .

|  |  |
| --- | --- |
| IMG_2763 (1)  Madame la maire (à gauche) lors de l’atelier zonal de Bakin Tapki | IMG_2781 (1)  Des participants à l’atelier zonal de |

Le problème central de la commune est la dégradation des conditions de vie des populations. Ce problème central s’explique par quatre problèmes majeurs pour lesquelles des solutions durables doivent être trouvées :

* Une dégradation accélérée du potentiel productif ;
* Une insécurité alimentaire de plus en plus chronique ;
* Une dégradation des conditions socio-économiques des populations ;
* Des besoins en service sociaux de base insuffisamment couverts.

Les contraintes au développement de la commune de peuvent être résumées comme suit :

**Secteur de l’agriculture**

* Faible utilisation des semences améliorées
* Retard dans la livraison des semences par l’Etat
* Problème d’accès à l’engrais (retard dans la livraison)
* Rareté des terres de culture liées à la pression démographique
* Inaccessibilité des terres de culture aux femmes (même pour les cultures de case)
* Erosion éolienne et hydrique
* Ravinement des terres de culture et formation des koris par l’érosion éolienne et hydrique
* Glacification des terres de culture
* Ensablement des mares
* Inondation des champs à cause de ravinement
* Lessivage des sols (sols sablonneux)
* Descente précoce des animaux et dégâts champêtres
* Attaques parasitaires (ennemis des cultures)
* Insuffisance des pluies liées aux changements climatiques
* Difficultés d’accès aux engrais
* Insuffisance de matériels agricoles
* Problème d’écoulement des produits maraîchers
* Aménagement des sites inachevés
* Manque de clôture pour de nombreux sites irrigables
* Insuffisance de moyen d’exhaure et pénibilité de travail
* Insuffisance d’encadrement et de formation des producteurs
* Déficit céréalier (insuffisance des productions)
* Insuffisance de produits phytosanitaires
* Insuffisance de moyens de transport (fumier)
* Insuffisance des puits maraîchers
* Insuffisance de charrues
* Tarissement de certains puits maraîchers
* Prolifération du striga dans les champs

**Secteur de l’élevage**

* Insuffisance des espaces pastoraux et du pâturage
* Prolifération des plantes envahissantes non appétées (sida cordifolia)
* Insuffisance des Banque d’aliments bétails
* Insuffisance de points d’eau pastoraux
* Tarissement précoce des mares
* Manque de couloirs pour accéder à certains points d’eau (mares)
* Occupation des couloirs de passage par les agriculteurs
* Epizootie dont l’avortement des animaux
* Insuffisance de compléments alimentaires
* Insuffisance du personnel d’encadrement
* Manque de fonds pour la pratique de l’embouche
* Manque de boutique zootechnique
* Puits en construction inachevée dans l’aire de pâturage (samguegue)
* Insuffisance des vaches issue de races de qualité
* Maladies aviaires (poulets, pintades)

**Secteur de l’environnement**

* Ravinement des terres de culture et formation de koris
* Ensablement des mares
* Glacification des terres des plateaux et des versants
* Disparition des peuplements de gao (acacia albida)
* Lessivage des terres sablonneuses
* Insuffisance d’arbres dans les champs
* Coupe illégale et abusive des arbres dans les champs
* Insuffisance de bois de feu
* Manque de formation sur les techniques de saignées (gomme arabique)
* Insuffisance des comités de gestion et de surveillance de l’environnement
* Insuffisance de la plantation des espèces forestières à valeur économique et médicinale
* Démotivation des pépiniéristes
* Prolifération des déchets plastics

**Secteur de l’hydraulique**

* Insuffisance des forages
* Insuffisance des puits cimentés
* De nombreux forages en panne
* Tarissement de puits
* Mauvaise qualité de l’eau de certains puits
* Manque de protection et d’aménagement de surface de puits
* Manque de portiques
* Manque de points de vente de pièces de rechange des forages
* Endommagement des canaux de conduite (Takouidaoua)
* Insuffisance d’équipement en matière d’hygiène et d’assainissement
* Risque d’effondrement des puits suite aux attaques des termites (Takaré).
* Formation de flaques d’eau dans les villages
* Puits menacé par un kori (Mazoubi)

**Secteur de l’éducation**

* Prédominance des classes en paillote
* Construction de classes inachevées dans certains villages
* Insuffisance de classes
* Insuffisance et mauvais état de tables-bancs
* Insuffisance et éloignement des CEG
* Insuffisance d’enseignants en quantité et en qualité
* Problèmes liés à la qualité de l’enseignement
* Insuffisance des manuels et équipements scolaires
* Manque de clôture aux écoles
* Manque d’eau potable dans les écoles
* Insuffisance de formation dans la gestion des COGES
* Dégradation des salles de classes
* Insuffisance de latrines scolaires
* Insuffisance des centres d’alphabétisation
* Mariage précoce des élèves filles
* Non délimitation des cours de certaines écoles
* Insuffisance des centres d’alphabétisation pour femmes
* Matériel didactique insuffisant et livré en retard
* Manque de motivation des enseignants
* Insuffisance de points d’eau dans les écoles
* Insuffisance du suivi des enseignants par leur supérieur hiérarchique
* Manque de service d’inspection dans la commune
* Insuffisance des écoles franco-arabes
* Manque de collège franco-arabe dans la commune
* Insuffisance de formation des CGDES
* Insuffisance de l’implication des CGDES dans la gestion des écoles
* Insuffisance de la formation des enseignants en général et dans le domaine de l’hygiène
* Manque de boite à pharmacie dans les écoles
* Taux élevé d’abandon des élèves filles (niveau secondaire)
* Grossesses non désirées des jeunes filles scolarisées

**Secteur de la santé**

* Insuffisance des médicaments dans les centres de santé
* Insuffisance de dépôts pharmaceutiques
* Eloignement des centres de santé
* Manque de case de santé dans de nombreux villages (ex 2 cases de santé pour la zone dunaire)
* Insuffisance de sensibilisation et d’information des populations sur les problèmes de santé et d’hygiène
* Insuffisance du personnel de santé
* Manque de chauffeur pour le véhicule de liaison
* Fréquence élevée du paludisme
* Manque de suivi des relais communautaires
* Problèmes liés à la gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans
* Manque de clôture pour les cases de santé
* Problème d’évacuation des malades liés à Insuffisance d’ambulance
* Manque de suivi pour les COGES
* Insuffisance de salles d’hospitalisation
* Insuffisance de points d’eau dans les centres de santé
* Manque de latrine dans les cases de santé
* Mauvais état de certaines cases de santé
* Rupture fréquente de médicaments
* Insuffisance de renforcement des capacités des matrones
* Manque de médecin dans la commune
* Manque de logement pour les agents de santé
* Manque d’électricité dans les centres de santé
* Manque de motivation du personnel soignant
* Problème de qualité du personnel soignant

**Secteur de la pêche**

* Eau très trouble qui empêche le développement de certaines espèces de poisson
* Débordement des mares qui emporte le poisson et inondation des champs
* Ensablement de la mare de Jougala
* Insuffisance de formation des pêcheurs
* Insuffisance d’équipements pour les pêcheurs
* Disparition de certaines espèces de poissons

D’autres contraintes majeures nées de la variabilité et du changement climatique constituent un handicap sérieux au développement socioéconomique et humain de la commune.

**La commune rurale de Kiéché face aux défis de la variabilité et du changement climatique**

Le climat de la commune rurale de Kiéché est de type sahélo soudanien marqué par :

* une saison sèche et chaude (Mars à Juin),
* une saison sèche froide (Décembre à Février),
* une saison des pluies (Juillet à Septembre). La commune est située entre les isohyètes 350 et 450 mm.

Les températures sont variables avec des minimas observés en Décembre et Janvier tandis que les températures les plus élevées tournent autour de 45°C à l’ombre (Avril –

Mai).

Par manque de données météorologiques en pluviosité, températures et vents d’une longue série, ce sont celles de la station de Doutchi qui seront utilisées. Cette station présente des caractéristiques géographiques et météorologiques très proches de la zone d’étude

1. **Pluviométrie**
   1. **Test de détection de ruptures et tendances dans les données**

Pour vérifier l’existence d’éventuels sauts de moyenne et d’éventuelles tendances linéaires dans les données, deux tests statistiques ont été appliqués aux données de la station synoptique de Doutchi ayant une longue série d’observations. Le test de Pettitt (1979) qui permet la détection de sauts des moyennes, et le test de Mann-Kendall qui, lui, permet d’examiner l’existence d’une tendance linéaire significative (à la hausse ou à la baisse) sur une série chronologique.

Après l’application de méthode de Pettitt, aucune rupture significative n’est détectée à la station de Doutchi pour la période 1961-2012(Figure N°1). Ainsi, on peut toutefois dire que la série est homogène avec une moyenne unique **de 506,92 mm** de pluie.

***Figure N°1: Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques moyens de 1961 à 2012 à Kiéché***

En effet, le test de Man-Kendall a ressorti une tendance des pluies légèrement en hausse à la station de Kiéché (Figure N°1).

* 1. **Evolution interannuelle de la pluviométrie**

L’anomalie standardisée moyenne (Indice de Lamb) de pluie à Kiéché montre une tendance linéaire légèrement en hausse mais non significative (figure N°2) et une alternance rapprochée entre années humides et années sèches sur l’ensemble de la série d’étude. Mais toutefois, la moyenne mobile quinquennale (pas de 5 ans) met en évidence une reprise relative de la pluviométrie à partir des années 2000 (Figure N°2).

***Figure N°2: Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques selon la méthode de***

***Lamb (1982) de 1961à 2012à la Station de Kiéché***

L’analyse de l’évolution interannuelle (Figure N°2) des pluies montre une forte variabilité interannuelle sur toute la période 1961-2012 avec une certaine reprise des précipitations relativement au-dessus de la moyenne (**506,92 mm)** depuis 2000 à aujourd’hui.

***Le risque et/ou opportunité climatique identifié*:**

* A part une alternance rapprochée entre années humides et années sèches (1/3 est sèche) qui rend difficile la planification agricole, on observe un retour à la pluviométrie normale à partir de l’année 2000. Ce qui, du coup, constitue une opportunité climatique pour les paysans dans cette zone sahelo- soudanienne..
  1. **Analyse des paramètres de la campagne agricole**
* **Le nombre de jour de pluie (NJP)**

La figure N°3 montre l’évolution des jours de pluies sur la série 1961\_2008 à la station de Kiéché. Ainsi, après avoir passé le test de Pettitt sur cette série, on découvre une rupture à la hausse des moyennes de NJP se caractérisant par un changement positif de pratiquement 22 jours de pluies à partir de 1970 (Figure N°3).

***Figure N°3: Evolution du nombre de jour de pluie à la station de Kiéché de 1961\_2008***

***Figure N°4: Tendance générale du nombre de jour de pluie à la station de Kiéché de 1961\_2008***

L’analyse de la figure N°4 laisse entrevoir une tendance générale fortement en hausse de ce paramètre avec une forte variabilité interannuelle de NJP dans cette zone.

* ***Risque et ou opportunité climatique identifié:***

L’augmentation des jours des pluies engendre beaucoup d’inondation accompagnée des pertes en biens matériels, pertes de récoltes, pertes d’habitats et dans une certaine mesure pertes en vies humaines.

* **Températures**
  1. **Test de détection de ruptures et tendances dans les données**

Après avoir passé le test de Pettitt sur la série de données de températures (1971\_ 2012), on découvre une rupture à la hausse des moyennes T maxi (Figure N°5) et T mini (Figure N°). L’évolution des T maxi se caractérise par un changement des moyennes à la hausse de 0,8°C depuis 1995 pour se maintenir avec une moyenne de **35,89 °C.**

***Figure N°5: Evolution des températures maximales moyennes à Kiéché de 1971\_2012***

***Figure N°6: Evolution des températures minimales moyennes àKiéché de 1971\_2012***

Pour les T mini une rupture à la hausse de 0,70°C depuis 1981 a été décelée (Figure N°6) avec une moyenne annuelle qui tourne autour de 21,9 °C.

* 1. **Tendances et variabilité des températures minimales et maximales observées**

Les observations générales des températures maximales dans la zone d’étude montrent une variabilité interannuelle certaine (Figure N°7) de températures enregistrées tout au long de la série (1971-2008).

***Figure N°7: Evolution interannuelle des écarts à la moyenne des températures maximales de Kiéché sur la série 1971 à 2008.***

L’analyse de Figure N°7 laisse entrevoir trois (3) périodes distinctes sur toute la série d’étude. En effet, de 1971 à 1980 la température maximale de l’air a connu une période moins chaude de 10 ans .Ensuite suit une autre période caractérisée par une variabilité interannuelle entre années caniculaires et années moins chaudes. En fin depuis 1994, on enregistre successivement des années très chaudes à la station de Kiéché. Ainsi, il faut signaler que la tendance générale est fortement à la hausse sur toute la série d’étude.

***Valeur suspecte ou aberrante dans la série***

***Figure N°8 : Evolution interannuelle des écarts à la moyenne des températures minimales à Kiéché sur la série 1971 à 2008.***

L’évolution des T mini, montre une tendance en hausse sur l’ensemble de la série observée. Ainsi, depuis les années 2000, les températures minimales ne font qu’augmenter jusqu’à nos jours comme le montre la courbe de moyennes mobiles à pas de 5 ans sur la figure N°8. L’année 1995 est exceptionnellement moins chaude dans la zone d’étude.

***Les risques climatiques identifiés sont :***

* ***Une hausse sans équivoque des températures maximales et minimales dans la zone d’étude. Ce qui corrobore les études du GIEC sur le réchauffement global de la planète dans son dernier rapport de 2013, affirme qu’il est pratiquement certain que, dans la plupart des régions continentales, les extrêmes chauds seront plus nombreux et les extrêmes froids moins nombreux aux échelles quotidienne et saisonnière, à mesure que la température moyenne du globe augmentera.***
* ***Développement des maladies climato-sensibles***
* ***Une forte demande en eau de boisson***
* ***Une perte des cultures irrésistibles à la forte chaleur.***

### Les vents

Les principaux vents sont :

· L'harmattan très sec, souffle d'Est au Nord-est, à l'Ouest ou au Nord-Ouest ;

· La mousson, vent chargé d'humidité véhicule les pluies, souffle du Sud-ouest au Nord-est.

L'insolation atteint ses valeurs maximales pendant les mois d'octobre et novembre d'une part et les mois de mai et juin d'autre part. Les valeurs minimales sont atteintes au mois d'août.

L’application du test de Pettit sur la série des vitesses du vent de la station de Kiéché a fait ressortir que la série présente une rupture significative qui se caractérise par une hausse moyenne de la vitesse du vent en1977 de 0,84 m/s.

* **Tendances et variabilité des vitesses du vent observées**
  1. **Evolution mensuelle de vitesses du vent**

La Figure N°9 illustre l’évolution mensuelle des vitesses moyennes du vent au niveau de la station *de Kiéché* de 1961 à 2010. Ainsi les mois les plus venteux à Kiéché sont ceux de décembre, janvier, février, mars, juin et juillet tous avec une vitesse supérieure à la moyenne générale (**2,8m/s**) de la série.

## h) Moyenne annuelle de Vent

Le test de Pettit effectué sur les données de vent moyen de la zone de la commune (Figure 10), montre une rupture significative dans la série chronologique. Cette rupture se caractérise par une hausse moyenne de la vitesse du vent en1989 de 0,7 m/s.

Figure 10 : Evolution de la moyenne annuelle de vent à 10m au dessus du sol dans la zone

L’anomalie standardisée montre une tendance très significative à la hausse du vent moyen entre 1960 et 2010 (Figure 11). La comparaison de la normale 1981\_2010 par rapport à la normale 1961\_1990 montre une hausse de 0,5m/s. Une très forte variabilité décennale est remarquée depuis la décennie 80. Entre la décennie 60 et la décennie 2000 le vent moyen a augmenté de 0.9m/s.

Il est important de préciser que les données de vent analysées, sont des données enregistrées à 10 m au dessus du sol.

Figure 11 : Evolution du vent moyen et la moyenne décennale dans la zone

L’anomalie standardisée de vent maximal de la zone montre une tendance significative à la hausse. Tous les vents maximum de la décennie 90 et 2000 sont au dessus de la normale 1961\_1990. L’analyse décennale des vents maximums montre clairement que depuis la décennie 80 le vent maximal a augmenté en continu. Entre la décennie 60 et la décennie 2000 le vent maximal a augmenté en moyenne de 2.9 m/s (Figure 12).

Figure 12 : Evolution des vitesses des vents dans la zone

Il faut aussi ajouter que la vitesse moyenne la plus élevée s’observe en janvier (3,2m/s). Ce qui coïncide à la période la plus froide dans la zone d’étude.

***Les risques climatiques identifiés sont :***

* ***une hausse de vitesses du vent annuelle et mensuelle***
* ***Fréquence des vents violents engendrant des dégâts sur la végétation de la zone***

CONCLUSION

L’étude des données climatiques a permis d’identifier un ensemble de menaces climatiques qu’on peut décliner comme suit :

1. la hausse de la quantité maximale tombée en un jour donc l’augmentation des risques d’inondations.
2. une forte variabilité inter décennale de la pluviométrie
3. hausse sans équivoque des températures ;
4. hausse des besoins en eau pendant la saison chaude et la saison froide qui est la période de démarrage des activités maraîchères
5. l’augmentation du nombre de jours de pluie.
6. une dégradation de la qualité de la saison des pluies
7. une hausse des vents devenant de plus en plus violents

D’ores et déjà ces menaces impactent négativement les productions entrainant de lourdes conséquences pour les économies de la zone essentiellement fondées sur l’exploitation des ressources naturelles locales fortement sensibles au climat et à ses variations.

## Les tendances climatiques projetées

L’analyse des données climatiques montrent un retour à des meilleures conditions des précipitations à partir de 2000 et une hausse progressive des températures. Cependant les tendances climatiques, à travers l’utilisation des modèles climatiques et des scénarii des changements climatiques, donnent les résultats suivants : Pour l’horizon 2025 : les précipitations vont baisser (-6%) par rapport à la normale et les températures seront en légère augmentation avec (T)= 0,72°C ;

Pour l’horizon 2050 : les précipitations vont continuer de baisser jusqu’à -13,6% par rapport à la normale et les températures seront en légère augmentation avec (T)= 1,41°C.

La tendance est persistante et laisse entrevoir des changements climatiques probables.

### Projection sur l’évolution de la pluviométrie

La pluviométrie connaîtra une diminution relativement forte correspondant à -6% en 2025 et à -13,6% en 2050. Au cours de la période 1961-2012 la pluviométrie moyenne enregistrée au niveau de la commune rurale de Kiéché est de 816,92 mm. Ainsi, selon les projetions on aura :

* une pluviométrie moyenne de 767,90 mm en 2025 soit une diminution de 39,01 mm ;
* une pluviométrie moyenne de 697,17 mm en 2050 soit une diminution de 109,74.

La diminution de la pluviométrie sera doublée d’une très forte variabilité inter-annuelle et saisonnière.

### Projection sur l’évolution de la température

Les projections donnent sur l’ensemble du territoire, une augmentation des températures moyennes de 0,72 à l’horizon 2025 et de 1,41°C à l’horizon 2050. Au cours de la période 1971-2012, les températures moyennes mensuelles (maximales et minimales) enregistrées au niveau de la commune rurale de Kiéché sont les suivantes :

* 35,49°C pour la moyenne mensuelle des températures maximales ;
* 21,54°C pour la moyenne mensuelle des températures minimales.

Ainsi, selon les projetions on aura :

* pour les températures moyennes mensuelles maximales :
* une température moyenne mensuelle maximale  36,21°C en 2025 ;
* une température moyenne mensuelle maximale 36,90°C en 2050.
* pour les températures moyennes mensuelles minimales :
* une température moyenne mensuelle minimale 22,26°C en 2025 ;
* une température moyenne mensuelle minimale 22,95 °C en 2050.

L’augmentation de la température est accompagnée d’une variation saisonnière : les mois de décembre, janvier, août et septembre devenant nettement plus chauds que d’habitude.

Le maximum de l’humidité relative est atteint pendant le mois d’avril et le minimum au mois de février.

En effet, les projections des changements climatiques sur une période de 40 à 50 ans dans la commune rurale de Kiéché indiquent une péjoration des conditions climatiques actuelles qui se traduira par une aggravation des chocs climatiques sur les secteurs vulnérables. On notera en particulier :

Dans le domaine de l’agriculture, au niveau de la commune rurale de Kiéché, les cultures vivrières destinées à l’autoconsommation, portent sur le mil, le sorgho et le maïs. Les cultures les plus sensibles aux variations climatiques (la baisse de la pluviométrie combinée avec la hausse des températures) sont souvent les cultures saisonnières ou annuelles. Parmi ces cultures se trouvent particulièrement les céréales (mil, maïs et sorgho) qui constituent la base de l’alimentation de la population. Le mil, le sorgho, et le maïs sont particulièrement vulnérables à cause de leur forte sensibilité au stress hydrique surtout au stade de la floraison. Ainsi l’impact du déficit hydrique sur ces cultures dépend du stade du développement auquel il est intervenu et peut provoquer une diminution de la productivité.

Les conditions climatiques moyennes de production agricole devenant moins favorables, la moindre poche de sécheresse ou le moindre déficit pluviométrique engendrera fatalement un déficit céréalier qui s’accompagnera d’une flambée de prix. Il pourrait donc en résulter des crises alimentaires plus grandes et plus fréquentes, avec des répercutions graves sur l’économie de la commune (qui est essentiellement agropastorale), sur le milieu naturel et surtout sur les populations ne disposant pas d’autres sources de revenu.

Une étude réalisée par Sarr et al. (2007) et AGRHYMET, (2009) montre que les rendements des cultures comme le mil/sorgho vont baisser de plus de 10% dans le cas de l’augmentation des températures de + 2°C et de variations peu significatives des précipitations à l’horizon 2050. Une hausse de + 3 °C engendrera une baisse de rendements agricoles de l’ordre de 15 à 25 %.

Les perturbations climatiques prévues vers l’an 2050 pourront avoir un effet sur le rendement et réduire la production de 10 à 25% selon que ces modifications interviennent au stade végétatif normal ou au stade de la floraison. Cela est très important et pourrait conduire à une perte ou une baisse de la production de céréales et une hausse des prix de celles-ci s’en suivra.

Dans le domaine de l’élevage, l’impact de l’augmentation de la température et de la diminution de la pluviosité va se traduire par (i) une réduction drastique et la dégradation des pâturages, (ii) un déficit du bilan pastoral et alimentaire, (iii) et une aggravation des conditions d’abreuvement du bétail. Il en résultera une baisse de la productivité animale et un déficit d’approvisionnement sur l’ensemble des produits d’élevage. L’amplification de la rigueur du climat, l’augmentation de la fréquence des phénomènes extrêmes et leurs conséquences (sécheresse, inondation, etc.) risquent, comme lors des sécheresses/inondations des années 1972/73, 1983/84 et 2010/11 de causer d’importantes mortalités animales et de paupériser d’avantage de nombreux agropasteurs localisés dans la commune.

Les fortes températures et les faibles précipitations entrainent une forte évaporation et une faible infiltration. Ce qui aura pour conséquence une faible recharge des nappes. Dans ces conditions, la satisfaction des besoins en eau des populations, du bétail, et des cultures pourrait connaître d’énormes difficultés. La pratique des cultures irriguées qui permet de palier le déficit du bilan céréalier, souffrira particulièrement de l’insuffisance de la disponibilité de l’eau.

Sur les ressources fauniques et végétales,, les estimations montrent qu’aux horizons temporels retenus (2050), le potentiel de biomasse serait en nette régression. En effet, l’impact de ces prévisions climatiques se traduira aussi par la disparition de certaines espèces (végétales et fauniques) et la migration d’autres espèces vers les zones favorables.

#### Sur la santé humaine et animale, les phénomènes extrêmes tels que, la baisse et la forte variabilité de la pluviométrie, les températures extrêmes, seront à l’origine des maladies d’origines diverses (les infections respiratoires aigues, le paludisme, la méningite…).

En somme, la forte dépendance actuelle des populations vis-à-vis des ressources naturelles rend les activités économiques directement dépendantes des conditions climatiques. Par ailleurs, en raison de la surexploitation de ces ressources, les écosystèmes sont de plus en plus fragilisés. Ces deux (2) facteurs expliquent à eux seuls la vulnérabilité de la commune dans un contexte d’insécurité climatique.

L'accroissement de la population, l'augmentation et la diversification de ses besoins, la péjoration climatique, les difficultés d'intensification de la production ainsi que la pression autour des ressources de la commune, ont contribué à installer la population dans une pauvreté chronique.Les femmes sont les couches les plus vulnérables. Ells sont confrontées à des déficits alimentaires récurrents les rendant plus vulnérables et plus dépendantes des ressources naturelles. Les populations développent alors des stratégies de survie dont l'exploitation abusive des ressources disponibles afin d'assurer leur sécurité alimentaire, et la couverture de leurs besoins énergétiques. La pauvreté contribue aussi à renforcer la pression sur les ressources naturelles. Cette forme d'exploitation irrationnelle des ressources remet en cause leur pérennité et leur équilibre sur le plan écologique. La diminution croissante des ressources sur lesquelles se base l'activité socio-économique des populations généralise et intensifie en retour la pauvreté.

**Perception paysanne de la variabilité et des changements climatique**

Les populations du Niger en général et de la commune rurale de Kiéché en particulier observent depuis quelques décennies les transformations qui caractérisent leur environnement dont les causes essentielles sont la variabilité et les changements climatiques.

Quant aux causes de ces évènements climatiques, elles sont multiples et variées. Très rarement les populations avancent les causes naturelles. Ainsi 12% seulement, par exemple, estiment que la dégradation drastique de l’environnement entraine la raréfaction des pluies donc les sécheresses. Par contre 88 % des enquêtés évoquent la punition divine comme cause des sécheresses.

## Par ailleurs, les populations enquêtées, dans leur majorité, se réfèrent à certains évènements climatiques dramatiques pour expliquer l’évolution du climat dans leur terroir. A cet effet, 80 % d’enquêtés constatent effectivement qu’il y a changements climatiques en se rappelant des périodes sévèrement sèches suivantes :

***Tableau n°1 : Chronologie des évènements extrêmes vécus dans la***

***Zone d’étude***

|  |  |
| --- | --- |
| **Périodes sévèrement sèches** | **Noms vernaculaires** |
| 1973-1974 | sécheresse/famine dénommée Tawatché |
| 1975 | sécheresse/famine dénommée Dan Koussou |
| 1984-1985 | sécheresse/famine dénommée El Bouhari |
| 1987 | Sécheresse/famine dénommée Kantakalagué |
|  |  |
| 1997-1998 | sécheresse/insécurité alimentaire dénommée Mai Mahahi |
| 2005 | Sécheresse/famine dénommée Karé Kwazonka |
| 2011 | El Guri |

Les noms attribués souvent localement à ces grandes sécheresses sont liés tantôt aux réactions des populations face à l’évènement tantôt aux contextes politiques. Ils expriment en général le haut degré de sévérité de ce risque climatique. Quant aux causes de ces évènements climatiques, elles sont multiples et variées. Très rarement les populations avancent les causes naturelles. Ainsi 10%, par exemple, estiment que la dégradation drastique de l’environnement entraine les sécheresses. Par contre 90 % des enquêtés évoquent la punition divine comme cause des sécheresses.

1. **Perception paysanne de la saison sèche froide**

Jadis, longue parce que s’étalant sur au moins 4 mois, cette saison devient de nos jours de plus en plus courte. Toutes les populations enquêtées, dans leur grande majorité, s’accordent à affirmer qu’elle ne dépasse guère deux (2) mois avec surtout un début tardif (début décembre) et une fin précoce (fin janvier). Cette saison est surtout entrecoupée par des séquences chaudes. En ce sens, d’après le constat des populations, pendant des journées voire des semaines les températures peuvent être en hausse atteignant souvent 35°c. Un autre constat très important des enquêtés est l’irrégularité du phénomène communément appelé Bon dan bournou (Zarma) ou JAOURA en haoussa. En effet, selon les anciens, la saison sèche froide d’il y a 40 ans est annuellement marquée par le passage de jaoura qui cause des dégâts énormes sur les êtres humains, les animaux et les végétaux. Jaoura c’est lorsque le froid a atteint son paroxysme et que les températures descendent très bas. Toute une mythologie populaire a été créée autour de ce phénomène dont la raréfaction justifie, pour les populations, les changements du climat Ce constat des populations confirme les données météorologiques dont l’analyse a démontré une augmentation des températures minimales de l’ordre de 0,6°c au cours des 40 dernières années. Une autre appréciation des populations sur le rétrécissement de cette saison est l’absence de plus en plu remarquée de certains fruits sauvages dont la maturation est déterminée par les basses températures. Les espèces concernées et dont le cycle végétatif est perturbé sont Adansoniadigitata, Balanites aegyptiaca ou Dattier du désert, Diospyrosmespiliformis, Zizipus spina christa……..

1. **Perception paysanne de la saison sèche chaude**

Cette saison qui, il y a 40- 50 ans de cela, ne couvrait que les mois d’avril, mai et juin soit 3 mois, s’étale de nos jours sur environ 5 mois notamment de février à juin. Elle est caractérisée par de longues journées caniculaires avec des nuits aussi de plus en plus extrêmement chaudes. Selon les enquêtés, la chaleur est sans répit tout au long de cette saison devenue très longue ces dernières années avec un début précoce et une fin tardive. Les focus- group répondant aux questions ont tous constaté un phénomène nouveau qui perdure. Il s’agit de la prédominance de la brume sèche suivie de vents forts qui soufflent jusqu’en mai retardant de facto la pénétration de la mousson. Pour ces populations, c’est d’ailleurs ce qui explique aussi la perturbation que connaissent certaines espèces végétales qui ne produisent plus les fruits comme dans le passé. De l’appréciation de ces populations, il ressort que la chaleur est permanente tout au long de l’année de janvier à décembre. Ces appréciations sont confortées par les données météorologiques, les observations et projections des experts en changements climatiques dont l’interprétation a permis de dégager des hausses de températures maximales allant de 0,1°c à 0,5°c toujours sur la période de 40 ans. A la question de connaitre les causes des perturbations qui caractérisent la saison chaude sèche, les avis sont partagés. Certains enquêtés (23%) lient cette situation à l’absence de la végétation surtout les espèces ligneuses qui, à l’aide de leurs branches géantes et leurs feuilles, atténuent la quantité de chaleur en empêchant aux rayons ultra-violets d’atteindre directement le sol. Par contre les autres majoritaires (77%) affirment que ce ne sont que les prémisses de la fin du monde.

**9. Perception paysanne de la saison pluvieuse**

La totalité des personnes enquêtées ne maîtrisent plus les évènements climato-physiques qui caractérisent la saison des pluies. Elles se disent désorientées par la façon dont se déroule cette saison depuis la fin des années 1980. La majorité d’enquêtés (91%) de la commune rurale de Kiéché constatent que les signes qui, jadis, annonçaient la saison des pluies ont significativement changé. La mousson Bourboura (nom en zarma ou Bazara en haoussa) qui commençait à pénétrer dès le mois d’avril (appelé watan bakoye autrement dit septième mois de l’année à partir d’octobre qui marque la fin de l’hivernage) ne se fait remarquer de nos jours qu’en juin voire juillet. Pendant tous les mois d’avril et mai soufflent des vents forts et brumeux dont la provenance est peu connue. L’arrivée de la cigogne *(Ciconia abdimii)* n’annonce plus rien, en ce sens, les populations sont souvent surprises par des averses brutales qui peuvent arriver à tout moment. Cependant, les enquêtés constatent que la saison s’installe avec un retard d’une part et devient de moins en moins pluvieuse d’autre part. Les espèces ligneuses qui parfumaient la brousse en fleurissant et en produisant des fruits à cette période de l’année sont tantôt perturbées dans leur cycle végétatif, tantôt en voie de disparition. En outre, les populations enquêtées ont observé depuis les 4 dernières décennies de profonds changements sur la saison des pluies. Celle-ci se rétrécit davantage avec moins de jours pluvieux et une fin précoce de sorte que les agriculteurs ont perdu la notion du calendrier agricole. Le mois d’août, qui était arrosé par des pluies diluviennes (appelées Zaza en zarma et malka en haoussa) pendant pratiquement plus de 20 jours, est de plus en plus sec et chaud. Les personnes interrogées affirment que l’hivernage de ces dernières années est très marqué par des séquences sèches s’allongeant sur plusieurs semaines (2 à 3) et qui peuvent intervenir en début, en milieu ou en fin de la saison. Il ressort des entretiens avec les focus-group que les paysans perçoivent de réels changements de la saison pluvieuse à travers le début de son installation, sa durée, ses caractéristiques (abondante, sèche, féconde….) et sa fin.

1. **Perception paysanne des vents**

Plus de 85% de personnes interrogées estiment que les vents ont fondamentalement changé de nature pendant les 4 décennies passées. Ils sont devenus forts et très violents causant des dégâts matériels inestimables. Selon les populations de cette commune, il leur est à l’heure actuelle difficile de distinguer nettement les deux saisons avec chacune son type de vent à savoir la saison sèche dominée par l’harmattan et la saison humide marquée par la mousson. Ces vents soufflent à tout moment et dans toutes les directions. C’est pourquoi, en plein hivernage souffle un vent sec détruisant un système pluvio-orageux en évolution. Par ailleurs, depuis quelques temps les enquêtés constatent la fréquence des vents rougeâtres et même noirâtres emportant d’énormes quantités de sable qu’ils déposent dans les lits des cours d’eau entrainant systématiquement leur ensablement tel que la mare de Jougala.

.

**11. Perception paysanne des inondations**

La majorité des personnes interrogées avancent que les inondations sont devenues pendant ces deux dernières décennies très récurrentes et inquiétantes. D’après les populations, les inondations des dernières années ont été si catastrophiques pour avoir ravagé entièrement des quartiers, des villages et emporté tout qu’elles paraissent mystérieuses. Ainsi, pour expliquer ce phénomène climatique, les enquêtés apprécient différemment les causes. Certains ’enquêtés estiment que ces inondations représentent les signes du dernier déluge que l’humanité connaitra avant sa fin. Le premier eût lieu il y a quelques milliers d’années de cela. Quant aux autres, ils soutiennent que l’avènement de ces phénomènes est imputable à l’absence de la végétation qui permet à l’eau de ruisseler sans aucun obstacle.

En général, pour la majorité des personnes enquêtées dans la commune rurale de Kiéché les risques climatiques identifiés sont ainsi hiérarchisés :

* les sécheresses
* les inondations
* Les hautes températures
* les vents violents

Selon les populations enquêtées, ces risques climatiques se manifestent sous divers faciès avec des conséquences incalculables. Il s’agit de :

* Les fortes pluies tout comme la sécheresse ont des effets négatifs sur l’agriculture. En effet, elles occasionnent ainsi des pertes de récoltes. Dans les hameaux et villages, elles contribuent à la destruction des infrastructures socioéconomiques (greniers, cases et clôtures effondrés) et la perte des productions ;
* Concernant les vents de sable et /ou de poussière, ils sont à la base du processus de désertification et ont abouti à une détérioration poussée et quasi généralisée du couvert végétal avec comme conséquence l’ensablement.

Les hautes températures accentuent surtout l’évapotranspiration des plantes. Pour 85% des agriculteurs, la production agricole est très étroitement liée aux conditions climatiques et est surtout affectée par les effets des phénomènes classés par ordre d’importance : les sécheresses, les inondations, les vents de sable et /ou de poussière, et les hautes températures.

En résumé, le phénomène de dégradation de l’environnement et les conséquences qui s’en suivent sont perçus par beaucoup de paysans comme la manifestation de la volonté de Dieu face à laquelle l’homme ne peut rien. Cependant, cette perception du phénomène n’épargne pas la responsabilité de l’homme dans le processus de dégradation de son milieu de vie.

Selon les populations enquêtées, ces risques climatiques se manifestent sous divers faciès avec des conséquences incalculables.

Tous les impacts de la variabilité et des changements climatiques sur les secteurs vitaux sont hiérarchisés par les populations locales à travers le tableau ci-après :

**Tableau 2** : Hiérarchisation des impacts des changements climatiques sur les secteurs

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Rang*** | | ***Risques climatiques identifiés*** | | ***Intensité d’impacts*** |
| ***Agriculture*** | | | | |
| 1er | | Démarrage tardif de la saison des pluies | | Inquiétude, déplacement des populations |
| 2ème | | Séquence Sèche | | Faiblesse des rendements, mauvaises récoltes |
| 3ème | | Arrêt précoce de la saison des pluies | | Déficit agricole important |
| 4ème | | Trace de pluie | | Pénurie alimentaire |
| ***Elevage*** | | | | |
| 1er | | Démarrage tardif de la saison des pluies | | Forte pression des animaux sur les zones agricoles |
| 2ème | | Arrêt précoce de la saison des pluies | | Déficit fourrager, transhumance |
| 3ème | | Séquence sèche | | Disparition de certaines espèces végétales |
| 4ème | | Fines pluies | | Dégradation des pâturages |
| ***Culture de contre saison*** | | | | |
| 1er | | Démarrage tardif de la saison des pluies | | Démarrage tardif des activités des maraichères |
| 2ème | | Arrêt précoce de la saison des pluies | | Manque d’eau d’irrigation dans les puits, les mares |
| 3ème | | Inondation | | Pertes des sites maraichers d’où impossibilité de pratiquer les cultures |
| ***Pêche*** | | | | |
| 1er Démarrage tardif de la saison des pluies | | Assèchement continu des marres ; Diminution de la production piscicole. | | |
| 2ème Arrêt précoce de la saison des pluies | | Diminution accélérée du volume d’eau des mares donc diminution de la prise | | |
| 3ème Vents de poussière | | Ensablement des marres conduisant à la perte des nids du poisson | | |
| 4ème Inondation | | Destruction des zones de production ou Fré aires ; Difficulté de capture du poisson ; Ensablement et Pollution des eaux | | |
| 5ème Sécheresse | | Forte diminution des eaux  de surface. | | |
| 6ème Fines pluies | | Ralentissement des activités de pêche | | |
| 7ème Séquences sèches | | Faible remplissage des mares | | |
| 8ème Hautes températures | | Assèchement accéléré des mares ; Fortes évapotranspiration ; | | |
| ***Autres Activités*** | | | | |
| 1er | | Inondation | | Faible fréquentation des marchés ; Isolement de la commune par rapport aux voisins ; déplacement difficile |
| 2ème | | Vents de poussière | | Mauvaise conservation des produits alimentaires Intensification des  maladies respiratoires |
| 3ème | | Démarrage tardif de la saison des pluies | | Période de soudure très difficile, raréfaction des produits alimentaires, flambée des prix. |

# La perception des communautés sur les risques climatiques et leurs impacts sur les différents secteurs d’activités

Une matrice a pu être construite grâce à une évaluation des différents risques climatiques sur les secteurs répertoriés. En effet, la détermination de l’indicateur d’exposition par secteur à risque et la détermination de l’indicateur d’impact par risque climatique ont permis d’établir un classement des secteurs les plus exposés aux secteurs les moins exposés, celui des risques ayant le plus d’impact et ceux ayant le moins d’impact.

* la sècheresse est le risque climatique le plus dommageable aux différents secteurs dans la commune rurale de Kiéché. La sècheresse reste un risque d’ampleur très élevée. Elle affecte tous les secteurs avec un degré d’impact élevé (entre 75 -100%) pour des secteurs principaux comme l’agriculture, l’élevage, l’artisanat et la santé. La sécheresse conduit à des baisses de productions agricoles et fourragères entrainant de facto une insécurité alimentaire et nutritionnelle avec tous ses corollaires.
* Les inondations sont classées comme le deuxième risque climatique important par les populations locales. Même si elles ont peu d’impacts sur des secteurs comme, l’artisanat, ils constituent un risque important pour l’agriculture, l’élevage, et la santé ;
* les fortes températures apparaissent comme le troisième risque climatique dans la commune. Son ampleur est assez élevée sur l’agriculture, les ressources en eau, plus ou moins élevée sur l’élevage, la santé. Il n’y a que le transport qui est peu éprouvé par ce risque climatique.
* les vents violents accompagnés de poussière sont considérés comme le risque climatique le moins important. Néanmoins, ils affectent plusieurs secteurs. Ainsi, les impacts des vents violents accompagnés de poussière sont jugés d’ampleur très élevée sur les semis, le mil au stade de montaison, les cultures maraîchères, les infrastructures routières, l’habitat, l’élevage, la santé.

Les indicateurs d’exposition aux différents risques climatiques ressortent que les modes d’existences les plus vulnérables sont les agriculteurs suivis par les éleveurs, les commerçants et les artisans. Dans cette catégorie, les groupes les plus vulnérables sont sans nul doute les personnes âgées, les enfants et les femmes.

Ce classement reflète la réalité vécue au niveau de la commune car les sécheresses, les inondations, les vents forts, et les fortes températures sont les phénomènes extrêmes les plus importants de nos jours. La mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l’espace constitue un risque ayant un impact très sévère sur la production agricole et fourragère. Le décalage des saisons non seulement affaiblit les efforts des Agriculteurs à cause des labours et semis répétés mais aussi et surtout contribue à l’augmentation du coût de la production.

**Impacts des changements climatiques sur les secteurs, les ressources et les humains**

Sur l’agriculture :

* baisse de la production agricole ;
* pénurie des produits ;
* hausse des prix ;
* baisse des rendements,
* submersion des champs de cultures,
* Dégradation des régimes alimentaires,
* crise alimentaire permanente;
* absence de jachère,
* expansion du front agricole ;
* dégradation du cadre de vie ;
* déplacement des population vers d’autres contrées ;
* ralentissement des activités économiques ;
* désarticulation de toute l’économie de la commune ;
* perturbation du cycle végétatif des plants ;
* ensevelissement des jeunes pousses par les vents violents ;
* perte des terres de cultures
* ; la spéculation foncière (vente, prêt, gage, location),
* morcellement des grands domaines familiaux,
* épuisement des sols suite à la surexploitation,
* appauvrissement des terres de cultures par lessivage dû à l’érosion éolienne et hydrique,
* re-semis (2 à 3 fois)

Sur l’élevage :

* + insuffisante et mauvaise qualité de l’alimentation entraine une importante perte des animaux;
  + Baisse de la quantité de lait lié au défaut des ressources fourragères en quantité et qualité
  + Ensevelissement du fourrage de début de saison pluvieuse par les vents forts entrainant une transition difficile pour les animaux
  + Les pluies hors saison endommagent fortement la quantité et la qualité du fourrage
  + Difficultés d’abreuver le cheptel à cause de la raréfaction des ressources en eau
  + Effondrement du pouvoir d’achat des communautés pastorales et des femmes pratiquant un élevage domestique.

Sur l’environnement :

* la sécheresse accélère la désertification ;
* l’absence du couvert végétal expose le sol nu aux effets de l’érosion hydrique et éolienne ;
* l’environnement se dégrade avec la formation des dunes de sable, les glacis et les ravins ;
* les terres deviennent pauvres ;
* la faune sauvage migre vers d’autres lieux ;
* certaines espèces ont disparu d’autre sont en voie ;
* absence quasi-totale des produits de cueillette sur les marchés. ;
* Effondrement du pouvoir d’achat des artisans devenus nouveaux chômeurs.

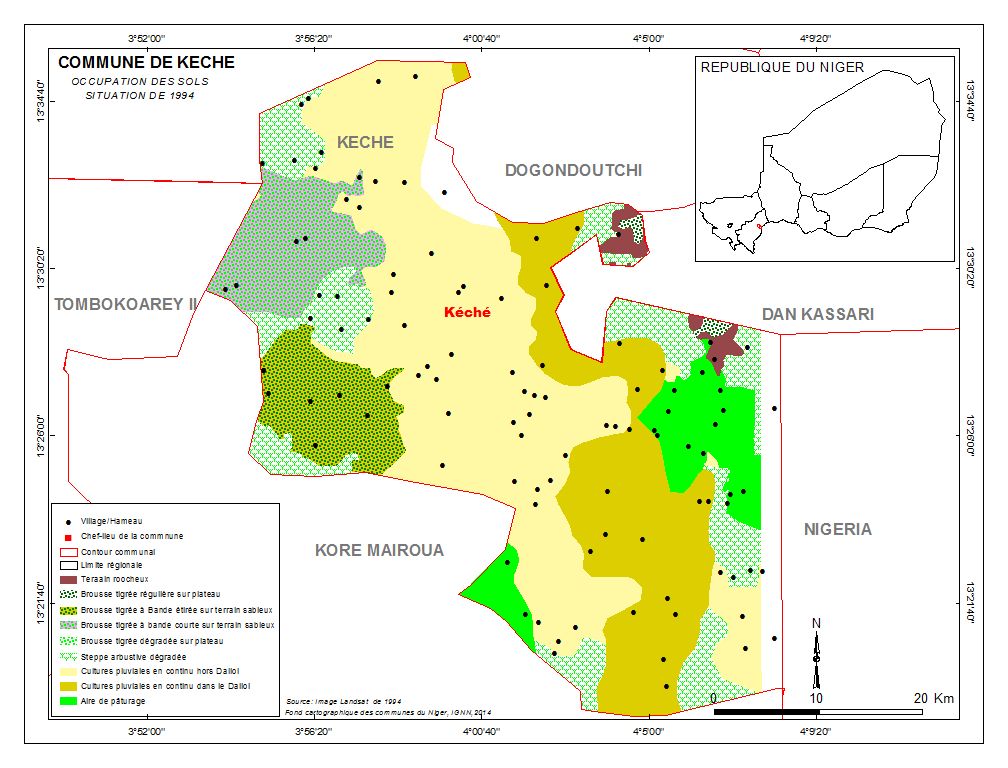
**Analyse, Interprétation et Commentaire des Cartes Diachroniques d’Occupation des Sols**

L’analyse approfondie de la situation des ressources naturelles (terres, eaux, sols, végétations etc …) dans la commune rurale de Kiéché laisse apparaitre que depuis la sécheresse de 1973 qui en a révélé l’acuité, la dégradation de l’environnement s’est accélérée à un rythme sans précédent. Cette dégradation a provoqué non seulement la réduction et la baisse du potentiel productif du ¨ capital – ressources naturelles¨¨, mais aussi, la désarticulation des systèmes séculaires de production et de gestion traditionnelle des milieux naturels.

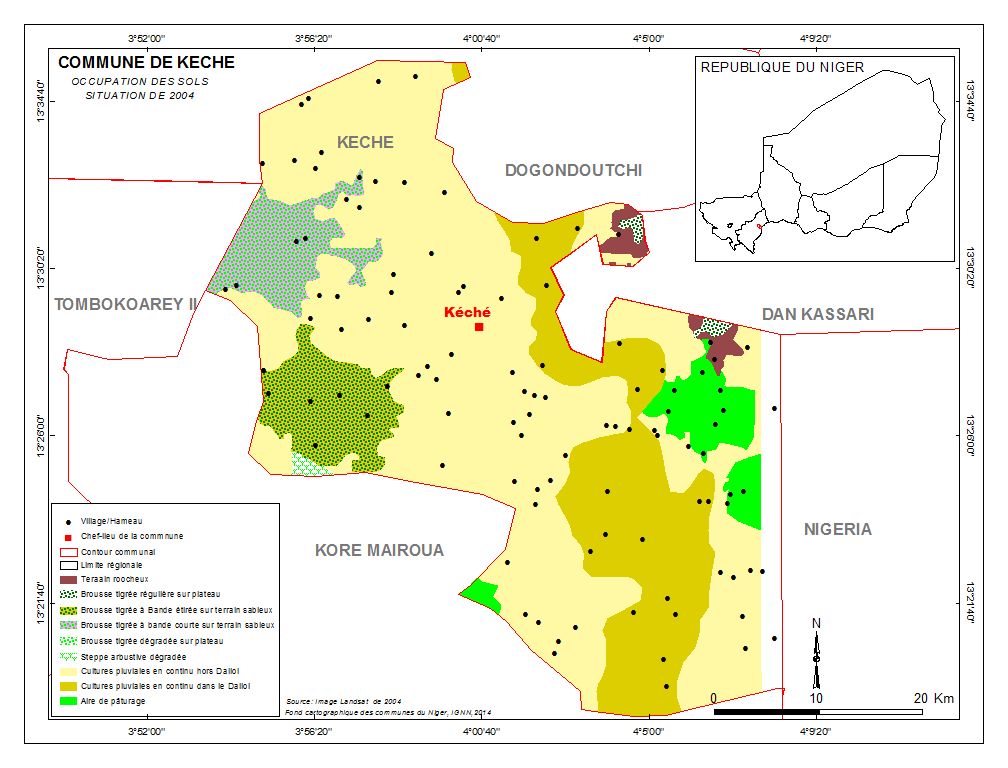
La sécheresse accélère la désertification. L’absence du couvert végétal expose le sol nu aux effets de l’érosion hydrique et éolienne. L’environnement se dégrade avec la formation des dunes de sable, les glacis et les ravins. Les terres deviennent pauvres. La faune sauvage migre vers d’autres lieux. Certaines espèces végétales ont disparu d’autres sont en voie. On constate l’absence quasi-totale des produits de cueillette sur les marchés.

En effet, la lecture et l’interprétation des cartes d’occupations des sols permettent de constater les importantes transformations que l’environnement de la commune rurale de Kiéché a connues pendant la période allant de 1994 à 2016. La confrontation entre les cartes de 1994, 2004 de 2016 est l’outil privilégié pour reconstituer l’évolution spatiale de la commune. On distingue ainsi trois périodes de cette évolution :

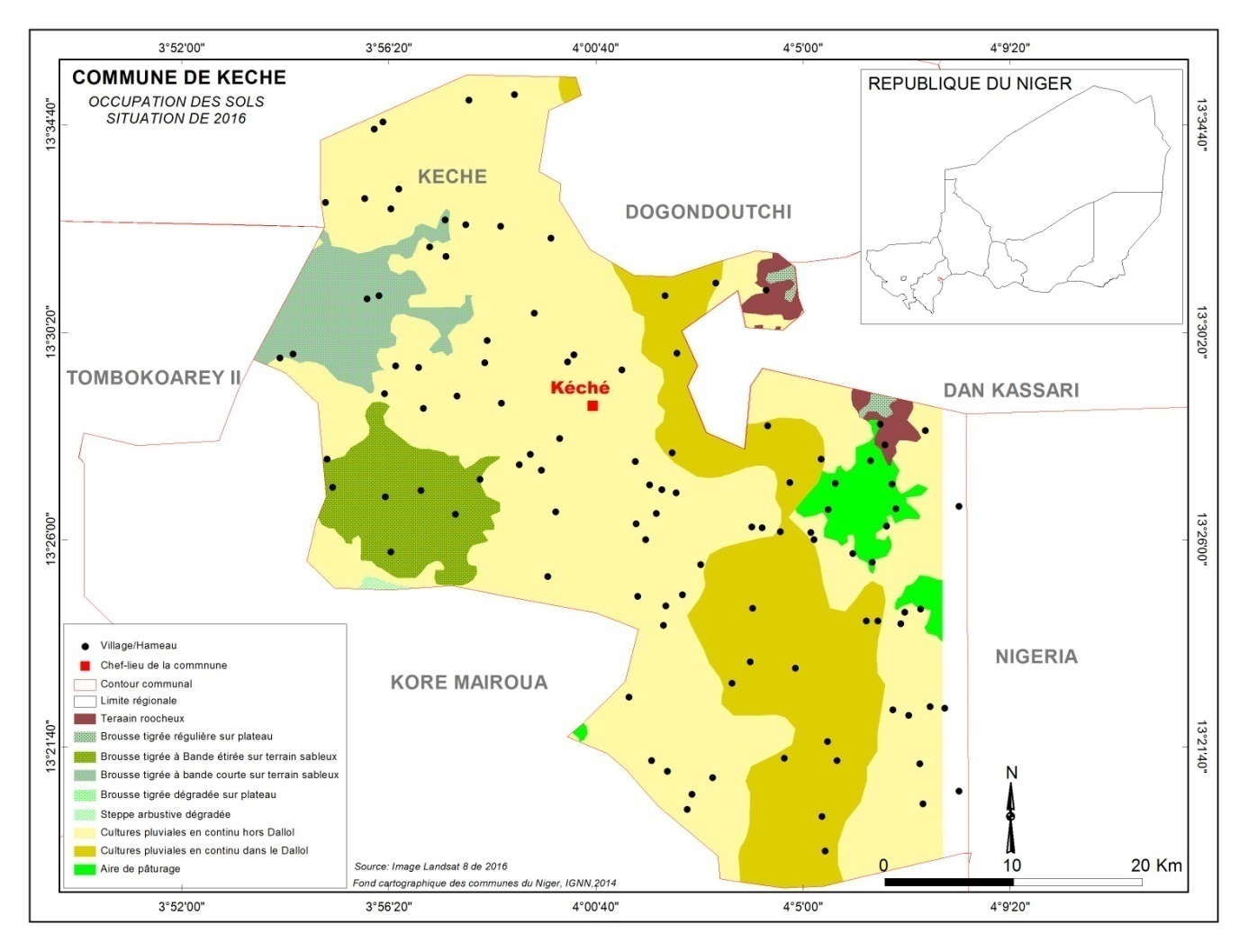
* Avant 1973 : cette période était marquée par une démographie faible. La pression anthropique sur les ressources naturelles n’était pas alors perceptible. Les conditions climatiques étaient encore favorables et on notait la présence des ressources naturelles. La végétation constituée de la brousse tigrée sur plateau, la brousse tigrée à bande étirée sur terrain sableux, la brousse tigrée à bande courte, les terres fertiles, les aires de pâturages, les couloirs de passage, la jachère, les ressources en eau, la faune existaient partout à l’échelle communale. Cette plaine encore riche constituait un important capital productif pour toute la zone en général et pour la commune de Kiéché en particulier. Les écosystèmes naturels et humains existants vivaient en harmonie. Il y régnait alors l’équilibre de la nature.



## 1973- 1994 : pendant cette période la commune rurale de Kiéché, à l’instar des autres régions du pays, a connu deux sécheresses sévères notamment en 1973-74 et en 1984-85. Les déficits pluviométriques enregistrés ont entrainé la dégradation systématique du couvert végétal. Certaines espèces ont commencé à disparaitre. Ainsi, on constate l’ampleur de la dégradation à travers la brousse tigrée à bande courte sur terrain sableux, la brousse tigrée dégradée sur plateau et la réduction drastique de l’aire de pâturages. Parallèlement la population a augmenté à telle enseigne que les besoins multiformes de cette population se sont accrus. La pression humaine, pour la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, s’est intensifiée sur les ressources naturelles qui s’amenuisent. la récession pluviométrique et la hausse des températures liées aux changements climatiques ont déclenché le processus d’aridifications de toute la zone dans laquelle se situe Kiéché. Le phénomène le plus marquant est l’assèchement de la zone qui a aussi entrainé l’ensablement voire la disparition de certains écosystèmes naturels et l’approfondissement de la nappe phréatique. Avec l’augmentation de la population, l’habitat s’est élargi et le front agricole avance de plus en plus. L’agriculture occupe plus d’espace affectant de facto la jachère, les couloirs de passages et les aires de pâturage. En effet, l’équilibre naturel qui existait jadis, est rompu. La commune rurale de Kiéché est caractérisée par une dégradation environnementale sans précédent. Néanmoins, il existe encore quelques ressources naturelles telles que les formations forestières de dépression et les mares. Mais face à la précarité des conditions d’existence de plus en plus grandissante des populations née des changements climatiques, ces ressources font l’objet d’une exploitation anarchique et démesurée.



### 1994-2004 : cette période est caractérisée par l’intensification des impacts des risques climatiques identifiés (sécheresses, vents violents, températures extrêmes et inondations) sur les écosystèmes naturels et humains. Parallèlement la commune de Kiéché connait une croissance démographique significative. En effet, la croissance accélérée de la population accentue la pression sur les ressources naturelles parallèlement, les impacts des changements climatiques s’intensifient sur tous les secteurs vitaux. A cet effet, l’agriculture pluviale s’étend sur des vastes superficies dans le but d’améliorer les productions faisant ainsi disparaitre la jachère. Les sécheresses, les températures extrêmes et les vents violents par leur fréquence et leur intensité ont accentué et accéléré le processus d’aridification de toute la zone occasionnant ainsi l’assèchement du dallol, le tarissement des puits. On note ainsi la disparition et/ou la migration des certaines espèces végétales surtout les ligneuses et de la faune sauvage. Les dunes de sable envahissent les champs, ensevelissent certaines infrastructures socioéconomiques (routes, pistes, bâtiments…). Le processus de la dégradation de l’environnement s’est déclenché.



* De 1994-2016 : cette période est caractérisée par une intensification de la dégradation des ressources naturelles. Les espaces dégradés s’élargissent de plus en plus avec une aggravation du processus de la désertification. La nappe phréatique se recharge difficilement. Sous l’effet d’une croissance démographique accélérée et d’un effondrement des productions agricoles, la zone de cultures pluviales se répand en faisant progresser le front agricole sur tout le territoire communal. Par ailleurs, l’agglomération s’est largement étendue occupant la majeure partie des champs du plateau. Les habitations connaissent des emplacements anarchiques laissant des espaces vides au sein du chef lieu de la commune. Les champs dunaires dont les cultures sont très variées subissent un morcellement important suite à la croissance démographique et à l’éclatement des familles. La jachère a totalement disparu. La brousse tigrée, la steppe arbustive sont fortement dégradées. Les aires de pâturages ont quasiment disparues. Le parc arboré et le dallol sont menacés suite au défrichement qu’ils subissent.

On note une forte emprise humaine sur l’ensemble du territoire agricole de Kiéché.

L’étude des cartes d’occupation des terres de 1994, 2004 et 2016 a permis d’observer et de mesurer l’ampleur des modifications biophysiques qu’a connues l’espace territorial de Kiéché en 30 ans. Au niveau de l’occupation agricole des terres, la tendance est à une saturation de l’espace engendrant souvent des conflits entre les usagers de la terre. Sous l’effet des contraintes économiques, sociales, naturelles et humaines, de nouvelles formes de rapport sont créés. En lieu et place de la solidarité et de l’entraide, la tendance est plutôt malheureusement à l’exacerbation de l’individualisme, de l’égoïsme et de l’égocentrisme. En se basant sur les prévisions faites par le GIEC (2007) et tous les autres experts en matière de changements climatiques les occurrences des risques climatiques vont connaitre une intensification et les impacts sur les écosystèmes naturels et humains seront inestimables. A cet effet, la commune de Kéché dont le système productif est déjà peu performant et les ressources naturelles fortement dégradées, atteindra le seuil de la désertisation à l’horizon 2050 pendant que sa population, son taux d’accroissement naturel et son indice synthétique de fécondité (ISF) connaitront une augmentation démesurée.

De l’analyse des cartes d’occupation des sols, il ressort que l’environnement de la commune rurale de Kiéché se dégrade sous les effets conjugués de l’emprise humaine et des effets néfastes des changements climatiques sur les ressources naturelles. En effet, la disparition de la couverture végétale fragilise l’environnement de production rurale et livre les sols aux diverses formes d’érosion et à une dégradation souvent irréversible. De ce fait, là où ils sont encore possibles, les défrichements agricoles anarchiques ouvrent généralement la voie à une détérioration encore poussée des terres déjà surexploitées. Ce cercle vicieux est à l’origine de la dégradation accélérée de l’environnement.

En conclusion, si l’actuelle situation de précarité, de paupérisation et d’analphabétisme persiste en même temps que la population augmente, un scénario catastrophique risque de se produire à l’horizon 2040 si rien ‘est fait pour infléchir la tendance :

* Sur le plan forestier, avec une forte croissance des besoins en bois d’énergie, on assistera progressivement à la disparition, dans des proportions inquiétantes, des formations forestières de la commune ainsi qu’à une forte réduction de la diversité biologique ;
* Sur le plan du sol, avec l’expansion démographique, on assistera à une dynamique d’accroissement des surfaces cultivées avec comme résultat le doublement de ces dernières tous les 25 ans, la réduction des disponibilités fourragères et la saturation des terres ;
* Sur le plan des ressources en eau, la baisse des niveaux des nappes phréatiques et des mares avec des effets néfastes va se produire ;
* Sur le plan de la santé, la vulnérabilité due aux changements climatiques se traduira par une hausse du taux d’attaque et de mortalité spécifiques des maladies climato-sensibles avec éventuellement l’apparition de nouvelles maladies dangereuses.

Sur les ressources en eau :

Selon les populations, la raréfaction des pluies entraine :

* La baisse du niveau de la nappe phréatique qui ne se recharge plus
* Les cours s’assèchent et disparaissent progressivement
* Les écoulements deviennent rares.
* Les vents violents provoquent l’ensablement des cours d’eau
* Les températures extrêmes accélèrent la forte évaporation des eaux de surface
* L’eau devient rare ;
* Exacerbation des conflits autour des points d’eau

Sur les activités socioéconomiques

* Les productions agro-sylvo-pastorales baissent significativement entrainant une crise alimentaire avec toutes ses conséquences.
* Baisse des productions des cultures irriguées
* Difficultés d’approvisionnement du marché en produits locaux
* Hausse des prix des produits locaux
* Détérioration du tissu économique
* Dégradation des conditions de vie des populations
* Mouvement des population.

Sur l’éducation :

* Des contraintes, nées de la variabilité et du changement climatique, affectant l’efficacité interne et externe du système éducatif sont perçues par les populations. Il s’agit de :
* **L’insécurité** : les élèves prennent les cours dans les classes en paillotes. Les vents violents très fréquents dans la localité arrachent les toits des habitations et détruisent les classes ;
* Quant aux inondations, elles ont mis hors d’usage plusieurs classes
* **L’absence d’arbres** dans la cour des écoles et l’insuffisance des classes en matériaux définitifs exposent les enfants à toutes les intempéries climatiques ;
* Les cours sont arrêtés dès la première pluie même si par ailleurs, les programmes de l’année ne sont pas achevés par manque d’infrastructures scolaires adéquates ;
* La vulnérabilité des parents pousse ces derniers à orienter leurs enfants dans d’autres activités génératrices de revenus que l’école.
* Toutes ces contraintes rendent le système éducatif peu performant avec des résultats scolaires souvent en deçà des attentes des parents. Ce qui explique les abandons et la baisse du niveau des élèves

Sur la santé :

* Développement des maladies climato-sensibles : paludisme, méningite, choléra, toux, asthme, tension, rhume
* Développement de la malnutrition ;
* Augmentation des dépenses de ménages dans le domainede la santé ;
* Endettement des ménages ;
* Dégradation du tissu social ;
* L’augmentation de la dépendance à l’aide sociale ;
* Augmentation de la sollicitation ;
* Débordement du service de santé ;
* Perturbation du service de santé

Sur les transports

* Dégradation du réseau routier par les inondations
* Enclavement de certaines localités
* Ensablement des routes par les vents violents
* La circulation des personnes et des biens devient rare voire impossible ;
* Isolement des villages des autres ;
* Flambée des prix de produits de première nécessité.

Sur l’habitat

* Destruction de l’habitat par les inondations
* Destruction des toits par les vents violents
* Fréquence des incendies
* Perte d’habitation et des biens
* Occupation inopportune des classes par les sinistrés
* Dégradation du cadre de vie
* Dépression morale

**Mesures endogènes des populations de Kiéché pour faire face aux changements/variabilités climatiques**

Au Niger en général et dans la commune de Kiéché en particulier, la question du changement climatique est de nos jours d'actualité au point qu'il a été jugé primordial de le traiter dans le présent PDC. Dans la commune rurale de Kiéché tout comme dans l'ensemble du pays, ses effets sont jugés principalement négatifs par les populations qui l’attribuent à la paternité de la dégradation de l'environnement, la baisse des productions agro-sylvo-pastorale et halieutique; problèmes auxquels elles doivent développer des stratégies d'adaptation ou dans le pire des cas, s'exiler. Il se caractérise par les faits suivants:

1) **Sur la plan thermique**, l'analyse de l'évolution des valeurs minimales (ou minima) et maximales (ou maxima) des températures des 50 dernières années enregistrées à la station de Kiéché révèle une tendance au réchauffement de l'atmosphère avec une hausse respective d'environ 1,5 et 2 degrés Celsius tous les 34 ans. Ces deux observations traduisent une diminution de 3 à 7% de l'amplitude thermique (différence entre les maxima et les minima) au cours de cette période;

2) **au niveau des vents,** les résultats des enquêtes de terrain signalent la recrudescence des vents violents confirmée par l’analyse des données climatiques relatives à ce paramètre dans la commune. Une telle situation est lourde de conséquence pour les activités socio-économiques dont l’agriculture (ensevelissement des plantules (en début de campagne agricole), la verse des cultures et l'érosion du sol dans les champs). Aussi, on peut ajouter à cette liste le retard dans l'arrivée de la mousson (vent humide) porteuse des pluies et la précocité de celle de l'harmattan (vent chaud et sec) qui marque la fin de la saison des pluies.

La résilience des populations de la commune de Kiéché à ces effets négatifs des changements climatiques se résument comme suit chez les différentes communautés rurales:

* chez les agriculteurs, on relève, parallèlement aux cultures pluviales, le développement des cultures maraichères, moins affectées par l'insuffisance et l'irrégularité des pluies, principaux facteurs limitant des cultures pluviales. On observe aussi la diversification des spéculations (mil, sorgho, niébé) avec l'utilisation des variétés améliorées à cycle court surtout chez ceux qui sont restés très fidèles aux cultures pluviales.
* chez les éleveurs, on note la sédentarisation de la plupart d'entre eux avec l'intensification de la transhumance et la pratique de l'aviculture et celle de l'embouche bovine et ovine. A cela, s’ajoute la diversification de la composition du bétail. En effet, ces derniers sont pour la plupart mixtes et composés d'au moins 2 des 5 espèces suivantes: bovins, ovins, caprins, asins et camelins ;
* au niveau de ces 2 principales communautés rurales de la commune (surtout au sein des 2 premières, on relève une diversification des activités comme méthode de lutte anti aléatoire face aux effets négatifs des aléas climatiques (dont principalement la pluviosité) sur la baisse de leur production respectives (agricole, pastorale). C'est ainsi que beaucoup d'agriculteurs sont devenus des agropasteurs et vis versa. Aussi, dans ces 2 communautés, on observe de nos jours, la diversification des activités avec l'émergence de plusieurs activités complémentaires comme: le petit commerce, l'artisanat, la chasse, la cueillette...
* S’observe également chez les autres communautés à l(exception de celle des éleveurs, une pratique très préjudiciable au pastoralisme qu’est le prélèvement et le stockage de la paille destinée, le plus souvent, à l’exportation vers Niamey.

Dans le pire des cas les hommes vont à l’exode vers Niamey ou vers les pays limitrophes (Lybie ; Algérie, Nigeria, Burkina… voire plus loin en Côte d’Ivoire, au Ghana, au Togo.

Toutes ces mesures se sont, jusque-là, avérées inefficaces en ce sens qu’au fur à mesure que les années se succèdent, les conditions de vie de ces populations ne cessent de se dégrader davantage. C’est pourquoi, d’autres solutions sont préconisées.

**Solutions proposées pour renforcer la résilience des populations à la variabilité et aux changements climatiques selon les secteurs**

**Paix et Sécurité**

La paupérisation accrue, la raréfaction des ressources naturelles, l’exacerbation des rivalités autour des points d’eau et des espaces culturaux, le désœuvrement des jeunes ont engendré des conflits fréquents entre les usagers de la terre. Sous l’effet des contraintes économiques, sociales, naturelles et humaines, de nouvelles formes de rapports humains et sociaux sont créés. En lieu et place de la solidarité et de l’entraide, la tendance est plutôt malheureusement à la prédominance de l’individualisme, de l’égoïsme et de l’égocentrisme. En se basant sur les prévisions faites par le GIEC (2007) et tous les autres experts en matière de changements climatiques, les occurrences des risques climatiques vont connaitre une intensification et les impacts sur les écosystèmes naturels et humains seront inestimables. A cet effet, la commune de Kiéché dont le système productif est déjà médiocre et les ressources naturelles fortement dégradées, atteindra le seuil de la désintégration sociale.

Pour réduire leur vulnérabilité et améliorer significativement leurs conditions d’existence, les populations de Kiéché peuvent adopter et mettre en œuvre une diversité de stratégies d’ordre technique, institutionnel, et économique.

Education

* Promouvoir l’éducation environnementale dans les écoles ;
* Organiser des ateliers de renforcements des capacités des encadreurs pédagogiques et des enseignants en éducation environnementale ;
* Elaborer des modules de formation et des outils pédagogiques intégrant la thématique-changement climatique- destinés aux élèves.
* Organiser des CAPED (Cellule d’Animation Pédagogique) spécifique à l’éducation environnementale.
* **Les stratégies d’adaptations d’ordre technique.**

Elles se résument aux actions de récupérations des terres à travers le reboisement.

En effet, de tout temps le reboisement a été l’activité prioritaire des populations en matière de lutte contre la dégradation de l’environnement. C’est le lieu de rappeler ici certains événements s’inscrivant dans cette dynamique. Il s’agit de l’opération sahel vert, l’engagement de Maradi, la fête de l’arbre,…. Toutes ces options ont montré leurs limites en ce sens qu’elles n’ont pas répondu aux résultats escomptés à telle enseigne que la dégradation de l’environnement s’intensifie et s’accélère partout au Niger.

Pour plus d’efficacité et d’efficience et pour obtenir des résultats répondant aux attentes des populations, il serait utilement stratégique d’opter pour :

* un reboisement par contrat il consiste à mettre à la disposition des populations des plants dont les espèces végétales seront préalablement choisies par les communautés elles-mêmes d’une part et que les conditions édaphiques du milieu sont favorables d’autre part. Après deux ans (2), une équipe passera sur les périmètres de reboisement pour évaluer les résultats obtenus à partir desquels pour chaque arbre bien entretenu, le propriétaire aura une récompense par exemple de 5000 francs CFA par pied.
* Une promotion de la Régénération Naturelle Assistée : récompenser, après un concours, les meilleurs paysans qui entretiendront les arbres poussés naturellement dans leurs champs. Par ailleurs, la commune de Kiéché prendra toutes les dispositions utiles pour substituer le bois de chauffe par d’autres sources d’énergie afin de réduire la consommation du bois qui accélère le processus de la désertification.
* Développer, intensifier et généraliser les cultures de contre-saison à savoir : le moringua, le maîs, le manioc….. qui seront destinées non seulement à la consommation locale mais aussi à la vente.
* Réhabilitation ou réalisation d’au moins deux (2) mares dans la commune
* Les stratégies d’adaptations d’ordre institutionnel

**La promotion de la bonne gouvernance**

Tous les efforts de développement seront voués à l’échec sans une réelle adhésion et une participation citoyenne des populations basée sur une ferme confiance aux institutions communales. Cette confiance s’installera de manière progressive et sera renforcée par des actions menées et dont les résultats obtenus répondront aux attentes de la population.

Une vaste campagne d’information sur les évènements climatiques sera menée à l’intention des communautés villageoises à travers une stratégie de communication proactive.

Il s’agira de :

* Sensibiliser les populations sur la participation citoyenne ;
* Informer régulièrement les citoyens sur l’action communale ;
* Impliquer de manière effective les populations dans toutes les actions de développement de la conception à la réalisation jusqu’au suivi et évaluation. Il s’agira de responsabiliser les populations à fin qu’elles s’assument ;
* Renforcer les capacités du personnel communal sur les défis et enjeux de la variabilité et du changement climatique.

#### Formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques climatiques

La Commune rurale de Kiéché fait partie des communes sur lesquelles une attention toute particulière doit être portée notamment en ce qui concerne les aspects liés aux changements climatiques. C’est pourquoi, il est nécessaire que les élus locaux et tous les autres acteurs maitrisent la méthode d’analyse des différents risques climatiques. C’est dans ce cadre que le Conseil Consultatif inscrira cette action dans le présent PDC à fin de :

* Recueillir régulièrement les informations agro météorologiques et les mettre à la disposition des populations ;
* Prévenir les événements climatiques futurs afin que la population prenne les dispositions utiles pour y faire face.

**Situation de la jeunesse**

La situation actuelle de la jeunesse de Kiéché se caractérise d’une manière générale par une insuffisance d’intégration sociale, professionnelle et économique avec comme conséquences la dégradation des mœurs, le sous-emploi, l’exode et la délinquance sous toutes ses formes. Pour solutionner les problèmes qui assaillent les jeunes surtout dans un contexte de changement climatique, il s'avère nécessaire d'assurer une formation générale et technique à cette frange de la population composée de garçons et filles. On peut mettre l'accent sur la formation contribuant à développer l'esprit d'ouverture, d'innovations et d'entreprise. Outre l'éducation, la formation professionnelle est également un préalable fondamental du développement car non seulement elle détermine la capacité du travail des individus mais elle joue aussi un rôle capital pour l’existence même des humains.

**Avantages des mesures d’adaptation aux changements climatiques**

Face aux changements climatiques, l’homme doit être prévisible et très vigilant car en investissant plus pour prévenir les risques, on bénéficiera plus sur les investissements de réparation. Il vaut toujours mieux prévenir que guérir. Ainsi, les mesures d’adaptation, quels que soient leurs coûts, présentent des avantages aux plans économique, social et écologique.

**Au plan économique**, les avantages des mesures d’adaptation sont :

* la durabilité des infrastructures (habitats, routes, …
* l’augmentation de revenus et du pouvoir d’achat des ménages,
* la satisfaction des besoins vitaux de la famille
* l’augmentation de l’espace et de la production agricole,
* la réduction du déficit alimentaire,
* l’amélioration des conditions de vie des ménages,
* la réduction du taux d’attaque des maladies

**Au plan social**, les avantages sont :

* la stabilité des foyers due à la réduction d’exode rural,
* la cohésion sociale
* l’augmentation du taux de scolarisation

**Au plan écologique** :

* la reconstitution du couvert végétal,
* l’amélioration de la qualité du sol,
* l’augmentation de la production agricole,
* le retour de la faune sauvage,
* la disponibilité de plantes utiles à la médecine traditionnelle.

## Renforcement de capacités

* Sensibilisation/information des élus locaux
* Activités de formations en milieu scolaire
* Renforcements de capacités des cadres des services techniques départementaux, des projets et ONGs,
* Sensibilisation des populations

Toutes ces mesures sont contenues et ponctuées dans le tableau ci-après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tableau 3 :** Contraintes et solutions à la résilience climatique | | | | |
|  | Contraintes |  | Conséquences | Solutions | |
| 1 | Contrainte institutionnelle | Redynamisation de l’observatoire de suivi de la vulnérabilité aux changements/variabilités climatiques | Inefficacité dans la prévention et la gestion des vulnérabilités climatiques | Mise en place d’un observatoire de suivi de la vulnérabilité / Formation sur la prévention et la gestion des risques | |
| 2 | Contraintes d’ordre économique et financier (pauvreté de la population) | *Pauvreté de la population* | *Risque de départs massifs des bras valides en exode* | *Food for work* | |
| *Insécurité alimentaire* | *Cach for work* | |
| *Cash transfer* | |
|  | |
| 4 | Contraintes d’ordre spirituel | Fatalisme de la population à accepter sans aucun combat tout ce qui leur arrive | Limitation dans la recherche des solutions de lutte contre les aléas climatiques par exemple | Sensibilisation de la population sur les causes des changements et variabilités climatiques | |
| 5 | Contraintes d’ordre physiques : | nombre élevé des Koris | -Baisse des productions agro-sylvo-pastorale  -Risque de délocalisation des villages suite à la perte de terre sur terrain bâti  Insuffisance de terres cultivables | Traitement des koris au niveau des agglomérations, des champs et pâturages | |
| Déforestation | Baisse de la biodiversité (animale et végétale)  Elévation des niveaux d’érosion (hydrique et éolienne) des sols | Lutte contre la désertification : reboisement, restauration des sols, réduction des coupes abusives de bois | |
| Dégradation physique et chimiques des sols | Baisse des rendements | Récupération agricole des terres  Intensification de l’agriculture et de l’élevage | |
| Insuffisance de cours d’eau permanents/et de gibier pour l’extension des activités à la pêche et à la chasse | Limitation des sources de revenus | -Surcreusement et empoissonnement des mares  -Reboisement des espaces ruraux ;  -Création de forêts classées  -Protection d’aire végétale | |
| Baisse et irrégularité des pluies | Baisse des rendements agro-sylvo-pastorales avec des risques d’insécurité alimentaire | Utilisation des semences améliorées  Promotion des cultures maraichères avec l’aménagement de sites maraichers  Réhabilitation des BC existantes et création de nouvelles BC | |
| 6 | Caractères extensif et peu productif de l’agriculture et de l’élevage | | *Occupation de trop d’espace pour l’accomplissement de ces 2 activités avec des relations souvent conflictuelles* | *Intensification de l’agriculture :*  *-réhabilitation/approvisionnement de BIA;*  *-Construction /approvisionnement de nouvelles BIA* | |
| *Intensification de l’élevage :*   * *Réhabilitation des BAB et BIZ existantes ;* * *Construction/approvisionnement de nouvelles BAB et BIZ;* | |
| 7 | Absence de plants | | Limitation des plantations | Formation de pépiniéristes | |
| Création de pépinières villageoises | |
| 8 | Difficile cohabitation des communautés d’agriculteurs et d’éleveurs pour la gestion des maigres ressources naturelles malgré la transformation de la plupart d’entre eux en agropasteurs | | Risques de conflits intercommunautaires | Caravanes de sensibilisation des populations sur la gestion des espaces ruraux | |
| Association des agriculteurs sur l’arrêt des dates de libération des champs | |
| Respect des dates de libération des champs par les 2 principaux acteurs (agriculteurs et éleveurs) | |
| Redynamisation des COFOCOB et de la COFOCOM | |
| Balisage des espaces pastoraux (aires de pâturage et couloirs de passage) | |
| 9 | Faible niveau d’instruction de la population sur les changements et variabilités climatiques | | Faible ouverture de la population aux innovations | Campagnes de sensibilisation de la population sur les questions de changement et de variabilités climatiques | |
| 10 | Insuffisance de semences améliorées | | Baisse des rendements | Production et approvisionnement des BIZ | |
| 11 | Mauvaise répartition des pluies | | Diversification des cultures | |
| Promotion des cultures maraichères par l’aménagement de sites | |
| Diversification des activités | |
| 12 | Habitats précaires des populations | | Elévation du niveau des risques d’effondrement | Construction des maisons en matériaux définitifs | |
| 15 | Etat précaire de la majorité des infrastructures scolaires | | Elévation du niveau d’exposition aux intempéries et de risques d’effondrement de classes | Reconstruction en matériaux définitifs de toutes les classes en paillottes si possible de celles aussi en banco | |
| 16 | Etat obsolète de certaines stratégies locales d’atténuation des effets des crises | |  | Valorisation des stratégies locales d’atténuation des effets des crises (reboisement, utilisation de variétés améliorées, diversification des activités, implantation de BC, pratiques de cueillette …) | |
| Voyage d’échange sur les stratégies d’adaptation aux changements/variabilités climatiques | |

***Source :*** *Rapport des diagnostics participatifs et techniques*

**Coûts des activités de résilience à la variabilité et au changement climatique**

# En prenant en compte les impacts des changements climatiques et les coûts des mesures d’adaptations dans la programmation contenue dans le PDC, le budget additionnel se présente dans les tableaux ci-dessous (en annexes)*:*

# Reboisement par contrat :

Achat plants en pépinière : 5 000 plants x 100 fcfa 50O 000 fcfa

Récompenses attribuées aux meilleurs planteurs tous les deux (2) ans à raison de 5 000 fcfa par arbre.

# 5000 arbres x 5000 fcfa x 2 (fois) 50 000 000 fcfa (pour les 5 ans)

# B) Réhabilitation ou réalisation des mares

# 30 000 000 fcfa x 2 60 000 000 fcfa

# C) Aménagement des sites de cultures de contre-saison

# 5 000 000 fcfa /an x 2 (site) 10 000 000 fcfa

# D) Achat semences améliorées 5 000 000 fcfa

# E) Campagne de sensibilisation des populations sur :

# - le changement climatique ; Confection des banderoles et slogans, location véhicule et carburant, location des chaises ou achat des nattes, location du matériel de sonorisation, radios, présentoirs d’images…

# 2 000 000 fcfa/an x 3 6 000 000 cfa

# la culture de la paix et de sécurité : Confection des banderoles et slogans, location véhicule et carburant, location des chaises ou achat des nattes, location du matériel de sonorisation, radios, présentoirs d’images…

# 2 000 000 fcfa/an x 3 6 000 000 cfa

* le changement des habitudes alimentaires : sensibiliser la population pour un changement des habitudes alimentaires en vue de substituer l’éternel aliment de base qu’est le mil par d’autres aliments de consommation quotidienne notamment les tubercules tels que le manioc, la patate, le tarot, la pomme de terre et tout autre aliment pouvant permettre de se mettre à l’abri de la faim.

2 000 000 fcfa x 3 6 000 000 fcfa

* Organisation des journées de concours culinaires :

3 000 000 fcfa x 3 9 000 000 fcfa

F) Réhabilitation et entretien des routes et pistes rurales :

50 000 000 fcfa/an x 5 = 250 000 000 fcfa

G) Construction et équipement d’une chambre froide de conservation des produits sanitaires contre les épidémies des maladies climato-sensibles

200 000 000 fcfa

H) Empoissonnement des mares

10 000 000 fcfa

# I) Ateliers de formations

# Atelier de formation des élus locaux

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est de:

**Un million cinq cent vingt quat mille cent (1 524 100) FCFA.**

**1 524 100 fcfa x 3 (3 ateliers) = 4 572 300 FCFA**

# Atelier de formation des cadres des services techniques départementaux, projets et ONGs :

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est de:

**Un million sept cent trente trois mille six cent (1 733 600) FCFA.**

**1 733 600 fcfa x 3 (3 atelier) = 5 200 800**

# Atelier de formation des enseignants ;

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est de:

**Neuf million trente deux mille cent (9 032 100) FCFA.**

**9 032 100 fcfa x 3 (3 atelier) = 27 096 300 fcfa**

**Coût total des mesures de résilience sur 5 ans :**

50 000 fcfa + 25 000 000fcfa + 60 000 000 fcfa + 10 000 000 fcfa + 1 000 000 fcfa + 60 000 000 fcfa + 4 572 100 fcfa + 5 200 800 + 27 096 300 fcfa + 6 000 000 fcfa + 9 000 000 fcfa + 10 000 000 fcfa **= 649 369 400 (Six cent quarante neuf million trois cent soixante neuf mille quatre cent) fcfa**

## Risques

Les risques suivants peuvent entraver la bonne exécution des actions du PDC :

* le PDC peut être interprété comme l’affaire des seules autorités communales en place. Il pouvait y avoir un faible engouement et une faible mobilisation autour du PDC, du moins une attitude des partisans du moindre effort dans la recherche de financement. Une telle éventualité, si elle devait se produire, affecterait négativement la mise en œuvre des activités ;
* L’autre facteur de risque est la mobilisation des ressources financières. Si les partenaires financiers potentiels ne contribuent pas et/ou si la commune, les associations et les bénéficiaires directs ne parviennent pas à mobiliser leur part de contribution au financement, la réalisation des actions pouvait être compromise.

A ces risques s’ajoutent des contraintes de plusieurs ordres qui peuvent compromettre la réalisation de toutes les activités retenues si des dispositions efficaces et efficientes ne sont pas préalablement prises au plan institutionnel, individuel, collectif et administratif. On peut citer entre autres :

* difficultés des organismes, projets et ONGs à mobiliser les fonds à temps ;
* manque de moyens efficaces pour informer tous les membres de la diaspora
* Sans une large sensibilisation, il serait difficile d’obtenir l’adhésion, l’engagement et l’activisme des populations dans la mise en œuvre de toutes les stratégies d’adaptation proposées ;
* L’absence des radios communautaires est un handicap sérieux dans le processus de sensibilisation et de conscientisation des populations face aux changements climatiques ;
* La réticence le plus souvent des cadres techniques pour l’implication des paysans dans la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des micro- projets de résilience ;
* La mauvaise gestion le plus souvent des fonds mis à disposition des organismes, projets et ONG et même des responsables communaux ;
* Contradictions voire divergences politiques entre les élus locaux ;
* L’analphabétisme de certains élus locaux et des populations est un facteur de blocage pour la réalisation des activités.

# Atelier de formation des élus locaux

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est résumé dans le tableau ci-dessous:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | Quantité | Coût unitaire/fcfa | Nbre de jours | Montant total/fcfa |
| Recherches documentaires | 1 | 50000 |  | 50 000 |
| Déplacement du formateur | 1 | 25000 | 4 | 100 000 |
| Honoraires du formateur | 1 | 100000 | 3 | 300 000 |
| Hébergement du formateur | 1 | 30 000 | 3 | 90 000 |
| Perdiem des participants | 17 | 5000 | 3 | 2 550 00 |
| Pause-café | 20 | 1500 | 3 | 90 000 |
| Pause-déjeuner | 20 | 3000 | 3 | 180 000 |
| Reprographie du module | 20 | 1 500 |  | 30 000 |
| Location véhicule | 1 | 50000 | 4 | 200 000 |
| Carburant véhicule (Niamey-Kiéché-Niamey et circulation interne) | 150 L | 540 |  | 89100 |
| Location salle | 1 | 30000 | 3 | 90 000 |
| Kit des participants | 20 | 2500 |  | 50 000 |
| **Montant total** |  |  |  | **1 524 100** |

**Arrêté le présent budget à la somme de un million cinq cent vingt quat mille cent (1 524 100) FCFA.**

**1 524 100 fcfa x 3 (3 ateliers) = 4 572 300 FCFA**

# Atelier de formation des cadres des services techniques départementaux, projets et ONGs :

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est résumé dans le tableau ci-dessous:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | Quantité | Coût unitaire/fcfa | Nbre de jours | Montant total/fcfa |
| Recherches documentaires | 1 | 50000 |  | 50 000 |
| Déplacement du formateur | 1 | 25000 | 4 | 100 000 |
| Honoraires du formateur | 1 | 100000 | 3 | 300 000 |
| Hébergement du formateur | 1 | 30 000 | 3 | 90 000 |
| Perdiem des participants | 24 | 5000 | 3 | 360 000 |
| Pause-café | 27 | 1500 | 3 | 121 500 |
| Pause-déjeuner | 27 | 3000 | 3 | 243 000 |
| Reprographie du module | 20 | 1 500 |  | 30 000 |
| Location véhicule | 1 | 50 000 | 4 | 200 000 |
| Carburant véhicule (Niamey-Kiéché-Niamey et circulation interne) | 1 | 540x150l |  | 89100 |
| Location salle | 1 | 30000 | 3 | 90 000 |
| Kit des participants | 24 | 2500 |  | 60 000 |
| **Montant total** |  |  |  | **1 733 600** |

**Arrêté le présent budget à la somme de un million sept cent trente trois mille six cent (1 733 600) FCFA.**

**1 733 600 fcfa x 3 (3 atelier) = 5 200 800**

# Atelier de formation des enseignants.:

Le budget prévisionnel pour l’exécution de ces activités est résumé dans le tableau ci-dessous:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | Quantité | Coût unitaire/fcfa | Nbre de jours | Montant total/fcfa |
| Recherches documentaires | 1 | 50000 |  | 50 000 |
| Déplacement du formateur | 1 | 25000 | 4 | 100 000 |
| Honoraires du formateur | 1 | 100000 | 3 | 300 000 |
| Hébergement du formateur | 1 | 30 000 | 3 | 90 000 |
| Perdiem des participants | 253 | 5000 | 3 | 3 795 000 |
| Pause-café | 256 | 1500 | 3 | 1 152 000 |
| Pause-déjeuner | 27 | 3000 | 3 | 2 304 000 |
| Reprographie du module | 253 | 1 500 |  | 229 500 |
| Location véhicule | 1 | 50 000 | 4 | 200 000 |
| Carburant véhicule (Niamey-Kiéché-Niamey et circulation interne) | 1 | 540x150l |  | 89100 |
| Location salle | 1 | 30000 | 3 | 90 000 |
| Kit des participants | 253 | 2500 |  | 632 500 |
| **Montant total** |  |  |  | **9 032 100** |

**Arrêté le présent budget à la somme de neuf million trente deux mille cent (9 032 100) FCFA.**

# Bibliographie

A, D Gaoh ; A,Dassargues, 1995. Exploitation de la nappe alluviale du Dallol Maouri par des cultures irriguées au Niger. Revue sécheresse N°3 volume 6, Université de Niamey.

FAO, 1969. Projet de mise en valeur du Dallol Maouri : étude des pâturages naturels. Institut d’élevage et de médecine vétérinaires des pays tropicaux, Paris, France.

ANFICT, 2014. Document de référence de la commune rurale de .

INS (Renaloc), 2013. Recensement général de la population et de l’habitat.

Pamed II, 2013. Diagnostic participatif de la commune rurale de .

Pasel, 2014. Monographie de la commune rurale de .

J. PAGOT, 1969. Etude des pâturages naturels. Revue de géographie alpine, tome 53, N°1

# IV Axes stratégiques et objectifs de développement

## 4.1 La vision de développement de la commune

La vision consiste à formuler des souhaits (réalistes) pour la commune sur une période de temps plus ou moins longue (20 à 25 ans) permettant de résoudre les problèmes de développement de la commune. C’est donc une situation future souhaitable qui est définie en fonction de l’ensemble des orientations stratégiques.

Les échanges des acteurs en charge de l’élaboration du PDC ont permis de définir la vision suivante : « **Les conditions de vie des populations sont améliorées grâce, à une augmentation significative des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, à la création et à l’accessibilité pour tous de services sociaux de base de qualité, et à un rehaussement des revenus et du niveau de vie des ménages. ».**

## 4.2 Les axes stratégiques de développement de la commune

Pour rappel, les contraintes majeures au développement de la commune identifiées lors de l’établissement du bilan diagnostic sont les suivantes :

* Une dégradation accélérée du potentiel productif agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
* Une insécurité alimentaire de plus en plus chronique ;
* Des besoins en service sociaux de base insuffisamment couverts.
* Des secteurs économiques peu performants
* Une faible participation des groupes vulnérables notamment des femmes, des jeunes et des handicapés au développement de la commune.
* Une gouvernance peu efficace.

En rapport avec ces contraintes et défis identifiés lors de l’établissement du bilan diagnostic, les orientations portent sur cinq (5) axes stratégiques autour desquels seront organisés le développement futur de la commune de .

Ces axes stratégiques sont :

* Axe I : Amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.
* Axe II : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base
* Axe III : Amélioration de la participation des femmes, des jeunes et des handicapés aux actions de développement
* Axe IV : Redynamisation des secteurs économiques
* Axe V : Renforcement de la gouvernance

## 4.3 Les objectifs de développement de la commune

L’objectif global de développement de la commune est à travers ce PDC est « d’améliorer les conditions de vie des populations et de lutter contre la pauvreté des ménages ».

Cet objectif est reparti par axe de développement en trente trois (33) objectifs spécifiques et sectoriels.

Ces objectifs de développement sont :

**Axe 1 : Amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations**

1. Objectif de développement N°1,1 : Intensifier les cultures pluviales
2. Objectif de développement N°1,2 : Développer et diversifiéer les cultures irriguées
3. Objectif de développement N°1,3 : Diversifier et faciliter l'accès des producteurs aux moyens de production
4. Objectif de développement N°1,4 : Créer et gérer durablement les infrastructures de sécurité alimentaire et nutritionnelle
5. Objectif de développement N°1,5 : Appui au développement et à la promotion des filières porteuses (valorisation des produits agro-sylvo-pastoraux, structuration et renforcement des capacités des acteurs)
6. Obejctif de développement N°1,6 : Promouvoir les techniques et technologies de production animales et améliorer la santé animale
7. Objectif de développement N°1,7 : Développer les infrastructures pastorales et sécuriser les espaces pastoraux
8. Objectif de développement N°1,8 : Gérer durablement les ressources forestières
9. Objectif de développement N°1,9 : Développement des ressources halieutiques
10. Objectif de développement N°1,10 : Sécuriser le foncier et assurer l'accès aux femmes
11. Objectif de développement N°1,11 : Renforcer le dispositif d'encadrement technique
12. Objectif de développement N°1,12 : Assurer l'accès des producteurs agro-sylvo-pastoraux aux financements
13. Objectif de développement N°1,13 : Améliorer l'information des producteurs pour mieux s'adapter aux changements climatiques

**Axe N°2 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base**

1. Objectif de développement N°2,1 : Rehausser le taux de couverture des besoins en eau potable
2. Objectif de développement N°2,2 : Rehausser le taux de couverture sanitaire
3. Objectif de développement N°2,3 : Accroitre le taux de scolarisation
4. Objectif de développement N°2,4 : Assurer une éducation de qualité
5. Objectif de développement N°2,5 : Réduire le taux d'analphabétisme
6. Objectif de développement N°2,6 : Améliorer la couverture énergie électrique

**Axe N°3 : Amélioration de la participation des femmes, des jeunes et des handicapés aux actions de développement**

1. Objectif de développement N°3,1 : Améliorer le statut des femmes et protéger les enfants
2. Objectif de développement N°3,2 : Appuyer les groupements féminins et les associations des jeunes
3. Objectif de développement N°3,3 : Développer les activités génératrices de revenus au profit des femmes, des jeunes et des personnes handicapées
4. Objectif de développement N°3,4 : Assurer la protection sociale des personnes défavorisées
5. Objectif de développement N°3,5 : Alléger les tâches domestiques des femmes
6. Objectif de développement N°3,6 : Impliquer d'avantages les jeunes dans l'édification de l'économie du pays
7. Objectif de développement N°3,7 : Développer la pratique du sport et des activités culturelles dans la commune

**Axe 4 : redynamisation des secteurs économiques**

1. Objectif de développement N°4,1 : Valoriser le potentiel artisanal et touristique pour améliorer leur part de contribution à l'économie communale
2. Objectif de développement N°4,2 : Désenclaver les zones inaccessibles
3. Objectif de développement N°4,3 : Aménager et gérer les infrastructures marchandes
4. Objectif de développement N°4,4 : Faciliter l'accès aux crédits pour les porteurs d'initiative locale

**Axe N°5 : Renforcement de la gouvernance**

1. Objectif de développement N°5,1 : Renforcer les capacités de la commune et des services techniques déconcentrés
2. Objectif de développement N°5,2 : renforcer les capacités de la commune pour qu'elle mobilise efficacement les ressources financières
3. Objectif de développement N°5,3 : renforcer les capacités du service de l’état civil

## 4.4 Articulation des axes et objectifs du PDC avec les politiques sectorielles nationales et internationales

Les axes et objectifs de développement de développement du PDC sont en parfaite cohérence et harmonie avec les objectifs de développement des grandes politiques publiques et sectorielles du Niger. C’est ainsi que ces axes et objectifs cadre parfaitement bien avec les axes et objectifs de l’initiative 3 N (les nigériens nourrissent les nigériens), le Plan de développement économique et social (PDES), la déclaration de politique d’aménagement du territoire, la politique de décentralisation.

Ils cadrent bien avec les axes et objectifs des politiques sectorielles dont entre autres :

* la politique nationale de développement durable de l’élevage (2012-2035) ;
* Stratégie nationale de gestion durable des terres (2015-2029) ;
* Plan d’Actions pour la Gestion des Risques Agricoles (PAGRA) ;
* Stratégie nationale de développement de l’agro-forestérie et plan d’actions ;
* Politique nationale de l’enviornnement pour un développement durable ;
* Lettre de politique éducative pour la période 2013-2020 ;
* Plolitique nationale de jeunesse ;
* Politique nationale de l’emploi
* Politique nationale de promotion de la femme ;
* Politique nationale de protection sociale ;
* La politique nationale de genre ;
* Programme d’action pour l’adaptation aux changements climatiques ;
* Etc.

En outre, les axes et objectifs de ce PDC s’inscrivent dans les orientations des programmes et politiques, et engagements internationaux. Il s’agit entre entre autres :

* + Des objectifs du millénaire pour un développement durable (OMDD) ;
  + L’Alliance mondiale pour une agriculture climato-intelligente (*Climate Smart Agriculture*) dont le Niger est un des membres fondateurs ;
  + Etc.

Le tableau qui suit présente les liens qui existent entre les axes et objectifs de développement du PDC avec ceux des politiques et orientations nationales et internationales.

**Liens entre les axes et objectifs de développement du PDC avec ceux des politiques et orientations nationales et internationales**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axes stratégiques du PDC de** | **PDES (2012-2015)** | **I3N** | **Déclaration de Politique d’aménagement du territoire (DEPONAT)** | **Politique de décentralisation** | **OMD** |
| **Axe 1 :** Amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et garantir la sécurité alimentaire | **Axe 3 :** la sécurité alimentaire et le développement agricole durables | **Axe 1** : l’accroissement et la diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques  **Axe 3** : l’amélioration de la résilience des nigériens face aux crises alimentaires et aux catastrophes,  **Axe 5** : la création d’un environnement favorable subséquent | **Objectif 1** : une meilleure planification du développement des territoires aux fins de la valorisation et de la gestion optimale et durable des espaces et des ressources ;  **Objectif 2** : la préservation des ressources naturelles et une gestion durable des écosystèmes spécifiques  **Objectif 3** : le maillage équilibré du territoire en équipements structurants, notamment ceux susceptibles de promouvoir les économies territoriales et de contribuer à la satisfaction des besoins essentiels des communautés ; | **Axe 4** : Le développement territorial harmonieux | **Objectif 1** : Eliminer l’extrême pauvreté et la faim  **Objectif 7** : Assurer un environnement durable. |
|  | **Axe 2** : la valorisation et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux. |  |  |  |
| **Axe 3** : Amélioration de l’accès aux services sociaux de base |  |  |  | **Axe 3 :** L’amélioration de l’offre et de l’accès des services de proximité en lien avec les OMD ; | **Objectif 2** : Assurer une éducation primaire pour tous  **Objectif 4** : réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans  **Objectif 5** : Améliorer la santé maternelle. |
| **Axe 4**: Redynamisation des secteurs économiques |  |  | **Objectif 6** : la poursuite du désenclavement du pays pour réduire les surcoûts liés au transport, améliorer la compétitivité du pays et faciliter l’ouverture sur les économies régionales et mondiale ; |  |  |
| **Axe 5 :** Renforcement de la gouvernance |  |  |  | **Axe 1** : Le développement des capacités des collectivités territoriales  **Axe 2**: Le renforcement de la déconcentration  **Axe 5 :** Le développement de la participation des populations et de la citoyenneté locale |  |
| **Axe 3** : Amélioration de la participation des femmes, des jeunes et des handicapés aux actions de développement | **Axe 5** : la promotion du développement social et le recul de la pauvreté. |  |  |  | **Objectif 3 :** Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes |

# V) Programme d’actions et d’investissement

## 5.1 Plan d’actions pluriannuel (PAP)

Sur la base des objectifs de développement, des actions prioritaires de développement de la commune ont été identifiées et programmées sur une période de cinq ans (2017-2021).

Le plan d’actions pluriannuel (PAP) fait l’inventaire de toutes les actions à réaliser par la commune et ses partenaires au profit des populations sur la période de 2017-2021.

Suivant les cinq (5) axes et les trente trois (33) objectifs de développement retenus, plusieurs actions de développement sont identifiées pour la période 2017-2021. Ces actions sont localisées sur l’espace géographique de la commune, réparties entre les années que durera la mise en œuvre du PDC.

Le tableau qui suit présente le plan d’actions pluri-annuel (PAP) 2017-2021 de la commune de .

## 5.2 Plan d’investissement pluriannuel (PIP)

Le plan d’investissement pluriannuel (PIP) est l’ensemble des investissements publics que la commune se propose de réaliser à l’horizon 2021 dans le cadre du présent PDC. Outil essentiel de planification à moyen terme, le PIP se rapporte ainsi à tous les objectifs du PDC, objectifs à la fois quantifiés, assortis de leur coût, de leurs résultats attendus et de leur répartition spatiale. Il constitue de ce fait l’outil de base sur lequel seront préparés tous les autres instruments de planification annuelle, notamment les Programmes d’Actions Annuels (PAA) des cinq (5) années consécutives au cours desquelles s’étalera l’exécution du présent PDC.

Le coût financier de chaque action est évalué et l’ensemble est intégré dans une matrice appelé budget qui est réparti par type de financement : la commune, les bénéficiaires et les Partenaires Techniques et Financiers.

Le coût total du PDC sur la période de 2017 à 2021 s’élève à la somme de **9 156 235 000** F CFA reparti par année comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Années** | **Montants** | **Pourcentage** |
| 2017 | 1 529 145 000 | 17 |
| 2018 | 2 470 755 000 | 27 |
| 2019 | 1 884 445 000 | 21 |
| 2020 | 1 682 745 000 | 18 |
| 2021 | 1 589 145 000 | 17 |
| **Total** | **9 156 235** | **100** |

La répartition par axe de développement du budget se présente comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Axes** | **Montants** | **Pourcentage** |
| Axe 1 | 2 520 335 000 | 28 |
| Axe 2 | 4 224 650 000 | 46 |
| Axe 3 | 847 250 000 | 9 |
| Axe 4 | 1 391 500 000 | 15 |
| Axe 5 | 172 500 000 | 2 |
| **Total** | **9 156 235 000** | **100** |

Cette répartition montre très nettement que les efforts sont concentrés sur l’amélioration des services de base et les secteurs productifs. Le financement des services sociaux de base s’élève à 4 224 650 000 F CFA soit 46% du budget. Cela s’explique parfaitement bien au regard des défis importants à relever dans le domaine de la construction des infrastructures et de l’amélioration de la qualité des services des différents secteurs concernés.

Les secteurs productifs notamment agro-sylvo-pastoraux et halieutiques occupent la seconde place avec un budget estimé à 2 520 335 000 F CFA soit 28% du budget global du PDC.

Ce PDC se singularise également par l’importance qu’il accorde à la prise en compte des groupes vulnérables (axe 3) notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées qui mobilisent a eux seul 9% du budget global du PDC.

L’axe 5 (gouvernance locale) qui ne représente que 2% des investissements vient compléter les actions de renforcement de capacités prévues au niveau des autres axes.

Le tableau qui suit présente le plan d’investissement pluriannuel de la commune de .

## 5.3 Plan d’investissement annuel (PIA) 2017

Comme son nom l’indique, le Plan d’Investissements Annuel (PIA) est une déclinaison logique du Plan d’actions et du plan d’investissement Pluriannuel. Il est aussi constitué de deux (2) principaux éléments qui sont : le Plan d’Actions Annuel (PAA) et le Plan de Financement Annuel (PFA) qui sont présentés dans les tableaux qui suivent.

Le Plan d’actions annuel présente la répartition trimestrielle des actions au cours de la première année de mise en œuvre du PDC (2017).

Le Plan d’investissement annuel 2017 évalue les coûts des actions et les réparti par trimestre. Le budget de la première année de mise en œuvre du PDC est évalué à 1.529.145.000 F CFA.

Les tableaux qui suivent présentent le plan d’actions annuel et le Plan d’investissement annuel de l’année 2017.

# VI) Cadre institutionnel de mise en œuvre

Le cadre institutionnel de mise en œuvre du PDC concerne la structure de mise en œuvre et les acteurs concernés, le mécanisme de mise en œuvre, le dispositif de suivi-évaluation et le mécanisme de financement.

Comme indiqué dans la partie introductive, le PDC constitue l’unique cadre de référence de la commune en matière de développement. Du moment où il s’impose à tous les intervenants, il est nécessaire que le PDC prévoie lui-même les procédures par lesquelles il sera convenablement exécuté.

L’institution communale est responsable de la maîtrise d’ouvrage du PDC. Pour ce faire, les autorités communales se doivent de mettre en place une structure en charge du pilotage du processus de mise en œuvre du PDC. A cet égard, nous proposons la formule qui consiste à mettre en place un comité de pilotage. Le Maire de la commune prendra un arrête pour formaliser la structure.

Le Comité de pilotage sera composé de conseillers municipaux, notamment quelques membres de chacune des commissions spécialisées du conseil, des représentants des services techniques municipaux et déconcentrés de l'Etat, ainsi que des représentants de la société civile. Toutes les charges induites par le fonctionnement du comité sont entièrement imputables au budget municipal.

Toutes les missions et attributions qui seraient dévolues à ce comité de pilotage rentrent exclusivement dans le cadre de la mise en œuvre du PDC. Le comité ne saurait, en aucun cas se substituer aux organes municipaux auxquels la loi a conféré des pouvoirs décisionnels. Il ne dispose pas de personnalité juridique. Sa mission première est le suivi et l’évaluation de la bonne exécution du PDC.

Pour la réussite de la mise en œuvre du PDC, un dispositif de suivi-évaluation doit être mis en place par les services communaux sous la responsabilité du Secrétaire Général de la commune. A ce niveau, il existe deux activités distinctes à réaliser : le suivi et l’évaluation du PDC.

Le suivi du PDC est un processus continu de collecte et de traitement des informations liées à la mise en œuvre du PDC. C’est une démarche de gestion et de connaissance approfondie, évolutive et critique des actions en cours de réalisation. Au cours de la période de réalisation du PDC, il est important de savoir à tout moment où en est l’exécution, afin de conduire le projet de manière effective et efficace, en tenant compte des évolutions de l’environnement global. En général, l’objectif du suivi est de comparer les réalisations aux prévisions en rendant possible une mise en œuvre des écarts. Au delà du pilotage, l’effet corrélé sera de réagir et de faire ressortir des ajustements à envisager et des orientations.

Les outils de suivi de l’exécution du Plan seront essentiellement des outils de collecte de données dont le traitement devrait permettre d’apprécier le niveau de corrélation entre les prévisions et les réalisations en vue d’apporter des mesures correctives en cas de besoin. A ce titre, les outils tiendront compte des éléments proposés par le canevas national d’élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PDC.

Le comité de pilotage procédera ponctuellement à une évaluation des actions du PDC. C’est une opération limitée dans le temps qui vise à apprécier de manière systématique et objective la pertinence, la performance et le succès (ou leur absence) du processus de mise en œuvre du PDC. Nous suggérons la réalisation d’une évaluation à mis-parcours du PDC par le comité de pilotage au cours de la troisième année de mis en œuvre du PDC.

Le PDC sera mis en œuvre à travers l’élaboration de Plan d’actions et d’investissement annuel. Des indicateurs de suivi et d’évaluation édictés dans le Canevas national du PDC seront judicieusement exploités.

L’analyse institutionnelle et financière effectuée plus haut a montré que la commune de à des faibles capacités de mobilisation des ressources internes. Le PDC a proposé des actions d’envergure pour améliorer de façon substantielle les ressources internes de la commune. Dans l’attente des résultats de ces actions, pour le moment, le financement du PDC proviendra en grande partie des partenaires techniques et financiers, puis en partie de l’Etat, de la commune et des populations.

# Conclusion

Le PDC réactualisé 2017-2021 de la commune rurale de Kiéché constitue un guide mais aussi l’outil de référence pour conduire durablement les actions de développement. Il découle de la réalisation d’un diagnostic sans complaisance de la situation de la commune. Ce diagnostic à fait l’objet d’un large débat et d’un consensus. Il a été discuté et adopté suivant des mécanismes véritablement participatifs qui ont permis aux principaux acteurs locaux d’en prendre activement part.

Le présent PDC reflète l’essentiel des préoccupations et aspirations majeures des différentes communautés, des autorités coutumières et administratives, des élus locaux et des services techniques municipaux et déconcentrés.

Ainsi, face aux immenses et pressants besoins des populations des choix ont été opérés sur la base des préoccupations les plus pressantes. C’est ainsi qu’un programme de développement doté d’une vision claire a été élaboré et validé par les populations, les autorités et les services techniques.

Une mise en œuvre efficace et efficiente de ce programme améliorera sans aucun doute : la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutique, l’accès au services sociaux de base, l’intégration des groupes vulnérables (femmes, jeunes et handicapés) dans l’économie locale, redynamisera les différents secteurs économiques et renforcera la gouvernance locale.

Pour réussir la mise en œuvre du PDC, tous les efforts des différents intervenants doivent converger vers un même objectif, celui du développement économique, social, environnemental et culturel de la commune rurale de Kiéché. Aussi il est nécessaire et vivement recommandé que tous les partenaires actuels et à venir de la commune s’inscrivent résolument dans la vision communale.

La mise en œuvre de ce PDC n’est pas possible sans une mobilisation conséquente des ressources financières internes et externes. Pour ce faire, les autorités locales, au premier rang desquelles l’exécutif municipal doit se donner les moyens appropriés pour réunir ces ressources. En collaboration directe avec le comité de pilotage, elles doivent donc mener une offensive porteuse en direction des partenaires. L’organisation des tables rondes, d’édition de brochures et dépliants, de lobbying pourraient être favorablement mises à contribution. Le principe de la maîtrise d’ouvrage communal impose une telle exigence aux autorités municipales.

**Réactualisation du PDC de la commune rurale de Kiéché (2016)**

**Fiche de diagnostic technique : Service communal de l’Education primaire**

**Situation de l’éducation par village au niveau primaire 2015-2016**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Village** | **Nbre d’école** | **Nbre d’éleves garçons** | **Nbre d’élèves filles** | **Nbre d’enseignants** | **Nbre de classes** | **Classes en dur** | **Classe en banco** | **Classe en paillotes** | **Nbre de table-bancs** | **Besoins en enseignants** | **Besoins en table-bancs** |
| Mazoubi | 2 | 165 | 133 | 5 | 5 | 2 | - | 3 | 45 | 2 | 104 |
| Makéra I | 1 | 56 | 50 | 3 | 3 | 3 | - | 0 | 75 | - | - |
| Makéra Peul | 1 | 18 | 14 | 1 | 1 | - | - | 1 | 4 | - | 16 |
| Tombon Gataou | 1 | 125 | 90 | 4 | 4 | 3 | 0 | 1 | 45 | 1 | 63 |
| Bakin Tapki | 2 | 77 | 66 | 3 | 4 | 3 | - | 1 | 97 | 1 | - |
| Makoissa | 2 | 77 | 66 | 3 | 4 | 3 | - | 1 | 97 | 1 | - |
| Garin Géji | 1 | 133 | 79 | 3 | 5 | 5 | - | 0 | 75 | 1 | 31 |
| Rey-Rey | 3 | 262 | 188 | 8 | 8 | 2 | - | 6 | 70 | - | 150 |
| Dogon Gao | 1 | 74 | 41 | 2 | 2 | - | - | 2 | 10 | 1 | 46 |
| Garin-Guéro | 3 | 132 | 99 | 7 | 7 | 4 | - | 3 | 83 | - | 33 |
| Illéla Goundia | 3 | 195 | 156 | 8 | 8 | 2 | - | 6 | 77 | 1 | 99 |
| Tombon Kasso | 2 | 141 | 203 | 7 | 7 | 5 | - | 2 | 95 | 1 | 77 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Village** | **Nbre d’école** | **Nbre d’éleves**  **garçon** | **Nbre d’élèves filles** | **Nbre d’enseignants** | **Nbre de classes** | **Classes en dur** | **Classe en banco** | **Classe en paillotes** | **Nbre de table-bancs** | **Besoins en enseignants** | **Besoins en table-bancs** |
| Jougala Peul | 1 | 30 | 39 | 2 | 2 | 2 | - | 0 | 49 | - | - |
| Takouidaoua | 2 | 256 | 219 | 9 | 9 | 4 | - | 5 | 75 | 1 | 163 |
|  | 2 | 260 | 247 | 16 | 14 | 8 | - | 5 | 120 | - | 135 |
| Angoual Goubé | 1 | 17 | 17 | 1 | 2 | 2 | - | - | 52 | 1 | 25 |
| Angoual Na-ana | 2 | 67 | 53 | 3 | 3 | 1 | - | 2 | 25 | 1 | 25 |
| Gouala | 2 | 156 | 155 | 7 | 8 | 6 | - | 2 | 49 | 2 | 107 |
| Houmawa | 1 | 93 | 119 | 5 | 5 | 2 | - | 3 | 40 | - | 66 |
| Konkorido | 1 | 53 | 63 | 3 | 3 | 1 | - | 2 | 25 | - | 33 |
| Gazilawa | 1 | 44 | 52 | 3 | 3 | 1 | - | 2 | 20 | - | 28 |
| Kallon Mota | 1 | 152 | 128 | 7 | 7 | 4 | - | 3 | 106 | - | 34 |
| Rouda Adoua | 1 | 136 | 119 | 6 | 6 | 4 | - | 2 | 71 | - | 57 |
| Takaré | 2 | 104 | 85 | 5 | 5 | 2 | - | 3 | - | - | 95 |
| Bourgouzou | 1 | 81 | 72 | 3 | 3 | 1 | - | 2 | 37 | - | 2 |

**Inventaire des ressources agro-sylvo-pastorales de**

***Données de forme polygonale (aire de pâturage, mare, forêt, etc.)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature** | **Statut** | **Localisation** | **Etat** | **Usage** | **Accessibilité et règles d’usage** | **Contrainte** | **Conflit** | **Enjeux** |
| Aire de pâturage | Etatique | Samguégué | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia, manque de balisage | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Aire de pâturage | Etatique | Makéra peul | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Aire de pâturage | Etatique | Mazoubi | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia, manque de balisage | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Aire de pâturage | Etatique | Tsallé | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia, manque de balisage | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Aire de pâturage | Etatique | Djougala peul | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia, manque de balisage | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Aire de pâturage | Etatique | Gandabla | Peu dégradée | Pâturage | Lire | Sida cordifolia, manque de balisage | non | Séjour des animaux, pâturage |
| Mare temporaire | Etatique | Djougala | Dégradée | Abreuvage, pêche, maraîchage | Libre | Ensablement | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu, eau pour bétail |
| Mare temporaire | Etatique | Badou | Dégradée | Maraîchage, abreuvage | Libre | Ensablement ; jacinthe | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu, eau pour bétail |
| Site irrigué aménagé | Etatique | Konkorindo, Bado, Takouidawa | Bien conservé | Maraîchage | Libre | Aucune | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu |
| Site irrigué aménagé | Etatique | Gouala | Peu dégradé | Maraîchage | Libre | Tarissement de puits | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu |
| Site irrigué aménagé | Etatique | Garin Sodjé, | Non fonctionnel | Maraîchage | Libre | Tarissement de puits | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu |
| Site irrigué aménagé |  | , Bankoyam | Non fonctionnel | Maraîchage |  | Litige avec le propriétaire terrien |  |  |
| Site irrigué non aménagé | Etatique | Djougala, Rey Rey, Tombo Kasso, Illéla Goudia, Garin Guéro, Garin Malan, Angoual Na Ana, Bakin Tapki, Tsallé | Opérationnels | Maraîchage | Libre | Manque de clôture, insuffisance de puits | Non | Complément alimentaire, procuration de revenu |

***Données de forme linéaire (route, rivière, couloir de passage, etc)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature** | **Localisation** | **Etat** | **Usage** | **Accessibilité** | **Contrainte** | **Conflit** | **Enjeux** |
| Bitumée RN1 | Sabon Gari-Kalon Mota | Bon | Transport | Péage | Aucune | Non | Echanges socio économiques, accidents |
| Couloir international | Rey Rey- Mazoubi | Balisé | Passage d’animaux | Libre | Aucune | Non | Facilite les échanges |
| Couloir de passage | Rey Rey-Dan Gari | Non balisé | Passage d’animaux | Libre | Cultures, sida cordifolia | Non | Facilite le passage des animaux |
| Couloir de passage | -Samguégué | Non balisé | Passage d’animaux | Libre | Cultures, sida cordifolia | Non | Facilite le passage des animaux |
| Couloir de passage | -Koakoré Fada | Non balisé | Passage d’animaux | Libre | Cultures, sida cordifolia | Non | Facilite le passage des animaux |
| Couloir de passage | Djougala-Rey Rey | Non balisé | Passage d’animaux | Libre | Cultures, sida cordifolia | Non | Facilite le passage des animaux |
| Couloir de passage | Rey Rey-Koré Mairoua | Non balisé | Passage d’animaux | Libre | Cultures, sida cordifolia | Non | Facilite le passage des animaux |

***Données de forme ponctuelle (puits, forage, etc.)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature** | **Localisation** | **Etat** | **Usage** | **Accessibilité** | **Contrainte** | **Conflit** | **Enjeux** |
| Mini AEP (2) | , Takouidawa | Fonctionnels | Domestique | Payant | Aucune | Non | Facilite la corvée d’eau, eau potable |
| Forages MH (10) |  | 4 non fonctionnels | Domestique | Libre | Pannes fréquentes | Non | Eau potable |
| Puits cimentés |  |  | Domestique | Libre | Baisse de la nappe | Non | Disponibilité de l’eau |
| Parc de vaccination |  | Fonctionnel | Vaccination | Libre | Aucune | Non | Facilite la vaccination |

**Listes des ressources matérielles de la commune rurale de Kiéché**

**Tableau n°3 : Ressources matérielles de la commune :**

**Bureau du Maire**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Salon | 1 | Bon |
| Bureau formica | 1 | Mauvais |
| Fauteuil roulotant | 1 | Mauvais |
| Chaise visiteurs | 3 | Bon |
| Réfrigérateur | 1 | Bon |
| Cachet ordonnateur | 1 | Bon |
| Recueil des textes | 1 | Bon |
| Registre PV conseil | 1 | Bon | |
| Recueil code | 1 | Bon | |
| Porte cachet | 1 | Bon | |
| Drapeau | 1 | Bon | |
| Echarpe | 2 | Bon | |
| Parterre | 1 | Bon | |
| Poubelle | 1 | Bon | |

**Bureau maire adjoint et secrétaire municipale**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Tableau bureau en bois | 2 | Bon |
| Chaise métallique visiteurs | 4 | Bon |
| Cachet | 2 | Bon |
| Armoire métallique | 1 | Bon |
| Chaise à roulettes | 1 | Mouvaux |
| Calculatrice | 2 | Bon |
| Agrafeuses | 1 | Bon |
| Chrono | 1 | Bon |
| Parterre | 1 | Bon |
| Poubelle | 2 | Bon |

**Bureau secrétaire général**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau en bois | 1 | Bon |
| Chaise bureau | 1 | Bon |
| Chaise visiteur | 3 | Bon |
| Armoire métallique | 1 | Bon |
| Equipement informatique | 1 | Bon |
| Cachet | 1 | Bon |
| Poubelle | 1 | Bon |

**Bureau receveur municipal**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau métallique | 1 | Bon |
| Chaise à roulette | 1 | Mauvais |
| Chaise visiteurs | 2 | Bon |
| Armoire métallique | 1 | Bon |
| Calculatrice | 1 | Bon |
| Perforeuse | 1 | Bon |
| Poubelle | 1 | Bon |
| Coffre-fort | 2 | Bon | |
| Agrafeuses | 1 | Bon | |

**Bureau secrétariat**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau bois | 1 | Bon |
| Chaise à roulette | 1 | Mauvais |
| Chaise métallique visiteur | 4 | Bon |
| Armoire métallique | 1 | Mauvais |
| Parapheur | 1 | Mauvais |
| Machine à écrire | 2 | Mauvais |
| Poubelle | 1 | Bon |
| Registre du courrier arrivé | 1 | Mauvais |
| Registre courrier départ | 1 | Bon |
| Chrono | 17 | Bon |
| Perforeuse | 1 | Bon |
| Ordinateur | 1 | Bon |
| Imprimante | 1 | Bon |

**Bureau état civil**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau | 2 | Bon |
| Chaise à roulette | 2 | Bon |
| Chaise métallique visiteurs | 4 | Bon |
| Armoire métallique | 2 | Bon |
| Poubelle | 2 | Bon |

**Bureau annexe**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau bois | 3 | Bon |
| Chaises visiteurs | 6 | Bon |
| Chaises métallique | 3 | Bon |
| Armoire métallique | 3 | Bon |

**Salle de conseil**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Table bureau bois | 12 | Bon |
| Chaise en bois | 10 | Bon |
| Chaise de conseil | 30 | Bon |
| Chaise plastique | 19 | Mauvais |

**Situation du parc auto**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Quantité | Etat |
| Toyota 44 N°1448 RN | 1 | Mauvais |

Source : mairie de

1. Les coordonnées géographiques sont en degrés décimaux [↑](#footnote-ref-2)
2. Les coordonnées géographiques sont en degrés décimaux [↑](#footnote-ref-3)
3. Les coordonnées géographiques sont en degrés décimaux [↑](#footnote-ref-4)
4. Document de référence de la commune de commandité par l’ANFICT [↑](#footnote-ref-5)
5. Achirou Daddy Gaoh, 1995. Exploitation de la nappe alluviale du Dallol Maouri par des cultures irriguées au Niger. Revue sécheresse N°3 volume 6, Université de Niamey. [↑](#footnote-ref-6)
6. Selon les données du service départemental de l’environnement de Doutchi [↑](#footnote-ref-7)
7. FAO, 1969. Projet de mise en valeur du Dallol Maouri : étude des pâturages naturels. Institut d’élevage et de médécine vétérinaires des pays tropicaux, Paris, France. [↑](#footnote-ref-8)